

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

9^e Année

Volume 9 - N° 5-7

SOMMAIRE

EDITORIAL :

La lutte des classes en Europe occidentale.

Tan MALAKKA. — Le partisan et sa lutte militaire, politique et économique.

E. GERMAIN

La théorie du « capitalisme d'Etat »

A. STROMER. — Le plan Schuman.

P. HALUSHKA. — Agrovilles en U.R.S.S.

*Et les livres, documents et nouvelles
du mouvement ouvrier et de l'Internationale.*

MAI - JUILLET 1951

(Paraissant tous les 2 mois)



9 ANNEE

VOL. 9 - N° 5-7

SOMMAIRE

EDITORIAL

La lutte des classes en Europe occidentale 1

NOTES EDITORIALES

« Cessez le feu », en Corée 4

Héroïsme révolutionnaire et calculs bureaucratiques 6

Maurice FERAREZ

Tan Malakka 7

Tan MALAKKA

Le partisan et sa lutte militaire, politique et économique 10

Suzanne LEONHARD

J'ai revu Mussia 18

E. GERMAIN

La théorie du « capitalisme d'Etat » 21

Alex STROMER

Le plan Schuman et l'économie de réarmement 34

J. POSADAS

La Conférence panaméricaine des ministres des Affaires étrangères 39

Panas HALUSHKA

Agrovilles et superkolkhozes en Union soviétique 46

DOCUMENTS

Lettre de Natalie Trotsky au Comité Exécutif de la IV^e Internationale 51

Déclaration du Comité Exécutif sur la lettre de Natalie Trotsky 52

Lettre du Secrétariat International au P.O.U.M. 54

LES LIVRES

Vie et mort de Trotsky, par Victor Serge 57

Correspondance Marx, Engels et divers, par F. A. Sorge 58

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale 60

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**IV^e INTERNATIONALE**Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationaleéditorial**La lutte des classes
en Europe occidentale**

Une nouvelle montée du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale s'esquisse depuis quelques mois. Elle est le contre-coup de la lutte des peuples coloniaux en Asie contre l'impérialisme, et de la nouvelle conjoncture de l'économie capitaliste transformée en économie d'armements et de préparation à la guerre.

Multiplées sont les manifestations de cette montée. En Angleterre, après une vague de luttes revendicatives, le plus souvent dirigées par des comités s'opposant à la bureaucratie syndicale, la crise a gagné le L.P. même, provoquant la sensationnelle démission de Bevan et sa déclaration d'opposition à l'ampleur du programme d'armement entrepris par l'Angleterre et à sa dépendance accrue à l'égard de l'impérialisme américain.

En France, la vague de grèves du printemps de cette année où fut réalisée une vaste unité d'action et se manifesta un haut degré de combattivité, a été suivie d'élections de délégués d'entreprise qui ont consacré une importante victoire de la C.G.T. (stalinienne) sur toutes les autres centrales réformistes.

Le résultat des élections parlementaires françaises du 17 juin, par contre n'est pas aussi clair et significatif, car il manque les éléments d'une comparaison avec un niveau quelconque de l'influence des partis ouvriers dans les années comprises entre 1946 et 1951. Les voix du Parti Communiste retrouvent le niveau de 1945 mais sont inférieures de 500.000 environ par rapport à 1946. Les pertes des voix socialistes par rapport à cette dernière date sont, d'autre part, encore beaucoup plus considérables. Faut-il admettre un déclin continu et rectiligne entre 1946 et 1951 ou, au contraire, ce qui nous paraît plus probable, ce déclin s'arrête-t-il quelque part aux environs de 1950, pour laisser ensuite la place à une nouvelle reprise de l'influence du P.C.F. dans les milieux ouvriers en particulier ? Plusieurs indices militent en effet en

faveur de cette dernière hypothèse ; l'évolution de la situation internationale depuis la guerre de Corée et le cours gauchiste du P.C. accentué depuis surtout cette date allant dans ce même sens.

En Italie, pays dont l'évolution politique reste, dans certaines limites, voisine de celle de la France, le résultat des élections municipales fait apparaître beaucoup plus clairement cette reprise de l'influence du P.C. italien et de son allié le P.S.I. (Nenni) sur les masses ouvrières et paysannes pauvres.

En Allemagne, les élections partielles ont montré toujours une solide influence de la social-démocratie, bien que le rythme de sa progression se trouve ralenti et par endroits stoppé en raison du cours droitier de sa politique. D'autre part, plusieurs luttes, et particulièrement celles pour la cogestion des entreprises, témoignent de l'éveil naissant de l'activité du prolétariat allemand.

En Autriche, les élections présidentielles ont consacré une importante victoire du candidat socialiste, résultat d'un magnifique front unique réalisé à la dernière minute par les ouvriers de base du P.C. et du P.S.

Mais c'est surtout en Espagne que la nouvelle montée du prolétariat européen a donné, dans la conjoncture actuelle, toute son ampleur. D'un bout à l'autre du pays, des manifestations puissantes ont tenu en échec tout velléité à la répression du régime franquiste, qui a dû les subir et faire semblant de méconnaître leur importance capitale pour le sort de ce régime dans un avenir proche. Cette lame de fond a surgi comme expression du degré de radicalisation et de combattivité de la nouvelle génération ouvrière en Espagne qui n'a pas subi dans sa chair la défaite de la Révolution de 1936-1938 et qui part pleine de réserves fraîches au combat.

Naturellement, le manque d'une direction révolutionnaire organisée dans des événements qui ont dépassé, surpris et désorienté toutes les vieilles directions du prolétariat espagnol, constitue un sérieux handicap pour que la lutte commencée soit poursuivie à un rythme plus rapide, et surtout pour qu'elle puisse atteindre des phases supérieures, que seule une politique claire peut ouvrir aux masses. Il n'en reste pas moins que les événements d'Espagne ont eu un très grand retentissement sur tout le prolétariat occidental, stimulant son énergie révolutionnaire. Réciproquement, des succès éventuels en Europe lors de prochaines luttes, et particulièrement dans un des quatre pays-clés (Angleterre, France, Allemagne, Italie) accéléreront à coup sûr l'évolution en Espagne et la porteront à un point culminant.

Ces succès sont toujours possibles. La bourgeoisie, lancée dans l'économie d'armements et la préparation active de la guerre, ne peut faire marche arrière sans qu'éclate une grave crise économique. Malgré une détente possible en Corée, le capitalisme persistera dans ses préparatifs, car moins que jamais il n'a d'autre voie à suivre. Ce cours aura comme conséquence inévitable une aggravation de l'inflation et des heurts de classe, aussi bien sur le plan économique que politique.

Tandis que les masses se radicalisent dans cette conjoncture, la bourgeoisie oriente sa politique de plus en plus à droite, s'efforce de consolider son appareil d'Etat et de tenir ses leviers bien en mains.

Cette évolution est visible sur le terrain parlementaire où, grâce aux laborieuses trouvailles de truquage électoral, la représentation des P.C. a été scandaleusement faussée et les forces de droite renforcées.

Ceci est particulièrement valable pour la France, par l'entrée massive de députés gaullistes et d'indépendants dans le nouveau Parlement.

Les masses poussées par l'abaissement de leur niveau de vie encore plus important qui se prépare, et provoquées par des mesures réactionnaires amplifiées de la bourgeoisie, réagiront inévitablement. Le plus grand danger en ce qui concerne le sort de ces luttes en perspective est la politique des directions traditionnelles réformistes et stalinienne. Les dirigeants socialistes ont eu encore l'occasion de démontrer, lors de la reconstitution récente à Francfort de l'II^e Internationale qu'ils sont définitivement accrochés au char de l'impérialisme préparant la guerre contre l'U.R.S.S., les « démocraties populaires », la Chine, le mouvement révolutionnaire des masses coloniales et métropolitaines. La honteuse déclaration de « principes » de la nouvelle « Internationale » ne laisse aucun doute sur le degré de corruption et de décomposition idéologiques de cette direction. Valets plus que jamais fidèles de l'impérialisme décadent, ils rappellent ces serviteurs qui se font un point d'honneur de se faire enterrer avec le cadavre de leur maître.

Quant à la direction stalinienne, sa peur de la guerre qui, en rompant l'équilibre du *statu quo* international et en dégageant d'immenses forces incontrôlables, scellera inévitablement sa défaite finale, est telle qu'elle s'adonne à nouveau (la trêve de Corée aidant) à son jeu favori de la « campagne pour la paix à travers le pacte des 5 grands ». Ceci est érigé au niveau d'une panacée universelle qui, au milieu d'un capitalisme agonisant lancé à corps perdu (faute d'autre solution) à la préparation de la guerre, donnera la paix, le pain, la liberté aux masses, et la prospérité au capitalisme.

Face à cette situation, quelles sont les tâches qui incombent à l'aile marxiste révolutionnaire du mouvement ouvrier dans ces différents pays ? Se lier au mouvement des masses là où il se manifeste le mieux, comme il se manifeste, et trouver en partant de son niveau actuel d'organisation et de compréhension politique, les moyens de l'élever par étapes jusqu'au programme de la Révolution socialiste et à la création du véritable Parti prolétarien. Ceci signifie que, dans des pays comme l'Angleterre ou l'Autriche, le bolchevisme se fraiera son chemin dans le L.P. et le Parti Socialiste, organisations principales de la classe ouvrière, en favorisant la création d'une aile gauche qui luttera plus résolument contre la politique de guerre de la bourgeoisie.

Par contre, dans des pays comme la France et l'Italie où la majorité de la classe ouvrière suit les organisations stalinienne, le devoir des forces marxistes révolutionnaires, est d'accorder une attention capitale au travail en direction de ces masses.

En partant de leurs préoccupations qui sont actuellement celles de la lutte contre les préparatifs de la guerre impérialiste et ses conséquences, et de leurs objectifs, à savoir la défense de l'U.R.S.S., des « démocraties populaires », de la Chine, des révolutions coloniales, du mouvement révolutionnaire international, préoccupations et buts qui nous sont communs, il faut leur montrer, dans l'action, que la voie qui permettra d'atteindre tous ces objectifs est uniquement celle de la lutte pour le pouvoir des travailleurs, pour la Révolution Socialiste Européenne et Mondiale.

C'est ainsi qu'on opposera ces masses à leur direction bureaucratique qui déçoit leurs aspirations véritables et rend illusoire toute lutte efficace contre la guerre.

C'est dans cette mesure qu'on créera les meilleures conditions pour profiter des sursauts révolutionnaires inévitables de ces masses, avant ou durant l'éclatement du nouveau conflit mondial, et hâter le moment de la création du véritable parti révolutionnaire dans ces pays.

"Cessez le feu" en Corée

L'anniversaire de la guerre de Corée a été aussi le signal du début de pourparlers pour « un cessez le feu ». Une telle trêve militaire sans qu'aucun problème politique ne soit réglé correspond bien à la situation.

Dans la petite péninsule coréenne du vaste continent asiatique, la guerre civile — en se déclenchant sous l'aspect Corée du Nord contre Corée du Sud — avait rompu sur ce point ce qu'il restait de l'équilibre de Potsdam. L'impérialisme américain décida de marquer la ligne d'arrêt au delà de laquelle il ne fallait plus s'attaquer à « l'ordre » capitaliste. Il envoya ses armements les plus modernes, à l'exception des armes atomiques réservées pour des circonstances encore plus graves ; il expédia le maximum de forces disponibles ; il mobilisa l'O.N.U. et obtint, en plus de quelques unités britanniques, une poignée de mercenaires venus des quatre coins du monde.

Le peuple coréen, bien que jouissant de la sympathie des travailleurs du monde entier, ne reçut d'aide effective que de la Chine. Les ouvriers et paysans qui venaient à peine d'abattre Tchan Kai Chek et qui avaient un besoin énorme de restaurer l'économie de leur pays, s'engagèrent dans la lutte avec un matériel de fortune contre les produits les plus perfectionnés de l'industrie moderne. Le Kremlin, beaucoup mieux outillé que Pékin, ne délivra d'armements aux Coréens et aux Chinois qu'au compte-goutte.

Les fiers à bras à la Mac Arthur voulaient profiter de l'intervention américaine en Corée pour lancer une guerre contre la Chine, afin d'ouvrir la porte de ce pays aux marchandises et aux capitaux américains. Mais les dirigeants les plus avertis du grand capital, les Marshall et les Acheson, ont freiné : ils n'étaient pas sûrs que Staline pourrait dans ce cas agir comme il le fit en Corée, diverses considérations l'auraient forcé à intervenir. De plus, s'engager dans une guerre contre la Chine, même si elle restait limitée à ce pays, s'était risquer de s'enliser. La stratégie des hommes du State Department est de porter des coups en Europe, à Moscou, Leningrad, Kharkov. Ils s'y préparent fiévreusement. Ils ont limogé Mac Arthur qui risquait de fausser cette stratégie. Ils accueillent avec soulagement la possibilité d'un « cessez le feu » qui leur donnera le temps de poursuivre leurs préparatifs de guerre.

Tout révolutionnaire qui a frôlé à la lecture des pages glorieuses que les peuples chinois et coréens ont ajoutées à la lutte de classe internationale, comprendra aisément que Chinois et Coréens, dans leur situation difficile, sans armes et sans aide internationale effective, devaient se résigner à une trêve militaire, sans avoir pu jeter à la mer les troupes de l'impérialisme.

Mais ne nous y trompons pas, ce n'est qu'une trêve, et qui ne sera peut-être que de courte durée. Car si dans les colonnes de la presse stalinienne, on peut disserter à loisir sur la « coexistence pacifique » du capitalisme et du socialisme, dans le monde entier exploités et exploités ne comprennent pas ce langage, leur combat fait rage et s'étend sous les formes les plus variées. Une trêve dans un coin, des explosions ailleurs. Des forces sont en jeu que tous les prétendus « grands » de la terre peuvent de moins en moins contrôler.

Une bande de 30 kilomètres séparera peut-être bientôt les armées sur la péninsule coréenne. Mais l'Asie restera en marche pour se délivrer totalement du joug impérialiste. Pas de trêve militaire en Malaisie. Pas de trêve militaire au Vietnam. La guérilla se poursuit toujours en Indonésie, en Birmanie, et le feu couve déjà dans l'autre grand pays du continent asiatique, l'Inde. Les capitalistes indiens ont acquis une certaine indépendance par rapport à la Cité, mais le sort des ouvriers et des paysans indiens n'a pas changé. Nehru, chef du gouvernement indien, disciple de Gandhi et champion de la « neutralité » entre l'Est et l'Ouest, ignore la non-violence et le neutralisme à l'égard des masses indiennes. Aux vieilles dispositions antidémocratiques héritées de l'occupation britannique vient s'ajouter une nouvelle loi restreignant la liberté de presse.

La révolte des masses gagne enfin le Moyen-Orient, obligeant les politiciens

les plus dépourvus de caractère à s'opposer à l'impérialisme. En Iran, le capitalisme anglais subit peut-être la plus lourde défaite de ces dernières années, pourtant riches en défaites de cet impérialisme. Après le pétrole iranien, viendra le tour du pétrole irakien. L'Egypte, sous la pression des masses, veut supprimer les servitudes impérialistes du canal de Suez.

Moins de marchés pour les capitaux et la camelote capitaliste. Moins de matières premières à des prix dérisoires. Autant de coups portés à l'équilibre au sein des métropoles mêmes.

Par les voies souvent sinueuses, et toujours pénibles, de l'histoire, la révolution est en marche, le socialisme est en marche. Il peut y avoir des trêves ici, des reculs là, mais il n'y a pas et il n'y aura plus de « cessez le feu » mondial, il n'y aura pas de paix des « cinq grands » obtenue à la demande de millions de signatures. La paix, c'est le socialisme qui l'assurera et lui seul à travers une guerre civile internationale.

Héroïsme révolutionnaire et calculs bureaucratiques

Dans la note ci-dessus, nous opposons l'héroïsme des Chinois aux calculs du Kremlin. Le meilleur témoignage à ce jour a été apporté par le correspondant du « Monde » en Extrême-Orient, Robert Guillain, dans une série d'articles qui ont donné en même temps un aperçu saisissant de cette « Planète Mars » où la guerre sévissait, tandis que le profit capitaliste, avec son luxe et ses orgies, s'amassait à Tokio.

Sur l'héroïsme des peuples asiatiques en lutte contre l'impérialisme, on pouvait lire :

Le commandant d'une compagnie de chars, au retour du combat :

« Une première fois, comme nous tenions un croisement de routes, ils nous ont attaqués par vagues, armés seulement de méchants fusils et de grenades. Ils ont fini par être sur nous ; ils grimpaient sur les tanks, ils essayaient d'y trouver je ne sais quoi, des fentes ou des ouvertures, ils voulaient forcer leurs grenades dans les périscopopes et crever les prismes d'observation. D'un tank à l'autre nous nous sommes mitraillés mutuellement pour nous débarrasser de ces fourmis.

» Le lendemain, dans une passe étroite ils étaient sur nous de nouveau. Ils nous chargeaient avec leur bangalores, des espèces de torpilles ou de mines, et nous cognaient dessus avec ces engins, qui n'explosaient pas. Un jeune s'est jeté sur le dernier tank avec une charge explosive. Avec son truc il frappait tant qu'il pouvait le blindage sur le derrière du tank, jusqu'à ce que ça saute. Il a sauté avec. Le char a continué sa route intact. »

Ce sont les images d'une Chine nouvelle, difficile à reconnaître pour ceux qui ont connu la Chine d'autrefois. Où est le soldat chinois d'antan, pantin pitoyable et rebut méprisé ?...

Si elle se battait à armes égales l'armée chinoise n'aurait rien à envier à aucune armée au monde, et le soldat qu'elle a formé est parmi les meilleurs qui soient.

(Le Monde, 28 juin 1951)

Et sur la politique du Kremlin, le témoignage n'est pas moins net :

Des divisions entières ont été lancées avec l'armement le plus léger sous le feu terrifiant de la mieux équipée des armées qu'ait jamais mise en ligne une puissance occidentale...

Pour la seconde fois ils avançaient sans artillerie, sans tanks et sans aviation, faute d'avoir reçu ces armes de la Russie, qui seule aurait pu les leur fournir...

Revenons sur ce point : l'offensive de printemps a jeté une lumière extraordinaire sur la tragédie chinoise, et surtout un éclairage sinistre sur la politique russe qui donne à cette tragédie son fonds de tableau.

Il faut reconnaître que la politique russe envers la Chine est animée d'un froid réalisme qui non seulement laisse l'armée chinoise subir une terrible saignée sans lui donner les moyens de remporter la victoire, mais qui considère que les choses sont bien ainsi. Il est bon pour l'Union Soviétique que la Chine ne soit pas trop forte. Il serait dangereux que l'armée chinoise triomphât des forces combinées des Nations Unies...

L'aviation soviétique ? Tout le monde l'attend, et les Chinois les premiers. Ils maintiennent en état et réparent obstinément, sous les puissants bombardements de l'aviation américaine, une cinquantaine d'aérodromes sur le territoire de la Corée du Nord. Jusqu'au dernier moment il est clair qu'ils tiennent prêts ces terrains pour le jour, qui ne viendra pas, où de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe leur arriveront enfin les avions qui les sauveront. Car l'U.R.S.S. en a là « par milliers », dira le général Marshall devant le Sénat américain.

Mais non : les appareils attendus n'entreront jamais dans le jeu. Les avions trop peu nombreux dont dispose l'aviation chinoise ne se risqueront jamais hors de l'« allée des Mig », prudemment maintenue sur le Yalu. Il y a là une différence frappante avec le traitement dont avait été l'objet la Corée du Nord : elle avait été « soignée » ; elle avait eu droit, au moins au début de l'affaire coréenne, à des tanks, une artillerie, des avions...

On dirait que la Chine ne doit pas remporter la victoire. Une Chine victorieuse ne serait-elle pas terriblement encombrante ? ...

La Chine ne veut pas être un pays satellite, mais la grande alliée de l'U.R.S.S. ! Elle sera une alliée en difficulté : ce sera sa façon à elle d'être satellite.

(Le Monde, 27 juin 1951)

Aux ouvriers communistes de méditer ces lignes !

TAN MALAKKA



par

**Maurice
FERAREZ**

Ibrahim gelar Datoek Tan Malakka est né dans le Nord-ouest de l'île de Sumatra aux environs de 1895. Sa date de naissance exacte est inconnue. Il suivit les cours de l'Ecole Normale gouvernementale à Fort de Kock, à Sumatra, et passa ses examens d'instituteur aux Pays-Bas. Dès lors, il était un socialiste convaincu. L'Association social-démocrate indonésienne (I.S.D.V.), fondée en mai 1914 par Sneevliet, Brandsteder et H. W. Dekker, publia le premier numéro de son organe « Het Vrije Woord » (La Parole Libre) le 10 octobre 1915, et nous y trouvons un salut signé par « le camarade Tan Malakka ». Dès ce moment, Tan Malakka était bien connu des milieux marxistes de Hollande et d'Indonésie.

Depuis lors, toute la vie du révolutionnaire intransigeant indonésien a été consacrée à l'émancipation des masses indonésiennes et, par delà les frontières de son pays, à l'émancipation de toutes les masses coloniales. Ce n'est pas seulement sur le plan politique et économique — Tan Malakka dirigea longtemps une organisation syndicale révolutionnaire et mena de nombreux mouvements grévistes — qu'il déploya cette activité libératrice. Il devint une figure légendaire par sa lutte contre l'analphabétisme. Il fonda de nombreuses écoles, appelées écoles « Sarikat Rajat », et ce mouvement d'éducation élémentaire des masses prit une telle envergure que l'impérialisme le considéra à juste titre comme une arme contre l'oppression colonialiste et décida de le briser.

En effet, l'enseignement organisé par Tan Malakka avait une base nettement prolétarienne. On n'éduquera pas seulement les élèves dans l'art de lire, d'écrire et de calculer, mais on leur apprenait encore à apprécier les conditions sociales du point de vue prolétarien. On leur en-

seignait les principes fondamentaux de plusieurs métiers. On développait l'esprit d'initiative des élèves et plusieurs expériences produisirent des résultats des plus intéressants. Les élèves fabriquaient eux-mêmes la plupart des ustensiles scolaires, tels que bancs et tableaux noirs. L'école était le centre d'une vie culturelle et organisationnelle intense, à laquelle participaient tous les élèves. On éditait un journal d'enfants. Toutes les écoles étaient subordonnées à une commission et à une caisse centrale qui coordonnaient leur activité. Tout cela était réalisé sans recevoir le moindre subside de la part des autorités. Les frais étaient réduits au minimum, et ce minimum était couvert entièrement par des contributions librement consenties. Comme Tan Malakka lui-même, les instituteurs se contentaient d'être logés et nourris par des sympathisants ou des intéressés, c'est-à-dire des parents d'élèves. L'appui populaire que Tan Malakka obtint pour ce mouvement se manifesta lors de l'interdiction par les autorités néerlandaises locales d'une fancy fair en novembre 1921, à Semarang. D'après les journaux de l'époque, la manifestation de protestation, qui eut lieu le 13 novembre 1921, rassembla pendant la journée 4.000 femmes et le soir, 5.000 hommes. Malgré l'interdiction de la police, les manifestants chantèrent « l'Internationale ». La ville de Semarang eut l'aspect d'une ville assiégée. A la suite de ces événements et de l'ensemble de son activité, Tan Malakka fut expulsé d'Indonésie le 2 mars 1922, sur ordre manuscrit secret du chef de l'administration impérialiste à Semarang, du directeur de la justice et du procureur général.

Après avoir milité dans l'Association social-démocrate indonésienne (I.S.D.V.), Tan Malakka fut un des fondateurs du Parti Communiste Indonésien, le 23 mai 1920. Après son expulsion d'Indonésie, il

entreprit un long voyage pour assister au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste comme délégué officiel de son parti. Il y demanda aux dirigeants de l'Internationale de modifier leur attitude envers le mouvement pan-islamique, et se prononça en faveur d'un soutien de ce mouvement. D'après lui, le panislamisme n'était qu'un mouvement de rassemblement des musulmans contre leurs oppresseurs impérialistes.

Cette position de Tan Malakka s'explique par les conditions politiques particulières de son propre pays. Aussi bien l'Association social-démocrate indonésienne que le P.C. indonésien avaient trouvé leur champ de travail et de recrutement le plus fertile au sein du SARIKAT ISLAM, l'organisation de masse des musulmans au caractère nationaliste modéré, et à base prolétarienne très forte. En 1916, le Sarikat Islam comptait déjà 360.000 membres. Il était à ce moment en faveur d'une administration indonésienne autonome, à obtenir progressivement et de façon strictement légale. Mais en 1917, il vota une résolution condamnant les « péchés du capitalisme », surtout grâce aux efforts de Tan Malakka en son sein, et ceci marqua le début de son essor de masse, qui fit qu'en 1919, le Sarikat Islam, comptait 2 millions de membres ! Au 6^e Congrès du Sarikat Islam, en 1921, l'organisation se transforma en parti avec sa discipline propre et ferma ses portes à Tan Malakka et aux autres dirigeants du P.C. Comprenez l'importance de cette organisation pour le développement de la lutte des masses anti-impérialistes, Tan Malakka s'efforça de lancer à nouveau un pont vers elle, en faisant modifier l'attitude de l'I.C. sur la question du panislamisme.

Tan Malakka repréenta également son parti au V^e Congrès de l'Internationale Communiste, ensemble avec Semaoen.

Toute cette période fut une période de maturation d'une première avant-garde révolutionnaire en Indonésie. Tan Malakka rédigea plusieurs ouvrages dans lesquels il esquaissa le programme de la révolution indonésienne. Son livre « Vers la République d'Indonésie » publié en 1925, contient une « stratégie pour la conquête du pouvoir ». Il y distingue trois étapes successives de la lutte contre la domination impérialiste néerlandaise :

1) La conquête de la majorité des masses prolétariennes développées de la population, concentrées dans la vallée du Solo, sur l'île de Java.

2) La destruction des principales forces militaires néerlandaises concentrées dans le Preanger, et

3) La conquête du pouvoir politique par la destruction des institutions étatiques de Batavia.

Cette distinction qui témoigne d'une compréhension déjà approfondie des conditions de la lutte révolutionnaire, constituait en même temps un avertissement contre les tendances putschistes d'une aile de la direction du P.C. indonésien. Celle-ci voulait organiser immédiatement une insurrection, avant que la

majorité des travailleurs n'ait été conquise à cette idée. A la veille des événements de novembre 1926, Tan Malakka déclare : « Il ne faut pas se baser sur les espoirs exagérés des dirigeants d'une révolution. Il faut tout d'abord être sûr de l'esprit révolutionnaire des masses ». Mais les avertissements de Tan Malakka ne furent pas écoutés. L'insurrection éclata en novembre 1926 et fut réprimée dans le sang. 3.000 personnes furent arrêtées ensuite dans l'Ouest de Java, 2.000 dans l'Ouest de Sumatra, et 1.308 furent internés dans le sinistre camp de concentration de Tanah Merah.

Une étude des conditions dans lesquelles cette insurrection fut déclenchée montre immédiatement combien Tan Malakka avait raison de la caractériser comme un putsch, dont les deux dirigeants du P.C., Muso (tué en 1948) et Alimin (l'actuel dirigeant du P.C. indonésien en Indonésie) étaient responsables. Le P.C. ne comptait en fin 1924 que 1.140 membres, et son organisation de couverture, le Sarikat Rajat (sortie de la Sarikat Islam) en comptait environ 31.000. A Batavia, 300 personnes participèrent à l'insurrection, armées exclusivement de couteaux et de bâtons. Ailleurs, les forces insurrectionnelles n'étaient point supérieures.

Après l'échec du putsch, Tan Malakka rompit en 1927 avec la direction incapable du P.C. indonésien, couverte par le Kominform, et fonda un nouveau parti, le P.A.R.I., parti de la république indonésienne, à Bangkok (Siam). Il déclara que le but du mouvement était la constitution d'un Etat révolutionnaire rassemblant, outre l'Indonésie proprement dite, toute la péninsule malaise, la Nouvelle-Guinée, la partie britannique de l'île de Bornéo et la partie portugaise de l'île de Timor.

Entre 1927 et 1939, Tan Malakka a erré à travers toute l'Asie et vécu les aventures les plus exceptionnelles, toujours en relation intime avec les mouvements révolutionnaires de tous les pays qu'il traversa. Cette période de sa vie est racontée en détail dans son autobiographie « Dari Pendjara ke Pendjara » (de prison en prison), dont nous ne possédons encore qu'une traduction partielle. De retour en Indonésie sous l'occupation japonaise, Tan Malakka put enfin apparaître devant les masses dès le début du vaste mouvement révolutionnaire, commencé en août 1945. En novembre 1945, il fonda le Front populaire destiné à regrouper toutes les organisations nationaliste révolutionnaires sur la base d'un programme minimum. L'évolution ultérieure de l'activité de Tan Malakka a déjà été décrite dans « Quatrième internationale » (n° de juillet-août 1949, J. van Steen : « Tan Malakka et le mouvement révolutionnaire indonésien »).

Après sa rupture avec le Komintern en 1927, Tan Malakka eut à établir seul sa ligne de conduite sur la base de ses convictions marxistes révolutionnaires. Dans beaucoup de questions, il arriva à des conclusions voisines ou identiques à

celles de la IV^e Internationale. Ainsi sur la question du stalinisme, il écrit dans « Dari Pendjara ke Pendjara » (tome II, p. 114). « Staline, c'est le liquidateur du communisme, le destructeur de l'Internationale Communiste. Le caractère du parti de Staline n'a rien de commun avec le parti bolchevick de Lénine. Le Kominform n'est qu'un instrument entre les mains de Staline ». En même temps, dans sa brochure GERPOLEK, il explique la nature de classe différente de l'U.R.S.S. et des U.S.A., affirme la sympathie générale des opprimés pour l'U.R.S.S. et ne voit dans les contradictions U.R.S.S.-U.S.A. qu'un aspect particulier de la lutte de classe mondiale du prolétariat et des peuples coloniaux contre l'impérialisme. Dans son autobiographie, Tan Malakka déclare explicitement que la libération complète du peuple indonésien n'est possible que par ce peuple lui-même aidé par le prolétariat mondial.

De nombreuses informations contradictoires ont circulé au sujet de l'assassinat de Tan Malakka par des troupes du gou-

vernement indonésien. La dernière de ces déclarations provient de Pellanpessy, à ce moment (février 1951) ministre de l'information dans le cabinet indonésien présidé par Natsir, et elle contient notamment le passage suivant :

« Il est absolument faux de prétendre que Tan Malakka, ait été arrêté après la deuxième campagne militaire. Durant l'action de nettoyage de la région de Blimbing, près de Ngandjuk, des personnes ont été arrêtées parmi lesquelles se trouva quelqu'un qui prétendit être Tan Malakka. Au cours de cette opération de nettoyage, un bataillon de l'armée néerlandaise attaqua cette région, et de ce fait, les prisonniers purent s'évader. »

Si cette nouvelle est exacte, nous pouvons espérer voir réapparaître tôt ou tard Tan Malakka, le plus grand et le plus capable des révolutionnaires indonésiens, dans la lutte pour 100 % de Merdeka (liberté) pour le peuple indonésien.

Amsterdam, 17 mai 1951.

Le partisan et sa lutte militaire, politique et économique

par Tan MALAKKA

La rédaction de QUATRIEME INTERNATIONALE est heureuse de pouvoir présenter à ses lecteurs, pour la première fois en français, un texte authentique du grand révolutionnaire indonésien TAN MALAKKA. Il s'agit d'un premier extrait de la brochure « Le Partisan et sa lutte militaire, politique et économique » (GERPOLEK) écrite par Tan Malakka en mai 1948 quand il se trouvait en prison par décret de la délégation néerlandaise en Indonésie, servilement exécuté par le gouvernement conciliateur de la République indonésienne. Cette brochure nous est parvenue en langue malaise ; la traduction en fut faite d'abord en néerlandais, puis en français. Nous ne pouvons donc pas assurer qu'elle soit très stricte en tous points.

La brochure de Tan Malakka a été écrite pour les combattants des formations de partisans luttant dès 1947 contre les forces de l'armée néerlandaise dans l'archipel indonésien. Elle expose en détail les conceptions de l'auteur sur la guerre des partisans. Pour Tan Malakka, la conduite des opérations militaires, l'orientation politique à suivre, les discussions diplomatiques à engager, les mesures économiques à exécuter, constituent un tout cohérent tendu vers un seul et même but : la conquête de l'indépendance totale de l'Indonésie et l'émancipation sociale des masses indonésiennes. Ecrite pour un mouvement de libération nationale d'une colonie et se présentant comme l'expression du nationalisme conséquent d'un peuple opprimé, la brochure de Tan Malakka pousse aux conséquences ultimes de ce nationalisme révolutionnaire, en lui donnant un sens de classe prolétarien absolument net. Dans ce sens, elle est parfaitement conforme à la théorie de la révolution permanente, sans la mentionner ou sans utiliser un vocabulaire identique. Il faut que le peuple travailleur ait un véritable intérêt à mener la guerre contre l'impérialisme, et cet intérêt il ne l'acquerra que si au moins 60 % des possédants des moyens de production sont expropriés : cette idée se trouve comme un leit-motiv dans tout le texte. En certains endroits, Tan Malakka s'exprime avec une netteté encore plus grande : « Les plans élaborés par des douzaines de « brain trusts » dans l'esprit d'une collaboration avec le grand capital étranger aboutiront à l'exploita-

tion et à l'oppression des ouvriers et paysans indonésiens. Les prolétaires doivent remettre l'exécution d'un plan économique de grande envergure jusqu'à ce que la révolution se soit terminée par la victoire du prolétariat. » Pour ce nationaliste conséquent, les intérêts de classe du prolétariat ne sont nullement dilués dans une phraséologie de « démocratie nouvelle », mais restent nettement à l'avant-plan des considérations quelle que soit l'étape concrète de la révolution coloniale qu'il étudie et quelles que soient les tâches concrètes imposées par cette étape.

Brillante et simple à la fois — on sent que Tan Malakka des capacités énormes d'éducateur de masses arriérées auxquelles il arrive à expliquer les problèmes les plus compliqués de la stratégie militaire — la brochure de Tan Malakka se borne aux problèmes de la lutte anticolonialiste en Indonésie. Les problèmes internationaux ne sont qu'effleurés, et seulement en relation directe avec les questions de la révolution indonésienne. C'est pourquoi Tan Malakka ne traite pas la question du stalinisme et se limite à quelques constatations générales justes. Mais quand il aborde des prises de positions concrètes, il se différencie chaque fois de façon très nette des positions stalinienues. Pour l'Indonésie, le programme révolutionnaire qu'il propose s'oppose à la tactique opportuniste de collaboration de classe et de conciliation avec l'impérialisme poursuivie par les staliens jusqu'à leur aventure putschiste criminelle de 1949 à Madiou. Quand il traite de la question de l'O.N.U., il combat toutes les illusions selon lesquelles l'O.N.U. pourrait garantir l'indépendance indonésienne, tout en expliquant correctement que le mouvement révolutionnaire indonésien doit exploiter à son profit les contradictions entre les différents groupes de puissances, membres de l'O.N.U. Quand il parle du danger de guerre, il signale que ce danger subsistera aussi longtemps que le capital subsiste. Quand il parle de l'Allemagne vaincue dans la deuxième guerre mondiale, il parle d'un peuple opprimé par ses vainqueurs. Isolé du monde dans sa prison, coupé des sources d'information les plus élémentaires, Tan Malakka s'oriente avec un instinct de classe remarquable même dans les questions internationales et on ne peut qu'admirer la clarté de cet instinct.

Depuis que la brochure de Tan Malakka a été rédigée, la situation a été à nouveau profondément modifiée en Indonésie (1). Quand les armées impérialistes néerlandaises lancèrent pour la seconde fois une attaque militaire contre le territoire de la République, les masses indonésiennes ripostèrent par une levée en masse de partisans qui, bientôt, risqua de jeter les impérialistes à la mer. Acculé par la menace d'une défaite certaine, le gouvernement des Pays-Bas transféra la souveraineté aux Etats-Unis d'Indonésie et commença à évacuer ses troupes. En échange, la bourgeoisie indonésienne reconnut le droit de propriétés des impérialistes sur toutes leurs anciennes possessions, et s'associa aux Pays-Bas dans une « Union Néerlandaise » sous la couronne de la maison d'Orange-Nassau. La puissance de la montée révolutionnaire a depuis lors transformé les Etats-Unis d'Indonésie en

une seule République centralisée et menace aujourd'hui directement la propriété capitaliste. Le PARTAI MURBA qu'inspirent les idées de Tan Malakka combat à l'avant-garde de la révolution indonésienne.

Le manque de place nous empêche de publier la brochure dans son ensemble. Nous publierons dans ce numéro toute la première partie qui a trait aux problèmes politiques de la révolution indonésienne. A cette partie succède un chapitre traitant des problèmes généraux de la stratégie militaire qui ne présente pas un intérêt particulier pour le lecteur occidental. Dans le prochain numéro de notre revue, nous reproduirons de larges extraits des troisième et quatrième parties de la brochure, traitant des problèmes militaires spécifiques de la guerre de partisans et des questions économiques de la révolution indonésienne. Q. I.

INTRODUCTION

Nous sommes acculés à l'abîme. Nos possibilités sur les plans politique, économique, financier et militaire sont réduites à l'extrême. Voilà le résultat de deux ans de négociations. L'unité du peuple dans la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme est brisée.

Une grande partie du territoire indonésien est isolée, soumise à l'autorité de l'ennemi, dominée de nouveau par les Pays-Bas. Plusieurs Etats fantoches ont été créés et dressés les uns contre les autres. L'économie et les finances des territoires encore administrés par la République se trouvent dans le plus grand désordre. La politique de « reconstruction et rationalisation » de l'armée menace de transformer celle-ci en une armée coloniale, c'est-à-dire une armée constituée avec l'argent des masses mais séparée de celles-ci et destinée à les maintenir dans un état de sujétion.

Tel est le chemin parcouru depuis la révolution ! Quand celle-ci éclata, 70 millions d'Indonésiens s'unirent dans la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme. Toutes les sources de l'autorité se trouvèrent entre les mains des masses. La population tout entière prit l'initiative de constituer une armée et des services de défense qui s'étendaient tout le long des côtes et englobaient toutes les villes et tous les villages. Fermement unie elle organisa sa défense et se montra prête à tous les sacrifices.

Est-il possible de retrouver l'élan du 17 août 1945 ? L'histoire seule pourra répondre à cette question. Mais si l'histoire détermine le cours des événements, nous ne pouvons rester impassibles devant les dangers qui menacent le pays et risquent de le mener à sa perte. J'estime qu'une des mesures qui peuvent

le plus contribuer à sauver le pays, c'est la formation sur terre et sur mer, partout, de guerillas. C'est pour exprimer mes opinions sur ce sujet que j'ai écrit cette brochure. Certes il est regrettable que l'auteur ne soit pas un expert de l'art militaire ; cependant il a eu certains contacts, tant à l'étranger qu'en Indonésie, avec des militaires et il s'est toujours senti attiré par la science de la guerre. Les connaissances dont il est fait usage dans ce travail sont nées de conversations avec des militaires et de la lecture, entreprise il y a quelques années, de livres et de revues consacrés aux problèmes de l'armée. Ces connaissances sont le résultat d'une étude qui m'a pris plus de 3 ans. Le désir de l'auteur, quand il était jeune et se trouvait en Europe, de devenir officier se heurta à de nombreuses objections et à des obstacles importants ; mais il eut pour résultat de concentrer, au cours de la dernière guerre mondiale, son attention sur des livres et des revues consacrés à des problèmes militaires. La formation ainsi acquise ne fut pas perdue ultérieurement, bien que les longues années passées à l'étranger modifièrent certaines conceptions.

Entre les quatre murs de pierre et derrière les barreaux de fer, l'auteur ne dispose d'aucun ouvrage qui lui permette de vérifier l'exactitude de ses opinions. Dans ces conditions, il est possible que certaines des règles militaires qu'il formule apparaissent peu satisfaisantes. J'espère et je suis convaincu que les experts et les combattants le complèteront et élimineront les erreurs et les développements inutiles qu'il comporte. J'espère et je suis convaincu qu'ils me pardonneront mes erreurs et mes lacunes. Mais l'auteur, dans son isolement forcé, ne désire pas régler tous les problèmes militaires, aspects essentiels de la révolution, mais uniquement attirer l'attention sur leur importance.

(1) Voir à ce sujet l'article de Th. Van der Kolk : « L'Indépendance de l'Indonésie » (numéro de décembre 1949-janvier 1950 de Quatrième Internationale).

Je souhaite que mes camarades de combat, qui connaissent mieux que moi les questions militaires, prennent l'initiative de rédiger un ouvrage sur l'art de la guerre. Pareil ouvrage est nécessaire si l'on veut populariser l'art militaire parmi les masses et la jeunesse. Les sujets techniques et le problème de l'instruction n'ont pas été abordés.

Dans ce cas j'estime que l'instruction japonaise de 2 à 3 ans et plus spécialement l'instruction et la technique de conduite de la guerre développée au cours de 2 à 3 ans de combats sur les champs de bataille indonésiens suffisent et sont bien connus de dizaines de milliers de soldats.

Je ne veux attirer l'attention que sur quelques préceptes militaires qui me paraissent importants. Ce sont ces principes qui, à côté d'autres sujets politi-

ques et économiques, doivent être assimilés par les partisans, qu'ils soient officiers ou soldats. La technique des partisans espagnols qui désorganisa les armées de Napoléon; celle des quelques combattants Boers qui tinrent en échec la forte armée moderne des Anglais; celle des partisans russes qui au cours de la deuxième guerre mondiale qui vient de s'achever décontenança complètement les forces motorisées allemandes. Cette tactique est l'une des armes les plus importantes de la lutte des peuples opprimés et mal équipés contre un ennemi disposant d'un armement moderne.

Je souhaite que cette brochure, rédigée hâtivement dans les circonstances les plus difficiles, puisse être utile aux jeunes gens, aux héroïques combattants du prolétariat de la Grande Indonésie.

I. — LA REPUBLIQUE INDONESIENNE

ASPECTS DE SA POLITIQUE INTERIEURE ET EXTERIEURE

Deux périodes révolutionnaires.

Depuis sa naissance, le 17 août 1945, jusqu'à aujourd'hui 17 mai 1948, la République a subi bien des changements. Durant ces deux ans trois quarts d'existence, elle n'a fait que reculer tant au point de vue économique, politique, militaire et diplomatique que moral.

Nous pouvons diviser l'histoire de la République en deux périodes, une période de luttes victorieuses et une période d'échecs diplomatiques.

La première période, celle des luttes victorieuses, commence le 17 août 1945 et se termine le 17 mars 1946. Son début est marqué par la proclamation de l'indépendance, sa fin par l'arrestation des dirigeants du Front populaire à Madioen.

La période des échecs diplomatiques dure depuis le 17 mars 1946 jusqu'à aujourd'hui. Elle a débuté par les arrestations de Madioen et continue encore, toujours marquée par des conversations diplomatiques.

Quelle est au point de vue politique la base de cette division en deux périodes ?

L'arrestation des dirigeants du Front populaire traduit le désir du gouvernement de la République de transformer la lutte des masses prolétariennes en une action purement diplomatique; de remplacer la diplomatie du « bamba runting » (lance à pointe de bambou aiguë) par une diplomatie basée sur des négociations, de remplacer le mot d'ordre « négocier sur la base de la reconnaissance complète » par celui de « la paix par le sacrifice de la souveraineté, de l'indépendance, des ressources économiques et de la population »,

du sacrifice de tout ce qui avait été conquis par le peuple au cours de la première période. En bref, on remplaça la lutte jusqu'au départ du dernier ennemi par une tactique de concessions afin de conclure la paix avec l'ennemi.

Quelle est au point de vue économique la base de la division en deux périodes ?

Les mesures qui visaient à rendre tous les biens de l'ennemi au peuple indonésien qui y avait droit, furent remplacées par une politique visant à restituer toutes leurs possessions aux étrangers, y compris aux sujets ennemis; la construction d'une économie indépendante destinée à assurer la prospérité de tout le peuple indonésien (ce qui est conforme aux intérêts de tous les autres peuples) fut abandonnée et on se dirigea vers une collaboration avec les capitalistes et impérialistes néerlandais qui, depuis 350 ans, opprimaient et exploitaient le peuple indonésien.

Quelle est du point de vue militaire la base de cette division en deux périodes ?

Les attaques continuelles inspirées de la tactique des partisans et de la guerre de mouvement, dans l'intention de chasser ou d'exterminer l'ennemi, furent remplacées par la tactique du « cessez le feu » et de l'évacuation des poches au milieu des territoires occupés par l'ennemi.

En bref, la tactique militaire qui permettait d'affaiblir et finalement de vaincre l'ennemi fut remplacée par une politique qui donnait à l'ennemi l'occasion de se renforcer tandis que nous nous affaiblissions.

Quelle est au point de vue diplomatique la base de cette division en deux périodes ?

Il ressort des déclarations de l'ancien premier ministre Amir Sjarifuddin devant la Haute Cour militaire qui traitait l'affaire du 3 juin 1946, que l'arrestation des dirigeants du Front populaire à Madioen était en rapport avec la politique de négociations sur le plan diplomatique. D'après la déclaration d'Amir Sjarifuddin, l'arrestation des leaders du Front populaire par le gouvernement républicain eut lieu sur la demande écrite de la délégation indonésienne auprès des Hollandais.

Cette délégation était une mission républicaine de contact qui entretenait en ce moment des rapports avec des représentants anglais et néerlandais. La requête écrite visant à l'arrestation n'éma-

nait pas du gouvernement de la République. Elle était donc inspirée par l'étranger, les Anglais ou les Néerlandais. Il s'agit donc d'une « concession » de la République à la pression des Anglais ou des Néerlandais. Le gouvernement a donc, en réalité, procédé à l'arrestation de citoyens à la requête de l'ennemi. C'était fort regrettable pour les intéressés; ce l'était encore plus pour l'Etat indonésien dont la souveraineté n'était pas respectée.

Quelles furent les conséquences de ce cours nouveau qui remplaça la lutte par la négociation ?

Dans toute l'Indonésie, dans toute la société, dans chaque parti, chaque instance militaire, l'esprit d'initiative, de décision, d'unanimité, d'offensive a cédé la place à l'acceptation passive, la faiblesse, la division et la méfiance réciproque.

BILAN

Si nous dressons au point de vue politique, économique, militaire et social, le compte de profits et pertes des deux

périodes, nous arrivons approximativement à l'image suivante :

PREMIERE PERIODE

I. POLITIQUE

A. Territoire.

Tout le territoire de quelque 1.800.000 kilomètres carrés de terres et d'environ 12 millions de kilomètres carrés de mers se trouvait sous l'autorité de la République.

B. La population.

Toute la population de 70 millions d'habitants était soumise à l'autorité souveraine de la République.

II. ECONOMIQUE

A. Production.

Toutes les plantations (caoutchouc, café, thé, sisal, etc.), toutes les usines (sucrieries, métallurgie, textiles, papeteries), toutes les entreprises minières (pétrole, charbon, étain, bauxite, or, argent, etc.), qu'elles appartenaient à l'ennemi ou à des alliés, se trouvaient sous l'autorité de la République.

DEUXIEME PERIODE

Conformément à la reconnaissance *de facto* de Lingadjatti, le territoire de Java et de Sumatra soumis à la République ne comprend que 550.000 kilomètres carrés ou 30 % du territoire indonésien. Avec les eaux territoriales de Java et de Sumatra nous n'obtenions que 600.000 kilomètres carrés ou 1/20 de toutes les terres et mers indonésiennes. Mais l'accord de Renville a encore diminué ce territoire. Six ou sept territoires isolés sur Java et quelques-uns sur Sumatra ne comprennent que 2 % des terres et des eaux indonésiennes.

Par l'acceptation de la reconnaissance *de facto* pour Java et Sumatra, la République compterait 50 millions d'habitants, soit un peu plus de 70 % de la population. Mais la signature de l'accord de Renville et la création de 4 ou plus d'Etats nouveaux... il ne reste plus que 23 millions d'habitants, soit 33 % de la population globale, soumis à la République.

Les accords de Lingadjatti et de Renville reconnaissent le droit de propriété des étrangers, qu'ils soient ressortissants d'une nation amie ou d'un Etat ennemi qui a envahi le territoire de la République.

B. Communications.

Tous les moyens de transport, terrestres ou maritimes, étaient la propriété de la République et étaient soumis à son autorité (autos, camions, trains pour le transport des personnes et des biens de la campagne et des villes vers les ports). Tous les navires en service ou en construction, destinés à transporter les personnes et les biens d'une île à une autre et de l'Indonésie à l'étranger, se trouvaient entre les mains du peuple. Ainsi la République détenait les principaux instruments du commerce. Par la propriété d'une grande partie des entreprises, exploitations minières, plantations, banques et moyens de transport, le peuple indonésien aurait pu rapidement combler son retard économique et assurer à tous un niveau de vie satisfaisant.

III. MILITAIRE

Toutes les régions montagneuses et tous les terrains d'aviation présentant un intérêt militaire ainsi que de nombreuses armes appartenaient au peuple et aux jeunes de la République équipés de lances à pointe de bambou aiguisée, le peuple et les jeunes disposaient de toutes les armes depuis les grenades à main jusqu'à la bombe, du pistolet au canon, du navire de guerre jusqu'à l'avion, le tout enlevé aux Japonais et aux Anglais. Dans tout l'archipel indonésien il n'y avait pas un seul port, pas une seule ville, un seul dessa accessible à l'ennemi.

Toutes les routes étaient bloquées par mille et un obstacles qui rendaient impossible toute attaque de l'ennemi sur le peuple et les jeunes.

IV. POLITIQUE SOCIALE

L'unité des partis, organisations et groupes de combat, rompue au début de la révolution, fut rétablie par le Front populaire constitué les 4 et 5 janvier 1946 à Paerwokerto. 171 organisations représentant presque tous les partis, corps constitués et unités militaires se sont unies dans le Front populaire pour combattre l'ennemi sur la base d'un programme minimum commun.

Conformément aux accords de Lingadjatti et Renville, les Néerlandais ont le droit de revendiquer leurs possessions. Ils pourront ainsi rapidement de nouveau dominer les transports maritimes et terrestres. Quand ils auront repris la possession des plantations, des usines et des exploitations minières, ils domineront de nouveau le commerce intérieur et extérieur comme à l'époque des Indes Néerlandaises. Déjà au cours des négociations, les Néerlandais se sont assurés la possession de presque toutes les plantations, usines et entreprises minières, ainsi que des ports importants. Par là ils dominent presque toutes les importations et exportations. Par le blocus de la République, le développement économique de celle-ci est entravé.

Par suite des négociations diplomatiques, tous les ports importants, tels que Soerabaya, Batavia, Palembang et Medan tombèrent aux mains des Néerlandais. Actuellement la République ne dispose plus que de quelques champs d'aviation utilisables. Par l'évacuation des poches sur l'ouest et l'est de Java et de quelques poches de Sumatra, les Néerlandais ont pris possession de territoires que des mois de combats, à l'aide de tanks, de canons et d'avions, n'auraient pu leur assurer. Par l'envoi incessant de renforts et les propositions de trêve quand ils étaient refoulés vers la côte, en amenant la République à une politique de « rationalisation », les Néerlandais se sont assurés une position beaucoup plus forte que pendant la première trêve du mois d'octobre 1946.

A peine les négociations étaient-elles entamées et le Front populaire remplacé par la « Concentration nationale » que des divergences profondes se firent jour au sujet de l'accord de Lingadjatti. Toutes les organisations, tous les partis, tous les groupes de combats se divisèrent en partisans et adversaires de cet accord. Aujourd'hui nous entendons parler de « Sejaf Kanan » (« aile droite » Trad.), de « Sejaf Kienan » (« aile gauche » Trad.) et de la tendance « plus à gauche que la gauche ». Tous les partis se scindent. Le P.K.I. (Parti communiste indonésien) se scinda en trois groupes. Le « vieux P.K.I. », le P.K.I. rouge et le P.C.I. Le P.B.I. et le Partai Sosialis se divisèrent en deux groupes.

Combien de « fronts » et d'organisations ouvrières n'existent-ils pas qu'il conviendrait de réunir ! Ces divisions permettent à la 5^e colonne néerlandaise de s'introduire dans les organisations, les unités de combat, les partis et même l'armée, l'administration et le gouvernement.

CONCLUSION

La souveraineté appartient, conformément à l'accord de Lingadjatti, à la couronne néerlandaise ; une douzaine d'États fantoches ont été créés ; presque toutes les plantations, les usines, les exploitations minières ainsi que les moyens de transport et les banques seront restituées aux étrangers ; presque toutes les richesses minières se trouvent dans les territoires occupés par les Néer-

landais ; l'armée néerlandaise occupe une partie du territoire indonésien ; le blocus de la République continue ; la 5^e colonne s'installe dans les partis, les organisations, l'armée et l'administration. A la suite de l'accord de Renville, le gouvernement de la République ne conservera que 10 % de l'autorité apparente qu'il détient encore.

II. — LA GERPOLEK

Définition.

Le mot « gerpolek » est une combinaison des premières syllabes des mots « Gerilja », « Politik » et « Ekonomi » (guérilla, politique et économie).

Utilité de la gerpolek.

La gerpolek est l'arme du partisan dans sa lutte pour le maintien de la proclamation du 17 août 1945 et l'indépendance complète.

Le partisan.

Le partisan est le jeune indonésien, le prolétaire qui reste fidèle à la proclamation du 17 août et à l'indépendance complète et est prêt à détruire toutes les forces qui s'opposent à cette proclamation et à cette indépendance complète.

Le partisan ne se laisse pas influencer par la durée de la lutte. Il remplira

son devoir avec courage, persévérance et confiance même si la lutte dure aussi longtemps que sa vie. Il ne cessera la lutte que quand l'indépendance complète aura été réalisée. Le partisan ne perdra pas courage s'il doit avec ses armes primitives affronter un ennemi disposant de tout l'armement moderne. La lutte des guerillas qui se fait également sur le plan économique et politique, l'application de la « Gerpolek » le rendent heureux et il lutte sans arrêt, avec un courage imbattable, qui ne peut être brisé que par le climat rigoureux, l'ennemi ou par la mort. De même qu'Anoman était persuadé que par sa force et son intelligence il pouvait venir à bout de Dasamuka, le partisan est confiant et croit que la « Gerpolek » pourra lui assurer la victoire sur le capitalisme et l'impérialisme.

III. — DES DIFFÉRENTES ESPÈCES DE GUERRES

Nous pouvons, d'après les objectifs des belligérants, diviser les guerres en deux catégories. Cette division se fait sur la base d'oppositions nettes. Les deux catégories n'ont rien de commun. La division est donc absolue.

Première catégorie : la guerre d'une nation dominatrice contre un autre peuple dans le but de le dominer et de l'opprimer.

Deuxième catégorie : la guerre du peuple attaqué contre l'agresseur, ou la lutte de libération contre ses dominateurs.

Les guerres de la première catégorie sont des guerres de conquête, celles de la seconde des guerres de libération.

La plupart des guerres asiatiques, africaines et européennes à l'époque féodale avaient pour but la conquête des terres ; ces guerres dont nous avons entendu parler dans les contes et les fables, étaient des guerres de conquête. Les guerres de conquête de l'époque capitaliste, nous les appelons des guerres impérialistes. Le but d'une guerre impérialiste est :

a) La mainmise sur les matières premières de l'industrie et les produits alimentaires du pays conquis ;

b) La conquête du marché du pays

vaincu en vue de le réserver aux produits industriels du pays vainqueur ;

c) L'investissement des capitaux du pays vainqueur dans les plantations, les exploitations minières, les industries, les moyens de transport, les exportations commerciales, les banques et les compagnies d'assurances du pays vaincu.

Ces objectifs conduisent à enrichir et à renforcer les capitalistes du pays vainqueur et à augmenter la misère, la pauvreté et le retard culturel du pays vaincu.

Mais la misère et l'oppression feront naître dans le pays vaincu un mouvement de libération nationale qui tendra à le libérer de l'exploitation et de la domination des étrangers. Ce mouvement de libération culminera en une guerre de libération. C'est cette espèce de guerres que nous avons classée dans la deuxième catégorie.

L'époque féodale comme l'époque capitaliste ont connu de nombreuses guerres de libération.

Les guerres de libération peuvent être divisées en deux catégories :

1° La guerre de libération d'un peuple colonial contre ses oppresseurs pour se libérer de ses chaînes. Une telle

guerre est souvent dénommée guerre de libération nationale.

La guerre de libération nationale la mieux connue est celle de l'Amérique contre les impérialistes anglais. Cette guerre a duré environ 7 ans. Mais cette guerre n'opposait pas deux peuples différents, mais des Anglo-Saxons à d'autres Anglo-Saxons.

2° La guerre de libération d'une classe contre une autre classe du même peuple. Cette guerre est aussi dénommée guerre civile ou guerre sociale.

Les guerres civiles peuvent être bourgeoises ou prolétariennes. L'exemple classique de la guerre civile bourgeoise est celle qui a eu lieu en France de 1789 à 1848. Dans cette guerre civile ou sociale, les bourgeois luttèrent contre

les féodaux et le clergé. Elle se termina par la victoire des bourgeois en 1848. Un exemple connu de guerre civile prolétarienne est la Commune de Paris pendant laquelle les ouvriers détenaient le pouvoir à Paris pendant 72 jours.

En 1917 des révolutions permanentes, d'abord bourgeoises et ensuite prolétariennes, eurent lieu en Russie. Au début les bourgeois parvinrent à chasser les féodaux ; au cours de la deuxième phase, les prolétaires détruisirent par la violence les groupes féodaux, le clergé et la bourgeoisie.

On parle parfois de guerres idéologiques, mais celles-ci ne cachent que la poursuite d'avantages politiques et économiques...

IV. — LA GUERRE EN INDONESIE

Analyse de la guerre menée, depuis la proclamation du 17 août 1945, contre les Japonais, les Anglais et les Néerlandais.

Espère, catégorie et caractère de la guerre en Indonésie.

La lutte menée par le peuple indonésien depuis la proclamation du 17 août 1945 n'est pas une guerre de conquête. Les Indonésiens n'ont jamais, au cours des combats, eu l'intention d'occuper des territoires étrangers ni d'opprimer et d'exploiter leurs habitants. Le peuple et les « Jeunesses » d'Indonésie n'avaient qu'un seul désir : libérer leur pays de la domination étrangère. C'est en vue de réaliser ce désir que la République indonésienne fut proclamée et constituée le 17 août 1945.

Il ressort de ce qui précède que la lutte des Indonésiens est une guerre de libération.

La lutte de libération des Indonésiens n'est-elle qu'une révolution nationale destinée à affranchir le pays de la domination étrangère et ne sera-t-elle que la conquête du pouvoir politique ?

La révolution nationale américaine n'eut pas d'incidence économique et se fit à une époque où il n'existait pas encore d'industrie, où les trains modernes ne roulaient pas encore, et où l'économie était encore à un stade régional et artisanal.

C'est sans doute parce que l'Amérique se trouvait dans cet état que les Anglais purent y renoncer facilement. Ils ne laissaient pas derrière eux de fabriques, de plantations, de mines, de chemins de fer, de chantiers maritimes. Le pays qu'ils abandonnaient était habité par des Anglais et ceux-ci reprirent la souveraineté et l'autorité politique.

Les Néerlandais, par contre, qui sont propriétaires des plantations, des exploitations minières, des usines, des chemins de fer, des chantiers maritimes, n'abandonneront probablement pas si facilement la souveraineté et l'autorité politique à un peuple avec une langue, une culture et des intérêts différents, le peuple indonésien. D'autant plus que les In-

donésiens ne sont généralement pas propriétaires d'entreprises, d'usines, de banques et de moyens de transport aussi importants. Aux yeux des Néerlandais, le transfert de la souveraineté et de l'autorité politique au peuple indonésien constitue une menace pour leurs propriétés et leurs concitoyens dans l'archipel. Ils craignent que la République ne mette des impôts trop lourds sur leurs entreprises ou même porte atteinte à leurs droits de propriété. Ils craignent que les travailleurs indonésiens ne se mettent en grève, ou que les Indonésiens ne s'approprient complètement leurs biens. En bref, les Néerlandais n'abandonneront pas sans lutte la souveraineté et l'autorité politique totale aux Indonésiens.

D'autre part, le transfert de la souveraineté et de l'autorité politique ne constitue pas en lui-même une victoire du prolétariat. Si le transfert de la souveraineté conduisait à faire occuper tous les postes gouvernementaux par des gens comme le Professeur Hossein Djajadiningraou, le colonel Abdul Kadir et le Sultan Hamid, tandis que la vie économique resterait dominée par les étrangers, la révolution nationale n'aurait pas modifié la situation dans laquelle les masses se trouvaient du temps des « Indes néerlandaises ». En bref, la seule indépendance nationale, la seule indépendance politique n'ont pas de signification pour le prolétariat, les ouvriers, les paysans et toutes les classes non possédantes.

En Indonésie, les Néerlandais ne peuvent pas faire abandon de leurs droits politiques sans mettre en danger en même temps leurs intérêts capitalistes. Le peuple indonésien ne peut assurer sa survivance en limitant son action à l'obtention de droits politiques, sans mettre en cause la domination économique des capitalistes étrangers. Les questions économiques et politiques sont étroitement liées.

La lutte de libération du prolétariat indonésien est une lutte pour l'indépendance politique et économique sans qu'il soit possible de dissocier les objectifs

politiques, économiques et sociaux. La lutte de libération indonésienne ne tend pas seulement à l'élimination politique de l'impérialisme mais également à la suppression de l'exploitation économique et à l'obtention dans la nouvelle société du droit à la vie. La révolution indonésienne n'est pas une simple révolution nationale comme le veulent certains Indonésiens qui ne visent qu'à maintenir ou à améliorer leur situation, tout en étant prêts à céder toutes les sources de richesses à des étrangers, qu'ils soient les alliés ou les ennemis de la nation. La révolution doit associer les mesures économiques et sociales à celles qui visent à réaliser l'indépendance complète. *La révolution ne peut être victorieuse si elle ne dépasse pas les bornes d'une révolution nationale.*

La lutte de libération du peuple indonésien doit tendre à l'obtention de garanties sociales et économiques.

Ce n'est que lorsque le prolétariat indonésien disposera, à côté de tout le pouvoir politique, de 60 % du pouvoir économique que la révolution nationale aura atteint sa signification. Ce n'est qu'alors que l'existence du prolétariat indonésien sera assurée. Ce n'est qu'alors qu'il tâchera de résister activement à l'ennemi et qu'il se sacrifiera pour créer à son bénéfice et à celui des générations suivantes une société nouvelle.

Ce ne sera que quand les représentants du peuple — élus par le peuple indonésien dans des élections démocratiques, générales, directes et secrètes — auront le pouvoir politique en mains et que d'autre part 60 % des plantations, usines, exploitations minières, transports et banques seront aux mains du peuple que la révolution nationale aura atteint toute sa signification et pourra assurer l'avenir du prolétariat. Mais si les laquais des capitalistes étrangers vont à nouveau gouverner le pays — même si ces laquais sont des Indonésiens — et si 100 % des entreprises modernes tom-

bent aux mains des capitalistes comme à l'époque des « Indes néerlandaises », alors la révolution nationale sera la négation de la Proclamation et de l'indépendance nationale, et le début du retour des capitalistes et des impérialistes.

En réalité l'Indonésie indépendante a depuis le 17 août 1945, vu l'agression des Néerlandais qui ont attaqué la République indonésienne dans le but de la détruire, le droit de confisquer tous les biens des agresseurs.

La proclamation de l'indépendance du peuple indonésien, faite le 17 août 1945, n'est pas contraire au droit international qui reconnaît à chaque peuple le droit de déterminer son sort.

Le peuple indonésien a décidé le 17 août de constituer un Etat indépendant et de briser toutes les chaînes que les étrangers lui avaient imposées.

D'autre part, toujours conformément au droit international — tout peuple attaqué par un autre a le droit de se défendre par les armes et de confisquer les biens de l'agresseur. L'attaque des Néerlandais contre la République fournit donc au peuple indonésien une belle occasion de confisquer, c'est-à-dire de saisir sans indemnités, tous les biens des Néerlandais qui ne sont d'ailleurs que le produit du sol et du travail des prolétaires indonésiens pendant 350 ans.

Le partisan doit donc considérer la défense de l'indépendance complète et la confiscation de tous les biens ennemis comme une occasion unique, tombée du ciel et offerte aux Indonésiens pour qu'ils puissent accomplir une tâche élevée et effectuer un travail sacré.

Seuls les gens sans intelligence n'aperçoivent pas cette occasion. Seuls des lâches et des malhonnêtes peuvent ne pas désirer accomplir une tâche qui, si elle est lourde, sera cependant fondamentalement utile à la société présente et future.

(à suivre.)

J'ai revu Mussia

Quand j'arrivais en janvier 1938 à Sowchos Kotchmess (1) j'appris que la veuve de Joffe, l'ancien ambassadeur soviétique à Berlin, s'y trouvait. Adolphe Joffe avait été un ami intime de Trotsky et s'était suicidé le 16 novembre 1927, peu après le dixième anniversaire de la Révolution et deux jours après l'exclusion de Trotsky et Zinoviev des rangs du Parti bolchevik, parfaitement conscient que Staline avait déjà le pouvoir dans ses mains et qu'il allait l'utiliser pour détruire définitivement tous ses adversaires. Je me souvenais d'une réception à l'ambassade soviétique de Berlin, Unter den Linden, en 1920. Adolphe Joffe, un homme qui présentait bien, en était à son second mariage. Sa première femme avait été une rare beauté, de type nettement classique. Sa seconde femme incarnait la grâce et le charme.

A chaque réception à l'ambassade, la jeune et brillante Maria Michailovna gagnait tous les cœurs. Joffe et sa jeune femme formaient réellement un couple, beau et intéressant. Tous deux étaient inégalables comme hôtes par leur conversation, leur esprit, leur doigté et leur amabilité. Comment allais-je maintenant trouver Maria Michailovna ?

Je devais l'apprendre le lendemain matin. Je parcourais notre tente et, dans le passage obscur, une femme vint vers moi, vêtue comme tous les prisonniers de pantalons ouatés et d'une casquette avec des pattes d'oreille. Du visage il n'y avait pas grand chose d'autre à voir que les yeux, mais ceux-ci me firent dire : « Madame Joffe, est-ce possible ? ». C'était elle et elle se souvenait de moi comme « la jeune amie intéressante de Madame X ». Finalement nous nous sommes toutes deux mises à rire, en nous voyant ainsi.

Nous fixions rendez-vous pour le jour de repos suivant, et Maria Michailovna eut ainsi l'occasion de me préciser les circonstances de la mort de son mari. Joffe avait laissé un testament politique, adressé à Léon Davidovitch Trotsky. Le N.K.V.D. s'était empressé de le saisir, mais Maria Michailovna en connaissait néanmoins le contenu. Joffe écrivait qu'il s'était décidé au suicide parce que sa vie avait perdu son sens. Sa maladie l'empêchait de reprendre la lutte active, qui exigeait maintenant une très grande force. Il était convaincu que sa mort servirait davantage la cause léniniste qu'il n'aurait pu le faire par sa vie. Sa mort pourrait contribuer à arrêter le parti sur la voie de Thermidor. Il fallait considérer son suicide comme une protestation contre ceux qui avaient dégradé le parti au point où celui-ci ne réagissait plus contre l'exclusion de Trotsky. Elle avait été déportée avec son fils Volodja d'abord au Turkestan et puis à Tomsk, et arrêtée tard dans l'été de 1936. De son fils elle avait encore récemment reçu des nouvelles. Il avait terminé l'école le premier avec les plus hautes distinctions, mais n'avait pas été autorisé à entrer à l'université. Plus tard, la mère ne reçut plus de lettres de lui.

Maria Michailovna Joffe, ou Mussia comme je la nommais, était une personne extrêmement courageuse, vivace, avec de rares dons du cœur et de l'esprit. Elle se caractérisait aussi par une camaraderie exemplaire. Elle prenait toujours vivement part au sort d'autrui. Elle était très appréciée au travail. Le chef agronome la désigna comme brigadière pour la récolte de printemps et elle le resta de facto même après qu'une disposition « d'en haut » interdit de donner aux trotskystes des postes supérieurs au travail. Dans les rapports officiels de travail, on désigna de jure quelqu'un d'autre comme brigadier. De même qu'elle était très appréciée au travail par ses supérieurs, elle était également aimée par ses ouvrières. Toutefois, il y avait comme partout des poltrons. La crainte de certaines femmes était si forte qu'elles faisaient un large détour pour éviter le coin de la tente où demeuraient les « vraies trotskystes » Maria Joffe, Vera Gidermann et Rosa Solnzewa.

(1) Camp situé sur la rivière Ussa (affluent de la Petschora).

Tout au contraire j'essayais de rencontrer ces trotskystes honnis à la toilette matinale pour échanger quelques souvenirs personnels ou politiques, et je fus très émue quand, une fois, Mussia attira mon attention sur le fait qu'il pourrait être éventuellement dangereux pour moi comme étrangère d'être vue dans la société de trotskystes.

Je n'oublierai jamais la soirée du 1^{er} mai. Nous devions nous lever pour la réception d'un « ordre du camp ». Quelques soldats entrèrent et l'un d'eux lut le « Prikaz » (ordre). On y faisait savoir que des prisonniers pour crime de banditisme avaient été transférés à Workuta et y avaient été aussitôt fusillés. On donna lecture de la liste des bandits « fusillés ». Il s'y trouvait d'anciens membres éminents du parti, parmi lesquels un ancien ami de Joffe, J., avec lequel Mussia avait vécu dans l'exil après la mort de son mari. Elle resta immobile pendant la lecture de cette nouvelle affreuse et ne sourcilla pas. Je l'admirai.

Plus tard, Maria Michailovna me raconta les détails de cette affaire. En novembre 1936, des prisonniers politiques avaient engagé à Workuta, sous la direction d'un groupe trotskyste clandestin bien organisé, une grève politique de la faim afin d'imposer certaines revendications : séparation des éléments criminels d'avec les prisonniers politiques ; droit de recevoir des journaux, etc. Ces revendications avaient été soumises à la troisième section (N.K.V.D. du camp). Beaucoup de grévistes moururent au cours de la grève qui dura trois mois et demi, d'autres furent déportés dans d'autres camps et peu nombreux furent ceux qui continuèrent le mouvement jusqu'en février 1937. Finalement on les nourrit de force. La répression fut déclenchée un an après le début de la grève. De nombreux militants dans le camp furent arrêtés. Tous les dirigeants de la grève et du mouvement de refus de travail furent envoyés après un voyage d'un jour à la prison du camp « Kirpitschny Sawod ». On y fusilla plus de 300 prisonniers politiques en mars-avril 1938. Seuls les noms de quelques fusillés furent communiqués : ce furent ceux des principaux dirigeants trotskystes.

Une fois Maria Michailovna se foula le pied et fut affectée pour quelques jours à la brigade chargée de l'épluchage des pommes de terre qui se composait d'invalides et de détenus temporairement inaptes au travail. Le travail n'était pas du tout agréable, car les pommes de terre étaient gelées et dures comme des pierres et il fallait d'abord les tremper dans l'eau chaude pour pouvoir les peler. Mais je me suis ensuite souvent rappelée avec plaisir ces jours, quand Mussia et moi étions assises devant l'énorme baquet et travaillions, pendant que nos conversations nous entraînaient très loin des pommes de terre gelées et de la misérable existence de prisonnières. Et il importait peu que nos collègues, deux paysannes russes nous traitent d'« intellectuelles idiotes » parce que, dans ce travail inhabituel, nous restions loin derrière elles malgré tout notre zèle et notre bonne volonté.

Au début de juin, je fus destinée, comme entièrement inapte au travail, à être transportée au camp d'invalides d'Adak (2). L'habituelle méthode de chicane nous valait d'apprendre à la dernière minute un tel changement de résidence. « Rangez vite vos affaires ! ». Je n'eus pas le temps de faire mes adieux à mes amis qui se trouvaient au travail. D'autant plus grande fut ma joie de voir Mussia enjambant des matériaux, accourir au quai et sauter dans notre bateau : « Suzanne chérie, j'apprends que vous partez... » Elle était essoufflée. « Si vous apprenez que je suis envoyée à Workuta, vous saurez ce que cela signifie... » (Elle faisait allusion au fait que souvent des emprisonnés n'étaient envoyés à Workuta que pour y être fusillés). Nous renouvelâmes le serment que nous nous étions fait, que celle de nous qui survivrait au séjour dans le camp et serait « libérée » chercherait à trouver quelque chose du fils de l'autre. Mon Volodia et le Volodia de Mussia avaient sensiblement le même âge. C'eût été un devoir pour moi, au cas où quelque chose survenait à sa mère, de donner un foyer au jeune Joffe, et je pensais avec sérénité que mon fils en cas où je disparaîtrais, pourrait trouver un foyer chez Maria Michailovna.

Lorsque je revins à Kotschmess quatre ans plus tard, Mussia n'était plus là. Peu de temps après mon envoi au camp d'invalides d'Adak, elle avait été envoyée à Workuta, mais elle n'y fut pas fusillée. Plus tard, elle fut renvoyée dans le camp méridional de Tschibiju. Malgré plusieurs tentatives, je ne suis pas parvenue à rétablir des relations avec elle. La correspondance entre prisonniers est strictement interdite. Mais il est impossible d'empêcher que de petites lettres soient sou-

(2) Sur la rivière Ussa.

vent transmises au cours de déplacements d'internés d'un camp à un autre. Mais cette poste entre prisonniers est, on peut l'imaginer, incertaine. Il arrive fréquemment que le porteur détruit en route le message, à lui confié, par peur d'une fouille corporelle ou par manque de papier à cigarette. Il est donc tout à fait possible que Mussia m'ait écrit ou que mes lettres ne lui soient pas parvenues. J'apprenais un jour que son frère était à Workuta. J'écrivis aussitôt à ce M. Girchstein que j'avais autrefois connu au cours d'une étape mais je ne reçus aucune réponse. De même, les efforts que je déployais entre 1946 et 1948, directement de Sibérie, furent sans résultats. Je n'ai rien pu apprendre de certain au sujet de Mussia ou de son Wolodia.

A Moscou, pendant l'été de 1948, on m'a dit que le jeune Joffe avait été fusillé en 1938.

Commandez vos livres au
service de librairie de

« Quatrième Internationale »



Mademoiselle J. Weill, Boîte
Postale N° 124, Paris (15°)
C. C. P. 5672-07 — PARIS



Vous aiderez ainsi la parution de

« Quatrième Internationale »



E. GERMAIN

La théorie du « capitalisme d'état »

Le « capitalisme d'Etat » et l'« impérialisme soviétique » constituent aujourd'hui les conceptions dominantes sur la réalité russe. Ce sont les conceptions de la classe dominante bourgeoise qui s'efforce de charger la bureaucratie de tous ses propres péchés — sans la grâce salutaire de la « démocratie ». C'est en même temps l'excuse principale de l'intelligentsia bourgeoise pour ne pas « prendre parti » dans la gigantesque lutte de classe qui se développe à l'échelle mondiale, si ce n'est pour passer avec armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie. La théorie du capitalisme d'Etat n'est pas seulement défendue par la social-démocratie, dont personne ne prend au sérieux les théoriciens, ni par d'insignifiants groupes ultra-gauches, mais également par les représentants d'une nouvelle révolution prolétarienne victorieuse, par les dirigeants du Parti Communiste yougoslave, Milovan Djilas et Edouard Kardelj (1).

Dans son analyse, Djilas part du phénomène de la bureaucratie dans la dictature du prolétariat. « La tendance à la domination de la bureaucratie » est d'après lui une des lois de la période de transition (p. 65). Il ne précise cette idée que pour dire que les tendances bureaucratiques « sont d'autant plus fortes que les forces de production sont moins développées, et que l'Etat est obligé de garder plus longtemps en mains la gestion des moyens de production... et de jouer le rôle de rassembleur des petits producteurs et des petits propriétaires » (p. 67).

Deux questions se trouvent ici mêlées de toute évidence. Les classiques du marxisme ont toujours été d'avis — et Lénine a rassemblé la plupart de leurs opinions dans *L'Etat et la Révolution*, en y ajoutant les siennes propres — qu'une *tendance bureaucratique*, qu'une *certaine bureaucratie*, subsisterait au lendemain de la révolution prolétarienne. Cette bureaucratie, simple héritage du régime capitaliste, devait être *immédiatement* tenue en échec par l'introduction de règles d'éligibilité et de révocabilité de tous les fonctionnaires, et par la réduction de leur salaire au salaire moyen d'un ouvrier. Les « ouvriers en armes », comme le dit Lénine, réduiraient les bureaucrates au rôle de « simples agents d'exécution ». La bureaucratie disparaîtrait au fur et à mesure de l'exécution des fonctions administratives par tous les producteurs à tour de rôle. Une tendance à la *domination* d'une bureaucratie dans la société de transition n'a jamais été reconnue, ni par Marx, ni par Engels, ni par Lénine.

L'origine du pouvoir de la bureaucratie soviétique

Le problème se trouve compliqué par l'expérience pratique de l'U.R.S.S. et de la Yougoslavie elle-même, c'est-à-dire d'Etats ouvriers arriérés, du point de vue économique, entourés d'un monde capitaliste hostile. Là ne se pose pas seulement la question de la *survivance* de certains phénomènes bureaucratiques d'origine capitaliste, mais encore celui du développement puissant d'une nouvelle bureaucratie, dont il s'agit de préciser les origines matérielles.

Aussi longtemps que le degré de développement des forces productives ne permet pas de satisfaire les besoins élémentaires des hommes, la « lutte pour l'existence individuelle », comme dit Engels dans *l'Anti-Dühring*, continuera à dominer la vie quotidienne. De ce fait, consommation individuelle et accumulation socialiste doivent être en conflit l'une contre l'autre, tandis que les tendances à l'accumulation primitive renaissent nécessairement « dans toutes les pores de l'économie planifiée » (Trotsky). Dans ces conditions il est à la *longue* inévitable qu'apparaisse un *arbitre*, un *régulateur* de la distribution d'insuffisantes rations, dans la personne du bureaucrate qui tranche les milliers de conflits quotidiens entre le paysan et l'ouvrier, le producteur et l'administrateur, le consommateur et le distributeur. Cet arbitre ayant concentré des pouvoirs énormes entre ses mains, tendra à les utiliser *en premier lieu* — dans les conditions de pénurie générale — pour s'assurer les *meilleurs morceaux*. Il est aussi inévitable *qu'à la longue*, un prolétariat qui représente numériquement une minorité restreinte dans la société et qui est lui aussi

(1) Toutes les références s'appliquent au n°1 de la revue « Questions du socialisme », éditée à Paris par l'Agence yougoslave d'Information (avril-mai 1951) reproduisant les ouvrages suivants : Milovan Djilas, *Thèmes contemporains* ; E. Kardelj, *La Yougoslavie dans le monde actuel*.

soumis à la même tyrannie du contrôle, perde le contrôle sur ces bureaucrates et soit à son tour contrôlé et dominé par eux. Il est impossible qu'une classe exerce des années durant une activité politique quotidiennement portée à sa plus haute expression — et c'est une telle activité qu'exige le contrôle permanent des « ouvriers en armes » sur la bureaucratie — quand elle est insuffisamment nourrie et habillée.

Dès 1845, Marx écrit dans l'*Ideologie allemande* qu'un « grand accroissement de force productive... est une présupposition pratique absolument nécessaire (pour une économie socialiste) du fait même que sans lui, le manque seul devrait être généralisé, et que, par conséquent, avec le besoin devrait recommencer la lutte pour le nécessaire et toute l'ancienne... saleté. »

Les mencheviks se basaient sur cette vérité généralement admise par tous les marxistes pour accuser les bolcheviks d'utopisme quand ceux-ci voulurent conquérir le pouvoir en Russie en 1917. Que répondit Lénine dans sa brochure « *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir* » ? La révolution russe a pour première fonction de déclencher la révolution prolétarienne dans les pays avancés d'Europe occidentale. Une fusion de la révolution russe avec la révolution victorieuse dans ces pays doterait la Russie de la base matérielle indispensable à la construction d'une économie socialiste et au maintien et au développement de l'Etat ouvrier, sinon cet Etat succomberait aux forces capitalistes de l'intérieur et de l'extérieur. C'était la seule perspective que concevaient tous les bolcheviks dans la période précédant et suivant immédiatement la Révolution d'Octobre.

La fin de la première vague de luttes révolutionnaires d'après-guerre, en 1921, obligea les leaders bolcheviks à réexaminer cette question. Restant isolée au milieu d'un monde capitaliste hostile et ne possédant pas les préconditions matérielles pour la construction d'une économie socialiste, la Russie soviétique était obligée d'élaborer une nouvelle stratégie afin de tenir plus longtemps dans cette situation imprévue, jusqu'à ce que la révolution internationale vienne à la rescousse. Lénine opta correctement pour la NEP comme la meilleure politique permettant d'atteindre ce but. Mais en même temps il vit avec une angoisse lucide la croissance quotidienne de la bureaucratie dans le pays, problème auquel il consacra toute son activité dans le reste de sa vie. Cette croissance était inévitable dans les conditions concrètes. Sa victoire l'était-elle également ? Le penser signifie isoler le développement de la Russie de celui du monde entier. Il y eut une grave crise révolutionnaire en Allemagne en 1923. Il y eut la grève générale anglaise de 1926 ouvrant dans ce pays de grandes possibilités révolutionnaires. Il y eut surtout la grande révolution chinoise de 1925-27 aux promesses immenses. La victoire d'une seule de ces révolutions aurait pu bouleverser complètement les rapports de forces entre bureaucratie et prolétariat en U.R.S.S. C'est pourquoi l'Opposition de Gauche trotskyste, qui de 1923 à 1927 combattit pour la direction du parti et du pays, ne se battait pas seulement sur une plateforme platonique de « lutte contre la bureaucratie » mais proposa dès 1923 une série de mesures concrètes, économiques, politiques et de stratégie internationale, qui donneraient à la lutte contre la bureaucratie une base réelle, en permettant une activité politique accrue du prolétariat. Les mesures d'industrialisation planifiée qu'elle proposa dès 1923 avaient pour but de relever immédiatement le niveau de vie du prolétariat, sans quoi il eût été vain d'espérer un réveil de haute activité politique de la part des masses épuisées par 6 années de sacrifices.

Mais aucune orientation politique de la direction du P.C. russe n'aurait pu à la longue empêcher la victoire de la bureaucratie dans les conditions d'isolement prolongé de la révolution russe.

La question ne peut se poser différemment pour la Yougoslavie ou pour tout autre pays arriéré où la révolution prolétarienne triomphe. La reconnaissance du danger bureaucratique par la direction du parti est un grand pas en avant et facilite la lutte contre ce danger. Mais la source matérielle de ce danger doit encore être comprise. Ce n'est pas par des mesures légales, de quelque sorte qu'elles soient, que ce danger peut être vaincu à la longue (2). Il ne peut être vaincu que par l'extension internationale de la révolution à des pays industriellement avancés. C'est pourquoi, tout en saluant les mesures progressives prises par le P.C.Y. en 1950 pour combattre le bureaucratisme, nous avons souligné dès le début que seule cette extension internationale de la révolution peut, économiquement et socialement donner le coup de grâce à la bureaucratie. Economiquement, elle permettrait de satisfaire les besoins élémentaires de la société et éliminerait ainsi cette « lutte pour l'existence individuelle » (hélas aussi prédominante aujourd'hui en Yougoslavie qu'en Russie !) qui fait « renaître l'ancienne... saleté ». Socialement, elle transférerait le contrôle sur les fonctionnaires aux « ouvriers armés » d'un pays avancé, permettant ainsi aux forces prolétariennes épuisées après des années de sacrifices de « soufler » pendant une période de transition, avant de reprendre leur marche en avant avec une énergie révolutionnaire redoublée. Il est utopique de penser que

(2) « En paroles, l'appareil soviétique est à la portée de tous les travailleurs ; en réalité, personne de nous ne l'ignore, il n'est pas à la portée de tous, loin de là. Et ce n'est pas du tout que les lois constituent un obstacle... Nos lois, au contraire, sont favorables. Mais les lois seules ne suffisent pas ici. » (Lénine, *Rapport sur le programme du Parti* au 8^e Congrès du P.C. (b) russe, 19 mars 1919. « Œuvres choisies », II, p. 535).

des ouvriers mal nourris puissent pendant des années diriger effectivement l'économie sans penser à améliorer d'abord leur sort individuel. L'héroïsme est capable de grands exploits, mais pas durant une décade sans interruption.

De la propriété d'Etat au capitalisme d'Etat

Au lieu d'examiner ces problèmes réels de la base matérielle du pouvoir bureaucratique et d'analyser l'histoire concrète de la montée au pouvoir de la bureaucratie soviétique, Djilas préfère se livrer à une analyse confuse du « développement contradictoire de la dictature du prolétariat » qui nous réserve pas mal de surprises.

« La différence sociale entre le capitalisme d'Etat et le socialisme à ses débuts... n'est pas uniquement une différence de tendances d'évolution (dans le socialisme : vers la victoire totale du communisme et le dépérissement de l'Etat ; dans le capitalisme : vers le maintien des rapports capitalistes et vers « l'éternisation » de l'Etat), ni une différence de sollicitude pour les masses laborieuses, ni une différence résultant de l'introduction d'un système de rémunération différent, d'un système socialiste ; elle réside dans la notion même et l'essence de la propriété. La première propriété socialiste est à ses débuts... nécessairement étatique, et accompagnée de rapports sociaux correspondants (quoique insuffisamment développés encore). En réalité, tout le problème pourrait être réduit à celui du caractère de l'Etat lui-même, l'un bourgeois et l'autre prolétaire, le premier poussant au renforcement des forces bureaucratiques et du capitalisme d'Etat, le second à l'augmentation de l'importance du rôle des producteurs directs, à la liquidation du rôle de l'Etat dans l'économie. Toute société doit produire un surplus pour pouvoir se renouveler et aller de l'avant... Et qui s'approprie et répartit la plus-value du travail dans le régime du capitalisme d'Etat d'une part et d'autre part, dans les débuts du socialisme, alors que l'Etat joue encore un rôle autonome ? Dans l'un et dans l'autre cas, c'est l'Etat. Mais là aussi, il y a des différences essentielles qui résultent de ce qui précède : le capitalisme d'Etat répartit cette plus-value en gros traitements et en privilèges des bureaucrates, il l'utilise pour l'assainissement des diverses entreprises et du capitalisme dans son ensemble, tandis que l'Etat socialiste l'emploie à édifier le socialisme et à rémunérer ouvriers et employés d'une manière équitable... » (p. 19-20).

Nous n'en croyons pas nos yeux ! D'abord on nous affirme que la différence entre capitalisme d'Etat et « première phase du socialisme » ne se trouve pas uniquement dans leurs tendances d'évolution différentes, et dix lignes plus loin on « réduit » tout le problème à ces mêmes tendances ! D'abord on nous dit que la différence entre capitalisme d'Etat et société de transition ne réside pas uniquement dans la différence de rétribution (« la sollicitude différente pour les ouvriers ») et vingt lignes plus loin on explique toute la question précisément par cette différence ! On explique d'abord le caractère de la propriété par le caractère de l'Etat, puis le caractère de l'Etat par « la notion même et l'essence de la propriété ». On explique la différence entre l'accumulation capitaliste et l'accumulation socialiste exclusivement par les privilèges, et on termine par cette grandiose tautologie : « le capitalisme d'Etat assainit le capitalisme », tandis que « l'Etat socialiste... édifie le socialisme ». Ainsi se ferme parfaitement le cercle de la pétition de principe... Ce genre de logique était jusqu'à maintenant réservé aux théologiens pour démontrer l'unité de Dieu dans sa trinité. L'apparition soudaine du « capitalisme d'Etat » dans la dictature du prolétariat ne le cède en rien quant à la profondeur du mystère, à l'immaculée Conception.

Les *salto mortale* de la pensée de Djilas, s'ils ne peuvent donner une base matérielle à la théorie du capitalisme d'Etat (3), n'en possèdent pas moins eux-mêmes une « base matérielle » fort solide. C'est que Djilas ne doit pas seulement prouver que l'U.R.S.S. est un capitalisme d'Etat ; il doit encore prouver que la Yougoslavie n'en est pas un ! Pour son malheur, c'est en effet la fraction *kominformiste* du P.C.Y. qui avait défini ainsi la nature sociale de la Yougoslavie, combattu en ce'a par des arguments non sans valeur, surtout par Kidric (voir son rapport au V^e Congrès du P.C.Y. et ses articles dans le n° 2, année 1947, de la revue théorique du P.C.Y. « *Communist* »). C'est pourquoi Djilas est obligé, en dernière analyse, de ramener toute la question à la tendance au dépérissement de l'Etat qui pour lui démontre si l'Etat est ouvrier ou capitaliste (4). Encore ce dépérissement devrait-il commencer d'abord sur le plan économique. C'est ce qui

(3) En Yougoslavie, entre 1945 et 1949, les tendances bureaucratiques étaient assez fortes et n'avaient nullement tendance à dépérir, de l'avis même de Djilas. Pourquoi la Yougoslavie n'était-elle pas un « capitalisme d'Etat » à ce moment ? Parce que la première étape, l'étape où la propriété étatique est nécessaire et progressive, n'était point encore terminée, répond Djilas. Mais quel critère objectif fixe la fin de cette première étape ? Mystère...

(4) Remarquons en passant que Djilas conçoit tranquillement qu'un même appareil d'Etat peut changer de nature sociale du simple fait de sa « tendance d'évolution ». Que le passage du « socialisme » (en réalité de l'Etat ouvrier) au capitalisme (d'Etat) signifie une contre-révolution sociale et nécessite un bouleversement complet de la structure étatique comme du mode de production, voilà ce qu'il ne paraît point soupçonner.

lui permet de baser la différence entre la nature sociale de l'U.R.S.S. et la Yougoslavie exclusivement sur la loi des Conseils ouvriers introduite en mars 1950 en Yougoslavie.

Le dépérissement de l'Etat

Pour que l'Etat puisse dépérir sur le plan économique, il faut :

1. « Les conditions... déjà réalisées dans plusieurs pays capitalistes les plus avancés, puis l'éducation et la formation de la discipline de millions d'ouvriers par l'appareil (de production) socialisé... Avec de telles conditions économiques, on peut fort bien, après avoir renversé les capitalistes et les fonctionnaires, les remplacer... en ce qui concerne le recensement du travail et des produits par les ouvriers armés, par le peuple armé tout entier. » (*L'Etat et la Révolution*, Œuvres Choiesies, II, p. 245). De telles conditions n'existaient en U.R.S.S. ni en 1917 ni en 1927, et ne commencent à exister qu'aujourd'hui. Elles sont loin d'exister en Yougoslavie.

2. La disparition des tendances à l'accumulation primitive, c'est-à-dire un degré de développement des forces productives qui fait jouer l'automatisme économique en faveur de la stabilisation de la propriété collective et du plan, et non pas en faveur de la désorganisation et de l'anarchie. Pareil degré n'est aujourd'hui pas encore atteint en U.R.S.S. sans parler de la Yougoslavie, et ne sera vraisemblablement atteint dans aucun Etat ouvrier avant la victoire mondiale du socialisme. « Chez nous, dit Lénine, l'origine économique du bureaucratisme... c'est l'isolement, l'éparpillement des petits producteurs, leur misère, leur inculture, l'absence de routes, l'analphabétisme, l'absence d'échanges entre l'agriculture et l'industrie, le manque de liaison, d'action réciproque entre elles. » (*Sur l'impôt en nature*, Œuvres choisies II, p. 873). Il en est ainsi également en Yougoslavie, ainsi que dans tout pays arriéré après la victoire du prolétariat. Cela signifie que longtemps après que le dépérissement de l'Etat aura commencé sur le plan de la répression, de la justice, de l'enseignement, etc..., l'Etat continuera à exercer son rôle régulateur sur le plan économique. Aujourd'hui encore, la propriété collective et la planification ne tiennent en U.R.S.S. que grâce à la contrainte étatique. Le degré actuel de développement des forces productives en U.R.S.S. ne « consolide » pas encore cette base économique, mais reproduit encore constamment les tendances à l'enrichissement individuel.

Le dépérissement de l'Etat, au sens véritable du terme, n'est possible qu'en l'absence de classes antagonistes dans la société. Ceci à son tour exige la disparition de l'opposition de la ville et de la campagne. L'affirmation des théoriciens stalinien que l'antagonisme entre la classe ouvrière et la paysannerie a disparu en U.R.S.S. est contredite par la réalité économique de tous les jours. En Yougoslavie, cet antagonisme entre le prolétariat et la paysannerie est d'autant plus réel que la propriété privée du sol existe toujours. Le début de famine de l'an passé a été marqué par une recrudescence féroce de la spéculation et de l'accumulation primitive parmi de nombreuses couches paysannes. Seule l'intervention de l'Etat a pu protéger dans une certaine mesure l'ouvrier de cette pression d'affameurs. Le caractère social de cet Etat s'est nettement révélé en l'occurrence, et tout révolutionnaire sincère ne peut qu'applaudir la violence nécessaire pour combattre les accapareurs. Mais ce n'était pas précisément une preuve d'un dépérissement de cet Etat.

Djilas reproduit un long passage de Lénine où celui-ci affirme que l'Etat ouvrier est un Etat « qui n'est déjà plus un Etat » au sens propre du terme. « Donc l'Etat ouvrier commence immédiatement à dépérir », conclut Djilas. Il aurait mieux valu qu'il lise avec plus d'attention tout le chapitre en question de *L'Etat et la Révolution*.

« Du moment que c'est la majorité du peuple qui réprime elle-même ses oppresseurs, point n'est plus besoin d'une force spéciale de répression. C'EST DANS CE SENS QUE L'ETAT COMMENCE A DEPERIR. » Voilà ce qu'écrit textuellement Lénine.

En d'autres termes, l'Etat doit effectivement « dépérir » non pas dans son action économique, mais dans le remplacement de l'armée permanente, d'une police constituée d'un corps de fonctionnaires complètement séparé du peuple. Or, sur ce plan, l'Etat yougoslave ne dépérit point ! Au contraire, Djilas est obligé de terminer son ouvrage consacré au dépérissement de l'Etat par un panégyrique de l'U.D.B.A., la police secrète yougoslave, « force spéciale de répression » entre toutes ! Nous ne doutons pas que cette U.D.B.A. a rendu de nombreux services dans la lutte contre la contre-révolution bourgeoise et contre les kominformistes. Néanmoins, son existence, comme celle de la Tcheka en Russie, n'est pas une preuve de la force, mais de la faiblesse de la révolution. Elle prouve que, dans les conditions historiques données, le prolétariat étant une trop petite fraction du peuple entier, l'exercice des forces de répression par « le peuple en armes » est encore impossible, et que des forces de répression détachées du peuple restent nécessaires. Seuls des moralistes petits-bourgeois peuvent trouver dans ce fait une « condamnation » des révolutions russe ou yougoslave. Mais nous avons tout de même le droit de dire dans ces conditions : de grâce, cessez de bavarder sur le dépérissement de l'Etat.

Il est clair que, dans la sphère économique, Djilas confond le développement

de la démocratie socialiste avec le dépérissement de l'Etat alors que la citation de Lénine qu'il reproduit lui-même rappelle pourtant que la démocratie n'est qu'une forme spécifique de l'Etat. La loi sur les Conseils ouvriers signifie que la gestion des usines se démocratise. Au lieu d'être exercée par des fonctionnaires nommés, elle commence à être exercée par des délégués ouvriers élus, et même élus à tour de rôle. C'est un important pas en avant, auquel nous applaudissons de tout cœur. Mais ces ouvriers continuent à exercer une fonction étatique. Sans le rôle régulateur de l'Etat, l'accumulation socialiste qui se fait en Yougoslavie, comme dans tout pays arriéré, en premier lieu aux frais de la paysannerie, serait irréalisable. Et si les communistes yougoslaves sont obligés aujourd'hui par la pression conjointe de l'impérialisme et de la paysannerie de relâcher quelque peu cette fonction étatique régulatrice, de libérer en partie les prix, de permettre dans une certaine mesure le « libre jeu des lois économiques », cela ne représente qu'une concession, sans doute inévitable dans les conditions présentes, aux forces de la classe ennemie. Il aurait été plus honnête de l'appeler ainsi, comme Lénine le fit au moment de la N.E.P., plutôt que de parler du « dépérissement de l'Etat sur le plan économique » (5).

Les « lois du capitalisme monopoléur » en U.R.S.S.

Nous voyons donc que Djilas est incapable de prouver l'existence d'un « capitalisme d'Etat » en U.R.S.S. sur la base de ses références à la théorie marxiste de l'Etat et de la propriété. Une seule affirmation reste à réfuter, affirmation lourde de sens, il est vrai, mais pour laquelle Djilas, une fois de plus, n'apporte aucune preuve : l'affirmation selon laquelle en U.R.S.S. « les lois du capitalisme monopoléur... sévissent avec toute leur rigueur brutale » (p. 23).

Les catégories économiques valeur, marchandise, argent, rente, etc., apparaissent-elles de façon « imprévue » en U.R.S.S. et cela démontre-t-il que nous avons à faire avec une économie capitaliste ? Ces catégories s'appliquent à l'économie soviétique comme elles s'appliquent à toute économie de transition entre le capitalisme et le socialisme. Ces « catégories » ne peuvent pas être « abolies » : elles dépérissent au fur et à mesure que s'instaure, à un très haut niveau de développement des forces productives, une économie pour le besoin, une production exclusive de valeurs d'usage, en dehors de tout antagonisme social. Leur « dépérissement » accompagne celui des classes et de l'Etat. Djilas ignore-t-il le fameux passage d'Engels dans la « Question du logement » qui dit qu'après « la prise de possession effective par le peuple travailleur de tous les instruments de travail... la suppression de la propriété foncière n'implique pas la suppression de la rente foncière, mais sa remise à la société, sous une forme modifiée il est vrai » ? La « lutte pour la rente foncière absolue » en U.R.S.S., à laquelle Djilas se réfère (p. 26), n'a-t-elle pas lieu également en Yougoslavie ? Que signifieraient autrement les livraisons forcées de produits agricoles ?

Engels ajoute, il est vrai, que la rente foncière s'appliquerait dans la société de transition sous une forme modifiée. Il en est de même pour toutes les autres catégories économiques énumérées par Djilas. La loi de la valeur s'applique encore en U.R.S.S. mais pas sous sa forme capitaliste. Sous le capitalisme, les marchandises ne s'échangent pas proportionnellement au « temps de travail socialement nécessaire pour les produire » mais proportionnellement à la fraction du capital social total mis en mouvement lors de leur production (loi de la péréquation du taux de profit). En U.R.S.S., la loi de la valeur, loin d'être régie par le profit, voit son jeu modifié par la pression consciente du plan. L'argent qui, sous le capitalisme, est à la fois moyen d'échange, mesure de la valeur et capital potentiel — moyen d'obtenir un revenu appelé intérêt — a dans une très large mesure

(5) Certaines mesures que les Yougoslaves désignent aujourd'hui sous le terme de « dépérissement de l'Etat » ont été introduites en Russie autour de 1936 et représentent, du point de vue de la planification socialiste, un recul manifeste, même si elles étaient inévitables et nécessaires pour obtenir une augmentation immédiate du rendement. Cela est vrai pour l'autonomie plus grande de l'industrie locale, la rentabilité séparée et autonome de chaque entreprise, etc. Le communiste yougoslave Zarko Stilinovic explique d'ailleurs de la façon suivante l'origine de la récente « libération des prix » :

« Ces modifications des prix étrangers nous obligent à des rajustements des prix intérieurs. Actuellement, les prix d'articles que nous importons (coton, laine, papier par exemple) ont augmenté bien plus que ceux que nous exportons (plomb, cuivre, etc.). L'expérience a démontré d'autre part, que les prix uniques planifiés ne pouvaient être maintenus, sous la pression des paysans propriétaires privés, étant donné nos possibilités de production d'articles industriels de large consommation ».

(Vjestnik, 30 avril 1951).

L'expérience a surtout démontré que les mesures, présentées comme « dépérissement de l'Etat dans la sphère économique » sont le produit de la pression de l'ennemi de classe, comme elle démontre en passant que la construction du socialisme dans un seul pays est une utopie petite-bourgeoise.

perdu cette dernière fonction en U.R.S.S. Les prix qui, dans le capitalisme, oscillent autour de la valeur par le jeu des lois aveugles du marché deviennent en U.R.S.S. des instruments de l'accumulation sans perdre leur racine dans la loi de la valeur.

L'économie capitaliste est une économie basée sur le profit. La recherche du profit est le moteur unique de toute la vie économique. L'accumulation du capital est régie par les lois découlant de cette recherche du profit. La loi de la baisse tendancielle du taux moyen de profit est par excellence la loi de développement de l'économie capitaliste. C'est elle qui a déterminé fondamentalement le passage de l'économie de la libre concurrence au capitalisme monopoleur. C'est elle qui explique le mouvement des capitaux dans tous les pays capitalistes vers les secteurs où une formidable masse de capitaux accumulés ne pèse pas de tout son poids sur le taux de profit. C'est elle qui explique pourquoi, aussi bien en Allemagne nazie qu'aux U.S.A., le développement de l'industrie de l'acier fut pendant la dernière guerre très inférieur au développement moyen de l'industrie en général, malgré les besoins pressants de l'industrie de guerre.

En U.R.S.S., cette loi typique du capitalisme monopoleur ne joue nullement. L'accumulation des capitaux, régie par le plan, ne va pas des secteurs de base aux secteurs périphériques comme dans tous les pays capitalistes contemporains (6) mais au contraire de la périphérie aux secteurs de base. Le rythme de développement de l'industrie lourde reste prédominant et n'a nullement tendance à ralentir.

C'est parce que l'économie du capitalisme monopoleur est une économie régie par le profit que depuis plusieurs décades elle est caractérisée par la non-application de milliers d'inventions et d'améliorations techniques qui risqueraient de dévaloriser d'énormes masses de capitaux dans certains secteurs monopolisés. Cette loi a joué sans limites, pour l'Allemagne nazie comme pour les U.S.A., malgré les besoins des industries d'armements (7). Djilas pourrait-il en donner un seul exemple pour l'économie soviétique ?

L'exportation des capitaux de l'époque impérialiste est la conséquence directe de la baisse du taux moyen de profit dans les pays métropolitains industrialisés. On voit immédiatement combien il serait absurde de parler d'un phénomène identique au sujet de l'économie de l'U.R.S.S., nullement régie par le profit. En fait, le seul exemple d'exportation de capitaux que Djilas peut trouver relativement à l'U.R.S.S. a, comme il l'indique lui-même, un caractère plutôt douteux (p. 52) : la saisie de la propriété allemande et japonaise dans les pays ex-ennemis de l'U.R.S.S. (Hongrie, Roumanie, Bulgarie, zone d'occupation autrichienne, Mandchourie occupée au lendemain de la guerre) et la saisie de nombreuses usines et de matériel de transport en Allemagne orientale. En réalité, le reproche que Popovitch adressait à juste titre à la bureaucratie soviétique, dans sa brochure sur « Les relations économiques entre les Etats socialistes », n'était pas que l'U.R.S.S. exporte des capitaux vers les pays du glacis, mais au contraire qu'elle ne le faisait pas ! Ayant besoin d'outillage industriel et agricole, ces pays seraient très contents de le recevoir de l'U.R.S.S., et s'ils se plaignent, c'est qu'au lieu d'exporter des capitaux chez eux, la bureaucratie soviétique pille leur propre outillage industriel.

A tous ces arguments qui prouvent qu'aucune des lois de développement du capitalisme monopoleur ne s'applique en U.R.S.S., on répond quelquefois que l'U.R.S.S. représente un pays « capitaliste » d'un type spécial dans le monde d'aujourd'hui : pays qui en est encore à son « accumulation primitive », c'est-à-dire qui serait « sous-capitalisé », alors que les autres pays impérialistes souffrent d'une pléthore de capitaux. Cette réponse est basée sur la confusion grossière entre la masse physique du capital et sa valeur ou, si l'on veut, entre les valeurs d'usage et les valeurs d'échange. La « surcapitalisation » des U.S.A. ne réside nullement dans le fait qu'il y a trop de machines, d'automobiles, de marchandises, du point de vue de la possibilité physique de consommation aux U.S.A. Au contraire, aujourd'hui encore des millions d'Américains disposent d'un revenu inférieur au minimum vital le plus modeste. La « pléthore de capitaux » signifie seulement que, du point de vue des investissements rapportant le taux moyen de profit, ces capitaux sont de trop et cherchent un refuge profitable ailleurs. Si l'U.R.S.S. devait demain un pays capitaliste normalement encadré dans l'économie capitaliste mondiale, avec ses forces productives développées au point où elles le sont actuellement, la prétendue « sous-capitalisation » de l'U.R.S.S. sur le plan des valeurs d'usage (manque physique de machines, de matières premières, de produits finis par tête d'habitant) n'empêcherait nullement les capitaux russes d'inonder la Chine, où pourrait être obtenu un taux de profit supérieur à celui réalisable en Russie même.

En réalité, la possibilité même de construire la formidable puissance industrielle acquise en U.R.S.S. depuis 25 ans, en dehors de la pression des capitaux

(6) C'est ce qui explique qu'aucun pays capitaliste retardataire n'a pu construire une importante industrie lourde, bien que quelques-uns (comme l'Argentine, les Indes, la Chine) aient une industrie de transformation fortement développée.

(7) Le développement de l'essence synthétique de l'Allemagne et du caoutchouc synthétique des U.S.A. fut fortement limité jusqu'en 1940 par l'accord conclu en 1926 entre le trust I.G. Farben et le trust Standard Oil (Wendell Berge : Cartels, Challenge to a Free World 1944, p. 210-212.)

accumulés sur le marché capitaliste, montre que nous n'avons pas à faire avec une économie capitaliste, car aucune économie capitaliste ne peut se soustraire à la pression de ces capitaux. Le monopole du commerce extérieur, irréalisable par un pays capitaliste quelconque, voilà une des principales conquêtes de la Révolution d'Octobre qui subsiste encore aujourd'hui en U.R.S.S., à l'abri de laquelle la planification peut se développer, et l'U.R.S.S. est protégée des lois de développement du capitalisme monopoleur qui jouent sur le marché mondial.

Parce que l'économie capitaliste est une économie pour le profit, les contradictions inhérentes au capitalisme — en premier lieu la disproportion obligatoire entre les différents secteurs de la production — provoquent périodiquement des interruptions brusques dans la réalisation de ce profit qui est la raison d'être du capitalisme. Le mouvement de l'économie capitaliste possède de ce fait le caractère spasmodique et cyclique qui lui est propre, passant de périodes de stagnation et de crises à de brusques périodes d'essor et de haute conjoncture. Ce mouvement particulier du capitalisme est valable sur tout le marché mondial, pour tous les pays capitalistes. Aucun de ces pays ne put se soustraire aux effets de la grande crise 1929-33. La crise de 1937-38 fut ressentie par chaque pays capitaliste, y compris l'Allemagne nazie. Le recul de l'économie américaine en 1949-50 provoqua des mouvements analogues, d'intensité diverse, dans tous les pays capitalistes. Par contre, l'économie soviétique ne suit en aucune façon cette courbe cyclique de la production capitaliste mondiale. Comme par hasard, les périodes de crise capitaliste mondiale étaient précisément pour elle des périodes d'essor des plus remarquables. Il ne s'agit pas de rechercher, comme le fait Djilas, le « chômage voilé » en U.R.S.S. (p. 28). Il s'agit de savoir si l'économie soviétique connaît le mouvement cyclique du capitalisme dominé par les oscillations du taux moyen de profit (8). La réponse est évidente.

Nous aurions donc à faire en U.R.S.S. avec une économie « capitaliste » des plus particulières : ce n'est pas une économie pour le profit ; ce n'est pas une économie intégrée dans le marché mondial capitaliste ; ce n'est pas une économie qui connaît le mouvement cyclique du capital ; c'est une économie qui n'est régie par aucune des lois de développement du capitalisme. Et, par surcroît, c'est une économie sans classe capitaliste, une économie née au contraire de la destruction violente de cette classe et des couches paysannes qui montraient une tendance à vouloir devenir des capitalistes ! Vraiment, il ne subsiste pas grand-chose pour justifier la désignation de cette économie comme « capitaliste ».

Restent les différences énormes de rétribution entre ouvriers et bureaucrates. Mais ces différences dans la sphère de la distribution ne permettent nullement de dire que la production est de nature capitaliste. Reste une politique extérieure de pillage du glacis, d'attaques contre-révolutionnaires contre la Yougoslavie prolétarienne. Mais le pillage et la politique contre-révolutionnaire ne suffisent pas à démontrer « la rigueur brutale des lois du capitalisme monopoleur ». Prouvent-ils du moins que l'U.R.S.S. n'est pas un pays socialiste ? Mais qui a jamais posé cette affirmation absurde en dehors des théoriciens et agitateurs staliniens qui, eux-mêmes, n'y croient qu'à moitié ?

Les véritables contradictions de l'économie de l'U.R.S.S.

Recherchant en vain des « contradictions capitalistes » dans la société soviétique, Djilas passe à côté des véritables contradictions de l'économie de l'U.R.S.S. De ce fait, il se montre incapable de mettre le doigt sur les véritables méfaits de la bureaucratie. Comme toute société de transition entre le capitalisme et le socialisme, la société russe « doit forcément réunir en elle des traits et particularités de ces deux formes de l'économie sociale ». (Lénine, « L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat », Œuvres Choieses II, p. 634). En son sein, comme le disait Lénine, les forces du capitalisme et celles du socialisme sont engagées dans une lutte constante pour la suprématie. Du temps de Lénine et jusqu'à l'époque de la collectivisation forcée de l'agriculture, cette lutte se produisit essentiellement entre deux modes de production fondamentalement antagonistes : la petite production marchande de millions d'entreprises paysannes et la production de la grande industrie, propriété collectivisée. Cette lutte est aujourd'hui décidée en faveur du mode de production non-capitaliste. Ceci ne signifie cependant point qu'il n'y a plus de survivances capitalistes en U.R.S.S., bien au contraire. La lutte s'est simplement déplacée vers une autre sphère, celle de la distribution. Ce sont les privilèges dans la sphère de la distribution que la bureaucratie défend avec une remarquable ferocité contre le prolétariat. Ces privilèges, dont nous avons esquissé plus haut l'origine historique, donnent un caractère capitaliste, bourgeois, aux normes de distribution soviétiques. Il n'y a là encore rien d'étonnant. Le fait avait été prévu, et par Marx dans son passage célèbre de la Critique du Programme de Gotha, et par Engels, sous une forme encore plus générale, quand il écrivit dans l'Anti-Dühring :

(8) Naturellement l'économie soviétique connaît également des crises, comme toute l'économie non-capitaliste, mais ce sont des crises d'une autre nature que les crises capitalistes : crise de la qualité des marchandises, de la productivité du travail, du rendement, etc..

« Chaque nouveau mode de production ou forme d'échange est au début entravé non seulement par les vieilles formes et les institutions politiques qui leur correspondent, mais également par le vieux mode de répartition. Il est obligé de se battre dans une longue lutte pour obtenir le mode de répartition qui lui correspond. »

Là où il y a quelque chose de nouveau, imprévu par nos maîtres, c'est que ces *normes de répartition bourgeoise* ne tendent pas à disparaître avec le développement prodigieux des forces productives que connaît l'U.R.S.S., mais se renforcent au contraire constamment, accentuant sans cesse l'inégalité sociale. C'est le produit du fait que l'Etat protège et développe les privilèges de la bureaucratie qui exerce le pouvoir politique sur la base du mode de production non-capitaliste donné (propriété collective des moyens de production, planification, monopole du commerce extérieur, etc.). De ce fait, l'évolution qui, normalement, aurait dû être une évolution plus ou moins rectiligne dans le sens socialiste devient une évolution contradictoire. Les forces productives réclament de plus en plus l'égalité, la gestion démocratique, l'adaptation du plan aux besoins des masses. La gestion bureaucratique qui s'y oppose est le frein principal sur la voie du développement socialiste. Ce frein doit être éliminé par une révolution politique — politique et non pas sociale parce qu'elle ne modifiera ni le mode de production ni le régime de la propriété, mais au contraire assurera pour la première fois leur plein épanouissement.

En assurant d'énormes privilèges, la bureaucratie ne limite nullement son action néfaste à la seule sphère de la distribution. Les normes de distribution surannées, rétrogrades, réagissent à leur tour sur la production et y introduisent de multiples éléments de désorganisation, y tendent constamment à faire éclater la planification. Pour défendre ses monstrueuses privilèges, la bureaucratie est obligée d'exclure le prolétariat de toute participation à la gestion des entreprises et d'y introduire un régime de terreur et de délation. De ce fait le seul contrôle efficace, celui des masses, est éliminé de la planification. Pour combattre l'irresponsabilité du bureaucrate individuel, la bureaucratie est obligée de retourner au contrôle de la rentabilité pure et simple (9). Mais cette rentabilité introduit inévitablement dans l'économie soviétique les rapports bilatéraux et contractuels entre trusts, la tendance à la renaissance d'un marché de moyens de production et le développement de marchés parallèles pour réaliser des objectifs irresponsablement posés par le plan. En même temps se développent, aux échelons inférieurs, par réaction aux revenus réels trop bas, le vol, la migration des travailleurs et le gaspillage sur une vaste échelle. Voilà où se manifeste toute l'action économique pernicieuse de la bureaucratie ! Cette critique de la bureaucratie est la seule efficace, car elle ne lui attribue ni le Dnjeprostroï ni la mécanisation de l'agriculture, mais seulement la gabegie, l'arbitraire et la violence odieuse, parce qu'inutile et désorganisatrice de la marche vers le socialisme.

Djilas (p. 31) ne voit pas quelle différence il y a « en ce qui concerne la masse et le caractère de la plus-value appropriée, entre le directeur général d'un trust capitaliste d'une part et les propriétaires formels d'autre part. » « D'ordinaire, il n'y en a pas, ajoute-t-il, et lorsqu'il y en a, elle est parfois au détriment des propriétaires formels. » Le tout est de savoir ce qu'on appelle les « propriétaires formels ». Il est vrai que des centaines de milliers de petits actionnaires possèdent infiniment moins de pouvoir et de revenus que les directeurs des trusts géants. Mais les quelques grands actionnaires qui contrôlent ces trusts, grâce à la masse de leurs actions, peuvent se débarrasser des directeurs quand ils le jugent utile, ce qui d'ailleurs arrive fort souvent. Ce n'est pas par hasard que tout directeur d'une grande entreprise capitaliste aspire avant tout à devenir à son tour actionnaire et co-propriétaire. Seule la propriété peut stabiliser sa position. La position du bureaucrate soviétique individuel n'est pas plus stable que celle de son collègue, le directeur américain. Il peut perdre ses privilèges, liés uniquement à sa fonction, à la moindre inattention et s'en aller rejoindre les « directeurs » soviétiques qui remplissent par milliers les camps de travail en Sibérie. C'est pourquoi il cherche par tous les moyens à assurer ses privilèges pour lui et pour sa famille. Cela exige le pouvoir de disposer librement des moyens de production en dehors de ce qui apparaît pour lui de plus en plus comme la tyrannie du plan. Parce que l'Etat s'oppose à cette tendance et reste de ce fait un Etat ouvrier malgré ses déformations bureaucratiques monstrueuses, il n'y a pas eu jusqu'à nos jours un rétablissement de la propriété privée des moyens de produc-

(9) C'est après le deuxième plan quinquennal qu'eut lieu cette réforme importante de l'économie russe. Le spécialiste soviétique des questions financières, Boqolepov, explique que la comptabilité individuelle de chaque usine se trouve à la base du plan : « Les entreprises, propriétés de l'Etat, sont gérées comme des entreprises juridiquement indépendantes. Chaque entreprise reçoit de l'Etat, pour son usage exclusif, de l'équipement et du capital (argent). Elle opère ensuite indépendamment, avec sa propre comptabilité financière, un compte en banque à elle, des crédits qui lui sont ouverts, et finalement avec le droit de réaliser un certain profit ». (The Soviet Financial System, 1945, p. 8, 9)

tion, qui se trouve dans la logique des aspirations et tendances de chaque bureaucrate individuel (10).

La forme du surplus produit par toute société, et la forme de son appropriation, c'est ce qui détermine les rapports de production : cette pensée profonde que Marx note en passant dans le troisième volume du *Capital*, en terminant l'analyse ardue de la rente foncière, est reprise par Djilas (p. 20). Il n'en soupçonne pas la portée ; elle détruit de fond en comble sa théorie du capitalisme d'Etat. Car quelle est donc la forme d'appropriation spécifique du capitalisme ? Et cette forme subsiste-t-elle encore en Union Soviétique ? Djilas aurait dû lire jusqu'au bout le passage du *Capital* dont il ne cite que le début. La suite de ce passage permet en effet de mieux comprendre que la dégénérescence monstrueuse de l'Etat ouvrier ne signifie nullement un changement qualificatif de l'infrastructure sociale. Marx écrit en effet :

« C'est toujours le rapport direct entre les propriétaires des conditions de production et les producteurs immédiats — rapport dont la forme correspond toujours et de façon naturelle à un stade déterminé dans le développement des modalités de travail et donc de sa productivité sociale — c'est toujours dans ce rapport que nous trouvons le secret intime, le fondement caché de tout l'édifice social, et par conséquent aussi de la forme politique revêtue par le rapport de souveraineté et de dépendance, en un mot de toute la forme spécifique de l'Etat. Cela n'empêche pas que la même base économique — la même, entendons-nous, quant aux conditions principales — peut, sous l'influence de diverses conditions empiriques, de données historiques agissant du dehors, conditions naturelles, différences de race, etc., présenter quant à sa manifestation des variations et des gradations infinies, dont la compréhension n'est possible que par l'analyse de ces circonstances empiriques données. »

(*Capital*, tome III, vol. 14 de l'édition Costes, p. 71-72 1946, Paris. C'est nous qui soulignons.)

On croirait ce texte rédigé spécialement pour s'appliquer à la « question russe », tant il éclaircit le problème ! L'économie russe, ce n'est plus le capitalisme, car ce ne sont plus des prolétaires et des propriétaires bourgeois privés des moyens de production qui se trouvent en face. La forme nouvelle du rapport entre production et accumulation (appropriation du surproduit) correspond à un stade nouveau dans le développement des modalités de travail, le stade de transition entre le capitalisme et le socialisme. Cette base économique principale présente, par suite de données historiques agissant du dehors (isolement de la révolution russe) et de conditions naturelles (l'état arriéré de l'ancienne Russie) une gradation vraiment « infinie » avec ce que serait la société de transition, disons, des U.S.A. ou de la Grande-Bretagne, et même avec ce qu'elle a été en Russie au lendemain de la révolution. Mais il reste toujours la même base économique quant aux conditions principales, aussi longtemps que les rapports de propriété caractérisant cette société n'ont pas été bouleversés.

Les tendances « nouvelles » du capitalisme

Toute théorie a sa logique. Obligé de rendre cohérente sa théorie du capitalisme d'Etat en l'appliquant au monde capitaliste, Djilas est amené à défigurer les tendances de développement du capitalisme après avoir défiguré celles de l'U.R.S.S.

Pour déterminer ce qu'il y a de « nouveau » dans le capitalisme d'aujourd'hui, par rapport à l'impérialisme tel que Lénine le décrit dans son ouvrage-clef, Djilas part d'une hypothèse de base non prouvée et en contradiction formelle avec les faits : « Le passage de la gestion de l'économie des mains du capitaliste individuel et du propriétaire légal et formel dans les mains des fonctionnaires... L'esprit combattif et entreprenant des capitalistes les quitte et passe à des fonctionnaires « stimulés », en lesquels... s'incarne le capital, ou pour mieux dire, la lutte pour la réalisation de la plus-value » (p. 17). C'est de là que découle pour lui le fait que « les mesures de capitalisme d'Etat ont pris des proportions énormes » dans les pays capitalistes.

La réalité — du moins dans les pays capitalistes typiques, comme les U.S.A., l'Allemagne, la Grande-Bretagne, le Japon, la France et l'Italie — est tout autre.

(10) En 1950 parut à Harvard University Press l'ouvrage d'un savant américain, Harold J. Berman : « Justice in Russia ». Cet ouvrage est d'un intérêt exceptionnel dans lequel, rapportant les conflits dont s'occupent les organes de juridiction soviétique, la nature contradictoire de l'économie soviétique apparaît mieux que jamais. Il existe un organisme spécial appelé Gosarbitrazh pour régler les procès intentés par les trusts et combinats soviétiques les uns aux autres (il y a eu 330.000 de ces procès en 1938 !), ou par l'Etat contre eux. Il apparaît que les trusts commencent à vendre des machines temporairement inutilisées ; qu'ils avaient essayé de vendre des usines entières ; après l'intervention de l'Etat contre ces agissements, ils déquaisaient ces ventes en locations ; qu'ils passaient des contrats fictifs pour obtenir des matières premières en dehors du plan ; qu'ils utilisaient de multiples détours pour ne pas obéir à la législation sur les prix, etc...

Toute l'histoire de la propriété capitaliste est en définitive l'histoire de la destruction de la propriété en faveur d'une partie toujours plus restreinte de la classe bourgeoise. C'est le sens même de la tendance fondamentale du capitalisme, celle de la concentration et de la centralisation du capital. Mais le caractère dialectique de cette tendance consiste en ce que cette destruction de la propriété privée de milliers de capitalistes petits et moyens se fait au profit de la propriété privée des monopoleurs. Les nationalisations bourgeoises, telles que celles qui ont eu lieu en Grande-Bretagne, France, Allemagne, etc., ne démontrent nullement une tendance de destruction de cette propriété privée des monopoleurs, au contraire elles tendent à la renforcer, en améliorant les conditions générales de production par l'élimination de secteurs déficitaires, etc. Voilà pourquoi l'affirmation de Djilas (p. 24), que les monopoles dans le capitalisme « ont aussi manifesté très puissamment... la tendance à liquider la propriété privée », tout court est tellement fausse !

Parce que le capitalisme monopoleur est basé sur la propriété privée des monopoleurs, il n'y a précisément pas dans le capitalisme de tendance à un monopole absolu et unique. Au contraire, comme Lénine le soulignait toujours « c'est justement cette connexion de deux principes contradictoires, la concurrence et le monopole, qui caractérise l'impérialisme, c'est justement elle qui prépare sa faillite » (Œuvres complètes, XX, p. 347). Toute l'histoire des monopoles aux U.S.A. comme ailleurs, est en même temps l'histoire de la suppression de la concurrence, et de sa reproduction dans la sphère des monopoles eux-mêmes, comme dans les sphères écrasées par ceux-ci.

Djilas a lu Bettelheim, mais de cette lecture il n'a tiré rien d'autre que la statistique peu convaincante sur « l'accroissement du nombre de fonctionnaires de 19,1 % en 1925... à 20,4 % en 1939 » et que la création des Hermann Goering Werke ! Rien sur la privatisation de nombreuses entreprises capitalistes par les nazis, après leur renflouement par l'Etat avec les deniers publics ! Rien sur les mesures de cartellisation obligatoire sous la haute protection de l'Etat ! Rien sur le fait que les « dirigeants de l'économie », investis de pouvoirs gouvernementaux, furent, sous les nazis, les monopoleurs les plus puissants dans chaque secteur industriel ! Il est triste de constater combien une théorie erronée rend incapable même la lecture objective d'un livre.

Quand l'Etat intervient de plus en plus dans l'économie capitaliste, il le fait pour renforcer la position, les pouvoirs, les profits et la propriété des capitalistes monopoleurs. Quand en U.R.S.S., l'Etat représente un « monopole économique unique », il ne le fait pas en stabilisant ou en augmentant, mais en ayant détruit la position, le pouvoir, la propriété et les profits des capitalistes monopoleurs. Dans les pays capitalistes, les monopoleurs, en tant que classe, se sont soumis l'Etat à un degré jamais connu dans le passé. Ils sont devenus eux-mêmes l'Etat, grâce à l'union personnelle croissante entre les hommes d'Etat, les généraux et les grands capitalistes (11). En U.R.S.S., au contraire, l'Etat a détruit les monopoleurs en tant que classe ; il représente exactement la négation dialectique de l'Etat capitaliste contemporain.

En partant de sa base erronée, Djilas en arrive ensuite à quelques-unes de ses idées « nouvelles » sur le capitalisme contemporain. « L'aide gratuite » offerte par les U.S.A. aux pays capitalistes moins développés lui paraît une « forme nouvelle » de l'expansion capitaliste (p. 43-45). D'après lui, « les monopoles (américains) sont hostiles à ce genre d'affaires » (p. 45) mais espèrent retrouver au bout de ce processus leurs superprofits. L'idée que ces monopoles connaissent une baisse de bénéfices est également implicite dans la remarque (p. 18) que les monopoleurs poussent de sincères clameurs contre les mesures fiscales « socialistes » des gouvernements américains et anglais qui leur enlèvent jusqu'à 90 % de leurs revenus ! Or, les bénéfices nets des « corporations » américaines après déduction des impôts, ont atteint après la deuxième guerre mondiale un niveau jamais connu dans le passé. Un tel « socialisme » est évidemment choyé par les monopoleurs !

Faut-il rappeler à Djilas que Kardelj, dans son rapport sur la situation internationale devant le Cinquième Congrès du P.C.Y., a très justement caractérisé ces « dons gratuits » comme étant le financement par les contribuables américains des exportations de l'industrie et l'agriculture américaines ? (« Le Cinquième Congrès du P.C.Y. », Le livre yougoslave, Paris 1949, p. 314-15.)

Qu'y a-t-il de « nouveau » dans tout cela ? Que l'Etat achète le surplus agricole et le stock dans les silos ; qu'il donne d'immenses commandes de travaux publics aux usines menacées d'arrêt de travail, ou qu'il passe des commandes d'armements, il s'agit toujours d'une même et seule fonction propre à l'Etat de l'époque de décadence capitaliste : garantir la continuité du profit capitaliste privé aux frais de la collectivité ! Mais bien sûr, cette véritable « tendance nouvelle », Djilas ne peut pas la mentionner, puisqu'elle ne confirme pas exactement sa théorie sur la similitude entre l'U.R.S.S. et les « tendances capitalistes d'Etat » des pays occidentaux !

Faut-il rappeler en outre à Djilas qu'il n'y a aucune différence pour un business-

(11) Le cas hypothétique de « capitalisme d'Etat » prévu par Engels dans l'Anti-Dühring est de même l'opposé de la situation en U.R.S.S., car les capitalistes continuent à y toucher le profit. Ce n'est que sa forme qui change, devenant rente en obligations d'Etat au lieu de dividendes d'actions individuelles. On peut même dire que, dans ce cas, il n'y a qu'une suppression formelle et fictive de la propriété privée, car celle-ci subsiste en tant que source de revenu d'une classe !

man entre un « don gratuit » et un « emprunt » non-rémoussé sur lequel on ne touche pas d'intérêt ? En ce sens, les U.S.A. ont déjà « donné gratuitement » des milliards de dollars à la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, l'Italie pendant et après la première guerre mondiale. D'ailleurs, comme Kardelj l'a dit justement au Cinquième Congrès du P.C.Y., l'impérialisme américain utilise en même temps ces « dons gratuits » pour obtenir un droit de regard et pratiquement un droit de contrôle sur toute l'économie, la politique des investissements, le commerce extérieur, et le domaine colonial des pays si « généreusement aidés ». Djilas oserait-il nier ces faits connus de tous et dont même les bourgeois européens se sont plaints ouvertement ? Pourquoi ces véritables faits nouveaux disparaissent-ils brusquement de l'analyse de Djilas ?

Passons sur de multiples contradictions que renferment les autres considérations de Djilas sur l'évolution du capitalisme et venons-en à la conclusion la plus importante. L'impérialisme américain peut se permettre de rechercher la voie de pénétration pacifique dans les colonies et métropoles de ses concurrents, par la seule force de ses marchandises bon marché et de la libre concurrence (p. 53). Les rapports entre métropoles et colonies d'autre part se « démocratisent » dans le sens bourgeois du terme (p. 50). Et, en face de cette évolution, comme toute progressive, se place l'U.R.S.S. qui « n'est pas en état de supporter une concurrence capitaliste normale » et est obligée de ce fait d'utiliser les « vieilles » méthodes de conquête et de colonialisme « par les armes » (p. 53).

N'est-ce pas tout simplement monstrueux ? Il y a un an encore, à la veille de la guerre de Corée, les dirigeants du P.C.Y. et leur presse ont des centaines de fois affirmé que la lutte révolutionnaire des peuples coloniaux, leurs insurrections armées, leurs guerres de libération nationale représentaient un des aspects prédominants de la réalité d'aujourd'hui. Tous ces mouvements se heurtent quotidiennement à la violence accrue et jamais égalée des armées impérialistes. Où et quand les impérialistes français ont-ils commis tant d'actions sauvages et barbares qu'en mai 1945 en Algérie, en 1947 à Madagascar, et depuis 5 ans au Vietnam ? Aujourd'hui tout cela disparaît complètement de l'analyse de Djilas, tout cela est rayé de la carte du monde d'un seul trait de plume et remplacé — ô honte ! — par la phrase sur la « démocratisation » (dans le sens bourgeois !) des rapports entre les colonies et les métropoles ! Que diront de cette nouvelle théorie de Djilas les millions d'Indonésiens, de Malais, de Malgaches et de Coréens dont les frères sont torturés, brûlés vifs, assassinés par l'impérialisme pour le seul crime de vouloir vivre libres et indépendants ?

Djilas feint d'ignorer que c'est précisément la richesse de l'impérialisme américain, son haut degré de développement des forces productrices qui font aujourd'hui de lui la puissance agressive par excellence de ce monde. Cette richesse s'oppose en effet au rétrécissement du marché mondial capitaliste, d'où ont été retirés non seulement l'U.R.S.S. et les pays de « démocratie nouvelle », mais encore la Chine, et d'où seront bientôt retirés toute une série d'autres pays coloniaux se libérant successivement. De même que l'Allemagne nazie, précisément à cause de son degré de développement des forces productives, étouffait dans ses frontières de Versailles et poussait inexorablement à la guerre, de même l'impérialisme américain étouffe aujourd'hui dans les limites de la « moitié du monde » qui lui reste ouverte. Il doit conquérir le monde entier pour ses capitaux et ses marchandises afin de pouvoir subsister. Mais pour que ses capitaux et ses marchandises puissent pénétrer à nouveau en U.R.S.S., en Europe orientale, en Chine, il faut y détruire le monopole du commerce extérieur, la propriété collective des moyens de production et la planification de l'économie, et cela est possible non par la « libre concurrence », mais seulement à coups de canon et de bombes atomiques. Voilà pourquoi l'impérialisme américain prépare la guerre, est obligé de la préparer, par les besoins inexorables de son économie ! Voilà ce qui se cache derrière les belles paroles de la « lutte contre l'agression soviétique ».

Djilas recherche ce qu'il y a de « nouveau » dans le monde capitaliste depuis 1935, mais il ne mentionne aucune des tendances vraiment nouvelles qui dévoilent le visage hideux du capitalisme en putréfaction. Rien sur le fait que les forces productives ne se développent plus globalement, qu'un développement dans un pays ou dans un secteur est payé par des destructions énormes dans d'autres secteurs, et qu'ainsi se vérifie la vieille prédiction de Marx, selon laquelle les forces productives se transformeraient en force de destruction si elles ne sont pas soumises à temps au contrôle conscient de l'homme ! Rien sur la tendance prédominante à l'autofinancement qui a rendu les trusts monopoleurs largement indépendants du capital financier et abouti à un rapport nouveau entre eux ! Rien sur le fait caractéristique déjà mentionné précédemment, de la « garantie étatique du profit capitaliste privé aux frais de la communauté » ! Rien sur le fait que l'économie de guerre et de réarmement devient de plus en plus la forme « normale » de la haute conjoncture capitaliste ! Rien sur le fait que la tendance à l'appauvrissement relative des prolétaires est devenue depuis longtemps une tendance à leur appauvrissement absolu, non seulement dans des pays arriérés mais même dans des pays jadis industriellement les plus avancés comme le Japon, l'Allemagne et même la Grande-Bretagne ! Et rien surtout sur cette contradiction essentielle du capitalisme contemporain, à savoir que les masses sentent instinctivement cette faillite éclatante de « l'ordre » bourgeois ; que de brusques crises économiques et politiques les poussent toujours à nouveau sur la voie de la lutte révolutionnaire ; que ces luttes sont devenues des phénomènes normaux non seulement dans des pays

arriérés, mais même dans des pays avancés comme l'Allemagne, la France, l'Italie, la Belgique (et bientôt la Grande-Bretagne) où elle réapparaissait périodiquement, et que la poussée instinctive des masses pour saisir les usines et le pouvoir représente la réalité politique dominante de laquelle doit partir toute tendance du mouvement ouvrier qui n'est pas une tendance rétrograde et conservatrice.

Que signifie dans ces conditions la nécessité du « changement de programme, de tactique, de stratégie » du mouvement ouvrier dont Djilas parle (p. 50) alors que, pour la première fois, se développe une situation mondiale qui correspond aux prémisses objectives de la stratégie des premiers Congrès de l'I.C. ? Que signifie surtout cette étrange remarque sur « le chaos, la méfiance et l'apathie dans l'activité quotidienne du prolétariat sur notre globe » (p. 4) alors que jamais auparavant tant de millions de prolétaires n'ont été en lutte ouverte, révolutionnaire, quotidienne, avec le capitalisme décadent ? (12)

La révolution yougoslave et la théorie du capitalisme d'Etat

Djilas était parti à la découverte de l'essence des choses derrière les phénomènes apparents. Hélas, jamais un théoricien n'a été davantage aveuglé par l'apparence des phénomènes et ainsi rendu inapte à saisir ce qui est fondamental, essentiel dans le monde d'aujourd'hui !

L'origine théorique de cette incapacité réside dans le caractère pragmatique de sa pensée. Il ne cherche pas à découvrir la vérité objective mais, tout comme la pensée des stalinien qu'il bafoue pour cette raison à juste titre, sa pensée tend à justifier les tournants « pratiques » de la politique extérieure yougoslave (13). Ce pragmatisme s'explique d'autre part par le fait qu'en rompant avec le stalinisme et en cherchant — au début de façon sincère et « désintéressée », sous le choc qu'avait produit chez eux la brusque révélation de la nature contre-révolutionnaire du stalinisme — une explication matérialiste du phénomène de la bureaucratie soviétique, les dirigeants du P.C.Y. n'ont jamais assimilé théoriquement les enseignements de la révolution permanente dont ils ont pourtant appliqué en pratique quelques commandements essentiels. Cette incompréhension théorique a réagi à son tour sur leur pratique et l'a fait dévier dans un sens opportuniste.

L'origine sociale de cette incompréhension est cependant ailleurs. La théorie du capitalisme d'Etat de Djilas est à la révolution yougoslave ce que la théorie du « socialisme dans un seul pays » a été à la révolution russe : la tentative de justification idéologique d'un *repli conservateur* des dirigeants d'une révolution victorieuse. Comme pour certaines couches dirigeantes du parti bolchevik à partir de 1923, la défense de cette révolution devient aujourd'hui pour les dirigeants yougoslaves un *but en soi*, abstraction faite des conséquences de certaines méthodes et tactique « de défense » pour le mouvement ouvrier international (... et pour la Yougoslavie). Il s'agit donc d'une *déviante nationaliste d'origine petite-bourgeoise*, pour laquelle, en Yougoslavie, la racine sociale doit être recherchée davantage dans l'ambiance paysanne et la pression impérialiste étrangère, que dans la force des tendances bureaucratiques combattues par le P.C.Y.

Toute l'histoire du mouvement ouvrier démontre qu'on ne peut défendre à la longue une conquête ouvrière sans l'étendre. Telle est la nécessité de la *permanence* de la révolution formulée sous sa forme la plus générale. Mais n'ont le droit de parler de l'extension des conquêtes que ceux qui se démontrent capables de

(12) Kardelj est allé plus loin et a dit que « nous vivons en fait dans une période de transition d'un système social à un autre, au cours de laquelle les facteurs économiques du nouveau système ont déjà remporté la victoire dans le monde » (« Questions actuelles du socialisme », n° 1, p. 84) en se référant au haut niveau des forces productives et aux mesures « capitalistes d'Etat » des pays capitalistes ! Il faut le renvoyer à la belle remarque de Lénine : « La proximité » de ce capitalisme par rapport au socialisme doit être pour les représentants véritables du prolétariat un argument en faveur de la proximité, de la facilité, de la possibilité de réalisation, de l'urgence de la *révolution socialiste*, et non point un argument pour tolérer la négation de cette révolution et les tentatives pour farder le capitalisme... et, ajouterons-nous, un argument pour découvrir une « nouvelle » stratégie pour le prolétariat ! (Œuvres choisies, II, p. 217 « L'Etat et la Révolution »).

(13) La logique interne de la théorie du capitalisme d'Etat amène la pratique quotidienne du P.C.Y. dans les questions internationales avec une rapidité étonnante sur des positions réformistes vulgaires. Le mouvement de Cucchi-Magnani en Italie, auquel ils ont donné un discret appui, s'est ouvertement prononcé pour la défense nationale contre « l'agression étrangère ». La presse yougoslave a dénoncé l'aide de la révolution chinoise aux partisans du Viet-Minh, alors que Mosha Pijade, dans sa brochure « La fable de l'aide soviétique à l'insurrection nationale Yougoslave » stigmatise la direction soviétique pour ne pas avoir apporté une telle aide aux partisans yougoslaves. Finalement, la revue yougoslave « Politique Mondiale » vient de déclarer dans son numéro du 6 juin (p. 11) que la « réforme du système électoral (en France) dont il est impossible de nier le caractère non-démocratique » « peut néanmoins (se) justifier par une raison assez convaincante (!), celle de l'aspiration commune (des partis de la majorité) à la défense de la démocratie »... (!)

défendre les conquêtes déjà existantes. L'attitude de la IV^e Internationale sur la question yougoslave a été, pour cette raison, parfaitement logique avec elle-même, dans les phases différentes par lesquelles elle a passé. Ce n'est pas par hasard que la IV^e Internationale a été la première tendance du mouvement ouvrier international — et pendant des mois, la seule ! — à venir en aide à la Yougoslavie prolétarienne assiégée par le Kremlin et son blocus infâme. Ce n'est pas par hasard que cette même IV^e Internationale a soumis à une critique implacable toutes les paroles et actions des dirigeants yougoslaves qui, à partir de la guerre de Corée, sont allées à l'encontre des intérêts de la révolution coloniale et, de ce fait à l'encontre également du regroupement révolutionnaire de l'avant-garde dans les pays métropolitains. C'est parce que le trotskysme s'efforce depuis 28 ans de subordonner à chaque tournant de la situation les intérêts particuliers de telle couche, de tel pays ou de tel parti aux *intérêts généraux* du prolétariat international, qu'il est « ce qui peut se concevoir de plus noir et de plus abominable dans les milieux moscovites officiels » (Djilas, *ibidem*, p. 9). N'est-il pas triste dans ces conditions de voir ceux qui, encore à leur V^e Congrès, désignaient les trotskystes d'« espions fascistes », caractériser aujourd'hui notre mouvement comme « se traînant sans cesse à la remorque de la politique extérieure soviétique » ? (Kardelj, p. 94).

Djilas déclare que la bureaucratie soviétique a tiré de son expérience yougoslave la conclusion que la révolution prolétarienne est, par sa nature même, incontrôlable et pour cela dangereuse pour le Kremlin. Nous pensons que cette compréhension est un des facteurs déterminants de la politique extérieure soviétique depuis de longues années. C'est pourquoi nous avons basé notre lutte contre le stalinisme sur l'extension internationale de la révolution, car c'est là le seul moyen pour que cette lutte cadre dans notre mission générale, qui est celle d'aider les masses à abattre le capitalisme en agonie. L'expérience propre de l'avant-garde communiste dans chaque pays l'amène chaque fois à nouveau à la même conclusion. Qu'il y ait une véritable démocratie intérieure dans le P.C.Y. ou non ; que le point de vue révolutionnaire puisse s'y exprimer ou qu'on le fasse taire administrativement (14), nous sommes sûrs de retrouver tôt ou tard les meilleurs communistes yougoslaves sur ces positions.

(14) L'Etat yougoslave a commencé à dépérir, mais pas encore suffisamment cependant pour autoriser la publication des œuvres de Trotsky, même aux frais de la IV^e Internationale. Quand Lénine et Trotsky étaient au pouvoir en Russie, ils n'empêchaient nullement, à notre connaissance, les communistes de gauche de défendre par la parole et les écrits, la théorie du capitalisme d'Etat. Il est vrai que leur Etat ne dépérissait nullement...

Alex STROMER

Le plan Schuman

et l'économie du réarmement

Le « Projet de traité sur la fondation d'une communauté européenne du charbon et de l'acier » (1) que le chancelier Adenauer a signé à Paris, rappelle une application particulière du jeu de pile ou face : pile, je gagne ; face, tu perds. Cette communauté des capitalistes européens doit *gagner* dans les périodes de bonne conjoncture économique, qui sont de plus en plus indissolublement liées aux périodes de réarmement ; et dans les périodes de crise et de surproduction, ce sont les consommateurs qui doivent encaisser les *pertes*, puisque les membres du cartel du charbon et de l'acier se réservent dans ces conditions la stabilisation des prix et des profits par un chapitre spécial du Plan Schuman.

La partie centrale du Plan est le Point 3 de ses « Buts Economiques » : « Maintenir de bas prix en tenant compte du profit normal des capitaux investis ». Le reste du traité démontre clairement que c'est bien là le véritable but de l'opération, et non pas le beau point 6 : « Amélioration des conditions de vie et de travail », ajouté dans un but purement désintéressé. Les « décisions en matière de politique sociale » sont en effet réservées explicitement aux *pays membres du Plan* (c'est-à-dire à leurs gouvernements), alors que la garantie du « profit normal » est une directive qui doit déterminer l'activité de la haute autorité supranationale. Il est vrai que le traité prévoit un seul cas, dans lequel cette Haute Autorité pourrait également intervenir — par de simples recommandations, et seulement après accord de la commission des ministres dans des cas importants — dans la politique sociale des pays membres, celui où un pays ferait de la concurrence « déloyale », en abaissant ses prix par suite d'une baisse excessive des salaires. Il est clair que, dans ce cas aussi, l'intervention de la Haute Autorité ne se ferait nullement dans l'intérêt des travailleurs, mais aurait seulement pour but d'éviter toute baisse des prix — excessive pour des profits « normaux » !

C'est pourquoi il faut d'avance condamner comme utopique toute position des syndicats réformistes du genre de la C.G.T. allemande prise dans les termes suivants : « L'utilisation en commun du marché européen a pour but d'accroître le bien-être des pays membres en augmentant le niveau de vie des travailleurs et en abaissant les prix à la consommation » (*Welt der Arbeit*, 30 mars 1951).

Deux plans, un seul but.

Le véritable but du Plan Schuman, c'est bien de garantir le profit normal dans toutes les conditions, c'est-à-dire également en temps de crise. C'est la base même du traité.

Pas un seul des « planificateurs » n'a eu l'ambition d'empêcher l'éclatement de crises économiques, grâce au Plan Schuman ; ils ont au contraire inclus l'éventualité de crises dans leur projet. C'est pourquoi on prévoit qu'au cas « d'une surproduction ou à la veille imminente de celle-ci » on fixerait des prix minima et on établirait des quotas de production et d'importation. Si la Haute Autorité n'agit pas elle-même dans de pareils cas, une décision unanime du conseil des ministres peut même l'obliger à agir. Le Plan Schuman prévoit donc l'application des mesures classiques de « lutte contre la crise » de la part de cartels capitalistes, et la seule innovation consiste à faire sanctionner officiellement par les Etats cette garantie cartelliste du « profit normal ». Dans la période de surproduction et de crise capitaliste, alors que le « salaire normal » s'effondre par

suite d'un chômage massif et de lock-out patronaux, alors que Dame Banqueroute assiege constamment les petits entrepreneurs, nous aurons maintenant du moins la satisfaction de savoir que, grâce au Plan Schuman, les barons du charbon et de l'acier de six pays européens conserveront, eux, leurs « profits normaux ».

Cette inclusion de l'éventualité d'une crise dans le Plan Schuman ne s'explique pas seulement par le souvenir des crises de 1929 et de 1938. Le premier projet du Plan avait été dressé en relation avec une étude de la « Section Acier » de l'E.C.A. qui prévoyait, au moment des signes précurseurs d'une crise de surproduction aux U.S.A., une surproduction d'acier de 8 millions de tonnes pour 1950 en Europe. C'est à ce moment que furent dressés les premiers plans du cartel monstre dans le but de sauver le profit au cours de cette crise.

Entre temps, grâce à Dieu, la guerre de Corée a rétabli la situation sur le front du profit. Le but essentiel en ce moment n'est plus la restriction de la production par l'utilisation des quotas et des prix minima. Grâce à la « solution » de la crise capitaliste menaçante par la course aux armements, nous sommes entrés maintenant dans une étape de « pénurie sérieuse ». Maintenant, il s'agit de fixer des « priorités de ravitaillement » et de décider la « répartition de la production de charbon et d'acier à l'industrie métallurgiste, aux exportateurs et aux autres consommateurs ». Sur la base de ces « priorités de ravitaillement », la Haute Autorité devrait établir des « programmes de production », comme le précise le point IV du projet. Il ne s'agit donc plus de régulariser la production et les prix, comme en période de crise, mais de régulariser le marché et l'approvisionnement en matières premières, pour que tous les participants du cartel puissent tirer le maximum de profit de la conjoncture favorable du réarmement.

Abandon de souveraineté au profit de qui ?

Le journal américain en Allemagne, la *Neue Zeitung* du 20 mars dernier, déclare triomphalement dans sa manchette que le Plan Schuman représente « un premier pas par delà l'égoïsme national » et qu'« en subordonnant leur industrie lourde à une autorité internationale et aux organes constitués pour la soutenir, les six nations contractantes (2) limitent leur souveraineté nationale dans d'importants domaines économiques ». Ce qui serait un premier pas vers la construction d'une Europe « nouvelle ». En regardant ce qu'il y a de nouveau dans cette Europe, on est tenté de répéter une fois de plus l'expression française bien connue : plus ça change, et plus c'est la même chose.

Au profit de qui les six nations contractantes abandonnent-elles une partie de leur souveraineté nationale ? Au profit d'une Haute Autorité nommée « sur la base de sa qualification générale » pour une période de six ans, et qui obtient le droit de disposer de toute la production de charbon et d'acier des pays en question. Ce pouvoir très vaste est limité seulement par un conseil consultatif comprenant de 30 membres au minimum à 51 membres au maximum, nommés par le conseil international des ministres après proposition d'un tiers des membres par les directions syndicales nationales, d'un deuxième tiers par les représentants du patronat de l'industrie du charbon et de l'acier, et du troisième tiers par l'organisation des consommateurs — des consommateurs du charbon et de l'acier, bien entendu, c'est-à-dire d'autres patrons ! Pareille « démocratie » donne exactement aux représentants ouvriers autant de pouvoir qu'aux petits actionnaires dans un trust puissant — à savoir le pouvoir d'accepter les rapports de la direction quotidienne ou de s'abstenir des réunions si ces rapports sont par trop déplaisants ! La Haute Autorité est censée faire ratifier ses décisions une fois par an par « l'Assemblée du Plan Schuman » composée de représentants des Parlements des pays membres (3). Cette Assemblée cependant ne peut exprimer sa méfiance envers la Haute Autorité qu'à la majorité des deux tiers et c'est seulement dans un telle éventualité que sa démission serait mise à l'ordre du jour.

Les six pays membres du Plan Schuman abandonnent donc une partie de leur souveraineté nationale en faveur d'une Haute Autorité pratiquement incontrôlée qui sera, de par toute la nature du projet, composée par des « capitalistes qualifiés » ou leurs agents directs.

La septième puissance.

Ne pas signer ce traité était impossible pour la délégation allemande parce qu'il « existe une septième force qui s'est efforcée... d'arriver à une solution posi-

(2) Allemagne, Belgique, France, Hollande, Italie, Luxembourg.

(3) Composée de 78 membres, à savoir : 18 Français, 18 Allemands, 18 Italiens, 10 Belges, 10 Hollandais, 4 Luxembourgeois. Les Allemands se considèrent lésés par cette composition. Ils disposent de 40 % du potentiel de production total des pays membres, et n'ont que 23 % des sièges dans l'Assemblée.

(1) Cet article est traduit de l'allemand. Toutes les citations du texte du plan Schuman se réfèrent au projet publié dans la *Neue Zeitung* du 21 mars 1951.

tive » (*Die Welt*, 13 avril 1951). L'hebdomadaire britannique *The Economist* a exprimé ce même fait sous une forme plus claire dans son numéro du 10 mars 1951 : « Il faut rappeler aux Allemands, au cas où ils voudraient transformer les négociations en un jeu de poker tiré en longueur, que l'Occident garde les principaux atouts en main. » Et plus net encore : « L'Amérique peut et doit utiliser comme moyen de pression le fait que les Allemands dépendent de son blé et de ses matières premières, pour en obtenir la signature du Plan Schuman... » Des cyniques pourraient peut-être ajouter que les Allemands ne peuvent pas se résigner à abandonner beaucoup de leur « souveraineté » parce que celle-ci représente pour eux une marchandise aussi rare que le blé et les matières premières...

Mais pourquoi la « septième puissance » est-elle à tel point intéressée à la conclusion du Plan Schuman ? Quelle est la signification réelle de ce Plan pour Washington ?

N'insistons pas ici sur les aspects de ce Plan particulièrement défavorable à l'Allemagne. La social-démocratie allemande les a attaqués à juste titre, tout en permettant une dangereuse confusion dans son argumentation entre les coups portés au prolétariat allemand et ceux portés aux bénéfices du patronat d'outre-Rhin. Il est un fait que les puissances impérialistes victorieuses de la deuxième guerre mondiale ne sont pas encore prêtes à abandonner tous les fruits de leur victoire — dont leur domination sur la Ruhr représente un des éléments les plus importants. C'est pourquoi, surtout sur l'insistance de l'impérialisme français, la Haute Autorité ne sera pas composée de représentants des six pays proportionnellement à la puissance de leur industrie lourde en capitaux et en capacité productrice, comme ce serait le cas dans un cartel « normal ». Mais ce qui est décisif pour nous, socialistes révolutionnaires d'Europe, c'est que le but actuel du Plan Schuman n'est rien d'autre que la « planification » capitaliste et la préparation la plus efficace possible d'une économie de guerre européenne. C'est là que réside l'intérêt spécial du Plan Schuman pour Washington.

C'est pourquoi le Plan Schuman ne représente pas, comme certains le pensent, un cartel de type exclusivement restrictif. Le Point III/2 du traité déclare explicitement : « Sont interdits en principe toutes les mesures, accords, etc., qui influenceraient, surtout au moyen de fixation de prix et de restriction de production et de vente, la concurrence normale à l'intérieur du marché commun. La Haute Autorité peut permettre des exceptions, qui favorisent la spécialisation ainsi que le règlement d'achats et de ventes en commun... ». Cela signifie qu'envers l'étranger (et, comme déjà dit auparavant, en cas de crise), la Haute Autorité agit comme un cartel. Elle peut ainsi apparaître comme un seul acheteur dans les pays extra-européens, afin d'empêcher que, par une concurrence mutuelle, les pays européens fassent monter le prix des matières premières dans des périodes de pénurie. De même, la Haute Autorité agit comme un vendeur collectif, afin de pouvoir imposer ses prix aux pays arriérés, coloniaux et semi-coloniaux. Mais à l'intérieur des six pays membres, il ne faut pas nuire à la « concurrence normale sur le marché commun ». Il ne s'agit pas là d'un trompe-l'œil pour induire en erreur le bon peuple des lecteurs, nous avons affaire à des besoins inhérents à l'utilisation maximum, sous les conditions du capitalisme, de l'appareil de production dans le cadre d'une économie de guerre.

Le Plan Schuman et la politique économique des Nazis.

Il est intéressant à ce sujet de comparer les deux phases distinctes de la politique nazie des cartels, expression des besoins différents d'une économie capitaliste dans les périodes de crise et de conjoncture de réarmement. Moins de six mois après l'arrivée au pouvoir des nazis, le 15 juillet 1933, le gouvernement allemand publia son premier statut des cartels qui indiquait nettement à quel point le nouveau régime était l'instrument des capitalistes monopoleurs. Ce statut donnait force de loi aux mesures de boycott prises par les cartels. Des « entrepreneurs irresponsables » pouvaient être éliminés par les cartels de la vie économique. Le décret précisait qu'irresponsables sont ceux qui « vendent au-dessous d'un prix justifié » (1), même s'ils n'avaient pas été préalablement liés par un accord sur la fixation des prix. Le cartel obtenait à partir de ce moment et indépendamment du caractère individuel de chaque cas, par avance la sanction de l'Etat pour toute mesure d'élimination par ses propres moyens d'un concurrent du marché ! Plus encore, sur avis du président du tribunal du cartel, l'Etat pouvait interdire à un tel « concurrent déloyal » l'exercice de toute activité industrielle ou commerciale. Pareil décret réalisait le plus beau rêve patronal du cartel forcé et éliminait tout danger de destruction du cartel par des non-participants. Le décret expliquait d'ailleurs en détail que l'Etat a le devoir d'éviter la fermeture d'usines dans les secteurs de l'industrie où la capacité productrice est très supérieure « aux possibilités de vente momentanées » et que cette cartellisation forcée représentait une étape pour absorber la crise. Les stipulations du Plan Schuman pour l'éventualité de la crise répètent point par point les prémisses et les solutions du décret nazi précité. Au lieu que ce soit l'Etat qui donne force de loi aux décisions d'un cartel « national », un décret international oblige six Etats à donner force de loi aux décisions d'un cartel international, dénommé Haute Autorité !

Mais dès qu'au cours des années 1936-37 le chômage se trouva résorbé en Allemagne nazie par l'accélération du réarmement, les cartels restrictifs ne correspondaient plus aux intérêts de la bourgeoisie allemande. Le passage à une période de grande conjoncture (de réarmement) plaça les besoins de la rationalisation au premier plan, afin d'empêcher que le progrès technique ne soit arrêté par la protection du profit garanti. Le 21 octobre 1938, le sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'économie nationale, le Dr. Rudolf Brinkman, prononça un discours programmatique dans lequel il déclara que les cartels restrictifs étaient nuisibles à l'économie dans cette étape. En fixant des quotas de production pour leurs membres, ces cartels risquaient d'obliger (dans les périodes de haute conjoncture) les membres qui possédaient les établissements les plus rationnels à travailler de façon irrationnelle. L'utilisation de toutes les sources de production existantes et l'élévation de la productivité exigeaient la cessation des cartels restrictifs.

Qui veut la fin doit également vouloir les moyens. L'économie de réarmement capitaliste pose aux auteurs du Plan Schuman les mêmes problèmes qu'elle posa aux dirigeants nazis de l'économie allemande, il y a 13 ans. Le rétablissement de la « libre concurrence » afin « d'utiliser à fond toutes les sources de production » et d'augmenter la productivité et la rationalisation — tels sont exactement les buts que le Plan Schuman prévoit à l'étape présente de l'économie européenne. Nous ne voulons pas dire qu'il n'y a pas de différence entre la démocratie bourgeoise et le fascisme. Mais les problèmes économiques posés par le capitalisme décadent restent foncièrement les mêmes, sous la démocratie comme sous le fascisme. Les mesures prises par les nazis sous le signe du réarmement sont prises aujourd'hui par la Haute Autorité sous le même signe.

L'avenir du Plan Schuman.

Mais peut-être y a-t-il quand même quelque chose de progressif dans toutes ces stipulations ? En « réglant les prix » pourrait-on quand même arrêter quelque peu cette folle concurrence qui implique la destruction de milliers d'existences ; en fixant ces mêmes prix à un niveau aussi bas que possible, comme le projet de traité le réclame, pourrait-on quand même assurer une certaine stabilité et une certaine sécurité, et avant tout : pourquoi penser à ces points, puisqu'aujourd'hui il n'y a pas de crise, mais le « plein emploi » et la conjoncture (fût-ce celle du réarmement) ?

Commençons par cette dernière objection. Il ne s'agit nullement d'une « solution » du problème des crises capitalistes. La « conjoncture de réarmement » n'est que la fuite dans le suicide par peur de la mort. Elle aboutira soit à une crise économique d'une envergure encore plus vaste, soit à une crise d'un genre légèrement différent qui n'épargnera cependant nullement les millions d'existences menacées par une crise économique : la guerre elle-même !

Ensuite, dans la période de haute conjoncture de réarmement, la pénurie de matières premières implique la tendance à favoriser les grandes entreprises par rapport aux petites, et celles-ci sont placées devant des difficultés d'approvisionnement qui les obligent aussi souvent à fermer leurs portes. La plupart des Etats régissent la répartition des matières premières par des agences gouvernementales dominées par les représentants des monopoleurs. Ceux-ci possèdent en effet le maximum de « qualification » en la matière, comme le dit si bien le Plan Schuman !

Abstraction faite de ces facteurs, il y a en outre une tendance inhérente à tout cartel, et par conséquent également au Plan Schuman, qui fait que celui-ci favorise la concentration du capital, et l'élimination des petits concurrents par les grands trusts. C'est la tendance au profit différentiel (ou rente du cartel) impliquée dans tout cartel. Dans la période de surproduction, c'est-à-dire de prix fixés, ceux-ci sont fixés afin de permettre à l'entreprise la moins rentable, qui est membre du cartel, de réaliser son « profit normal ». Les entreprises plus rentables, qui ont des coûts de production inférieurs, mais vendent au même prix, obtiennent donc un surprofit, ou profit différentiel, qui, retransformé en capital, augmente encore leur supériorité sur leurs concurrents plus faibles et leur permet à la longue de chasser ceux-ci du marché. Dans la période de grande conjoncture, c'est-à-dire dans une période d'efforts de la Haute Autorité pour limiter à l'extrême toute hausse de prix de matières premières de base comme le charbon et l'acier, cette pression sur les prix éliminera plus rapidement encore les concurrents incapables de supporter pareille pression. En même temps, les concurrents les plus appropriés à une « lutte de concurrence au couteau » s'abstiendront volontairement d'écraser tous leurs partenaires à condition de recevoir leur profit différentiel, c'est-à-dire de vendre à un prix calculé sur les coûts de production du concurrent moins bien outillé. C'est pourquoi le traité du Plan Schuman explique que le « profit normal » qu'il s'agit de garantir, doit tenir compte des « différences normales d'avantages de localisation, de capacité productrice », etc. « qu'il ne s'agit pas d'éliminer ». Le profit différentiel reste donc garanti aux trusts !

Ceux-ci seront en outre favorisés par le point IV/2 qui déclare : « La Haute Autorité reçoit les programmes d'investissements des entreprises et prend position sur ceux-ci. Son refus de ratification constitue une interdiction d'exécuter ce pro-

gramme; dans le cas où cette exécution dépend de subventions ou que les installations supplémentaires ne peuvent être maintenues qu'à l'aide de subventions. »

Cela signifie de toute évidence un contrôle des investissements pour les petites entreprises. Les trusts ne demandent pas de subventions pour leurs investissements. Ils les règlent à l'aide de l'auto-financement. Ils pourront donc se développer librement, alors que le développement de leurs petits concurrents sera strictement contrôlé par leurs représentants au sein de la Haute Autorité du Plan Schuman. Celui-ci renforcera donc toutes les tendances inhérentes à l'économie capitaliste, à savoir la concentration des capitaux et la domination exclusive de l'économie par quelques puissants groupes de monopoles.

Contre-partie du Pacte Atlantique.

Le Plan Schuman n'est rien d'autre que la contre-partie du Pacte Atlantique sur le domaine économique. Il devra rassembler l'acier et le charbon sous une casquette de soldat « made in U.S.A. ». Cette « communauté européenne » est à l'unification de notre continent ce que le Plan Schuman est au socialisme. A ceux qui sont assez myopes pour considérer tout élément de planification dans le capitalisme comme un « petit morceau de socialisme », à ceux-là il faut répéter une fois de plus qu'un « petit peu » de socialisme n'a pas plus de sens qu'un « petit peu » de grossesse.

Le Plan Schuman démontre que de même qu'une armée « européenne », l'économie européenne capitaliste sera, dans l'avenir immédiat, commandée plus directement par son super-patron américain. La véritable communauté européenne, qui veut obtenir plus que la gamelle du soldat et le pain noir du rationnement, ne peut résulter des négociations de ministres bourgeois autour du tapis vert. Elle sortira des usines, des rues et des frontières d'Europe. Elle partira des syndicats et des organisations de masse ouvrières existantes et saura se constituer de nouveaux organes : les comités ! Son plan sera un plan de mobilisation de l'économie européenne pour satisfaire les besoins des masses et son mot d'ordre sera : LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE.

J. POSADAS

La Conférence panaméricaine des ministres des Affaires étrangères

La Conférence panaméricaine des ministres des affaires étrangères se situe dans le cadre des plans de l'impérialisme yankee pour organiser le monde capitaliste afin de chercher, dans une guerre contre l'U.R.S.S. et les pays du glaci, une issue à la crise du capitalisme. Dans l'immédiat, ces plans ont pour but d'écraser les mouvements des peuples coloniaux et semi-coloniaux (Corée, Chine, Indonésie, Indochine, Afrique, etc.) luttant pour leur libération nationale et sociale, sans que l'impérialisme cesse la préparation idéologique et matérielle d'une guerre générale dont le programme d'armement mondial atteint des chiffres fantastiques.

L'objectif fondamental de l'impérialisme yankee, chef du gang impérialiste, c'est la subordination de la bourgeoisie mondiale et le contrôle du monde au moyen d'instruments tels que le Pacte Atlantique, la Commission permanente pan-américaine, etc. Forts de leur potentiel économique, financier et industriel auquel le reste du monde capitaliste est plus ou moins lié, mais subissant eux-mêmes les méfaits inhérents à l'impérialisme, les Etats-Unis font pression sur les autres puissances pour qu'elles livrent leur économie et même la vie des populations aux exigences du programme yankee axé sur la guerre contre l'U.R.S.S. et contre les masses opprimées du monde entier. La bourgeoisie mondiale est unanime sur ce point malgré les rivalités et les heurts en son sein.

En ce qui concerne l'Amérique latine, le programme dont il est question ne pourra que se réaliser sur le dos des peuples latino-américains. Obligés de subordonner à la réalisation dudit programme toute leur activité économique, sociale et politique, les gouvernements latino-américains devront attaquer les droits politiques, démocratiques et nationaux des masses, abaisser davantage leur niveau de vie déjà assez bas, et les entraîner dans une troisième guerre mondiale.

Le Pacte Atlantique n'est qu'une faible préfiguration de ce que l'impérialisme yankee veut réussir en Amérique latine. Le Pacte Atlantique est fondamentalement un pacte militaire où l'impérialisme yankee a dû tenir compte des intérêts des bourgeoisies européennes, de leur poids économique ainsi que d'une certaine indépendance à l'égard des Etats-Unis. Par contre, l'Amérique latine est pour l'impérialisme yankee la base fondamentale de ses plans de domination mondiale. Constituant une source de matières premières et un vaste marché, l'Amérique latine est dominée par l'impérialisme yankee par le truchement des investissements de capitaux et les liens établis avec la bourgeoisie de chaque pays latino-américain.

La préparation de la Conférence des ministres révéla déjà les contradictions entre les intérêts et les prétentions de l'impérialisme, d'une part, et le niveau économique de l'Amérique latine et les intérêts des populations, d'autre part. Mais elle révéla en même temps que la défense des intérêts des peuples latino-américains ainsi que l'opposition à l'impérialisme ne peuvent être assumées par les gouvernements petits-bourgeois nationalistes. Elle montra combien limitée et sans perspectives historiques est l'opposition anti-impérialiste de ces gouvernements, attentifs seulement à leurs intérêts capitalistes particuliers.

La propagande étalée par l'impérialisme pour organiser une Conférence pan-américaine se fit dans des conditions autres que les conditions existantes au moment de la tenue de la Conférence. L'idée de celle-ci fut lancée juste au moment où la crise économique paraissait menaçante. L'impérialisme saisit le moment où cette crise commençait à frapper les peuples latino-américains, pour préparer un programme de soumission économique, militaire et politique de l'Amérique latine. Il obligea les gouvernements latino-américains à rompre toute relation avec l'Union soviétique et les pays du glaci. Miller, secrétaire de l'impérialisme yankee pour les pays d'Amérique latine, fit une tournée du continent pour offrir une « aide » et des traités commerciaux tel que le traité en 7 points proposé par l'Uruguay.

Ce traité devenait en quelque sorte le modèle des pactes que l'impérialisme espérait passer avec les autres pays latino-américains. Les visites de généraux yankees se succédèrent pour établir un plan commun de réarmement et d'installation de bases militaires. Ils avaient pour mission d'exercer une pression politique sur les gouvernements de ces pays. Le plan impérialiste de faire payer au peuple les frais des dépenses militaires, servait en même temps de moyen de pression pour dresser les gouvernements les uns contre les autres et en définitive pour les dominer tous en dosant la vente de matériels de guerre.

Le traité en 7 points passé avec l'Uruguay traite ce pays comme un domaine colonial. Les 7 points font dépendre « l'aide », ainsi que les investissements de capitaux, de la rentrée et de la sortie de capitaux sans restrictions, d'un traitement préférentiel et de l'absence de tout contrôle sur les investissements. Les capitaux seraient donc investis là où leurs possédants le voudraient et à leur guise. Pas de nationalisations, mais des garanties contre les « perturbations sociales et politiques ». Pas d'intervention de l'Etat dans l'économie ou dans la politique, mais des « syndicats libres et indépendants », c'est-à-dire des syndicats non influencés par une politique de classe et non utilisés par des gouvernements s'opposant à l'impérialisme. Un appui gouvernemental eût été accordé aux mouvements syndicaux disposés à aider l'impérialisme dans la réalisation de son programme d'armement et de domination mondiale.

Pour que l'impérialisme puisse réaliser ce programme, il lui faut avant tout vaincre la résistance des peuples. C'est pourquoi au Brésil, au Chili, en Bolivie, au Pérou, des lois anticomunistes ont été adoptées, tandis qu'en Argentine se font jour des mesures antidémocratiques, réactionnaires. C'est pourquoi il faut mater toute opposition, qu'elle soit idéologique, politique ou sociale, à la préparation à la guerre, balayer les droits démocratiques, adopter les lois réactionnaires, faire régner une terreur idéologique et même physique contre les masses. C'est ainsi que l'impérialisme, escomptant déjà que les masses seraient démoralisées, espérait imposer sans difficulté son programme à la Conférence panaméricaine des ministres.

Le développement de la situation et ses conséquences

Mais la politique d'armement au moyen de laquelle l'impérialisme parvenait à obtenir l'explosion de la crise, se heurta au succès du mouvement révolutionnaire des masses coloniales et semi-coloniales. Ce fut la défaite totale de Tchang-Kaï-Chek par les masses chinoises, l'essor du mouvement révolutionnaire en Indonésie, en Indochine, en Malaisie, en Afrique, puis celui des masses coréennes, qui firent reculer les forces de l'impérialisme sur lequel, à une première étape, les masses coloniales ont remporté une victoire.

En Amérique latine, malgré la réaction brutale des bourgeoisies et des gouvernements, les masses n'ont pas voulu supporter passivement la hausse du coût de la vie et les attaques contre leurs droits démocratiques. Ni l'impérialisme ni ses agents nationaux n'ont pu exercer d'attraction sur le prolétariat. Ils n'ont également pas pu l'intimider. C'est aussi le cas pour la petite bourgeoisie qui, dans de nombreux mouvements, s'est alliée au prolétariat dans la lutte pour les droits démocratiques, quand elle n'a pas elle-même pris l'initiative du combat, comme ce fut le cas au Guatemala, au Chili, en Bolivie, en Uruguay, en Argentine et au Mexique.

Les plans de l'impérialisme pour semer la terreur et le désarroi dans les masses latino-américaines ont échoué. En Bolivie, la répression gouvernementale ne chôme pas. Dans la défense des gros propriétaires miniers — yankee dans leur presque totalité — le gouvernement bolivien déploie une politique de provocations contre le mouvement ouvrier et organise des massacres en série en employant l'armée et l'aviation. Cependant, le mouvement ouvrier et la petite bourgeoisie de ce pays trouvent à chaque occasion la force nécessaire pour s'engager à nouveau dans la lutte. Au Chili, malgré les lois réactionnaires faites pour « la défense de la démocratie », le prolétariat ne s'est pas laissé intimider par le gouvernement. Au contraire, c'est par son action combative qu'il a réussi à atténuer l'application des lois, qu'il a obtenu quelques augmentations de salaires et empêché quelques hausses de prix (par exemple dans les tarifs de transports). Au Brésil, les masses se sont non seulement mobilisées dans des mouvements de grèves et de protestation contre la montée des prix, mais elles ont encore porté au pouvoir Vargas qui a mené campagne contre le candidat officiel de l'impérialisme. Leur vote était ainsi une expression de leur esprit combattif et de lutte anti-capitaliste. L'action directe des masses fit reculer l'impérialisme dans ses tentatives de reprendre pied dans les pétroles mexicains, et c'est elle aussi qui empêcha l'élimination au Guatemala d'un gouvernement nationaliste-démocratique (petit-bourgeois). En Argentine, défiant les lois réactionnaires contre le mouvement ouvrier, les masses ont arraché des augmentations de salaires et forcé le gouvernement à une application moins sévère des lois en vigueur. Enfin, en Uruguay on a vu les députés au Parlement, y compris ceux du parti au gouvernement, rejeter le traité par suite de la pression populaire.

Le prolétariat a surtout montré toute sa force combattive dans son opposition

à tout envoi de troupes latino-américaine en Corée. Quand l'impérialisme yankee, par l'intermédiaire de l'O.N.U., demanda aux gouvernements latino-américains pareil envoi de troupes en Corée, les gouvernements ne tardèrent point à donner une réponse affirmative. Mais la réponse populaire ne se fit également pas attendre beaucoup. Ce fut une cascade de protestations publiques, de discussions dans les usines, dans les bureaux, dans la rue, des arrêts de travail (comme chez les cheminots à Rosario, en Argentine, dans leur majorité pourtant des ouvriers peronistes). La réaction populaire contre l'envoi de troupes en Corée fut si immédiate et si claire que les gouvernements latino-américains furent obligés de déclarer publiquement que seul un appui économique serait accordé en l'occurrence. Peron lui-même se hâta le lendemain de déclarer à la radio : « Je n'envoierai pas de troupes là-bas ; je ferai ce que le peuple décide. » Malgré ses serviteurs « socialistes » et la pression exercée sur les gouvernements latino-américains, l'impérialisme ne parvint pas à rendre populaire en Amérique latine le massacre des masses coréennes. Au contraire, c'est à la Corée du Nord que vont toutes les sympathies populaires de ces pays.

La guerre de Corée précipita la convocation de la Conférence des ministres. Washington espérait que les événements de Corée feraient pression sur les gouvernements latino-américains et les forceraient à accepter les deux points essentiels du programme yankee : 1) Défense militaire en commun du continent américain. Autrement dit, et comme la Conférence elle-même s'est chargée de le dévoiler par la suite : se trainer derrière l'impérialisme yankee sous le drapeau de l'O.N.U. 2) Sécurité intérieure, parallèlement à la préparation idéologique, économique et politique à la guerre. Autrement dit : répression contre toute opposition à la guerre, contre le mouvement ouvrier révolutionnaire, etc., etc.

Quelques-uns des gouvernements convoqués (ceux du Brésil, du Mexique, du Chili, du Guatemala et de l'Argentine), tout en se déclarant d'accord avec les principes de l'« unité américaine » et « la défense du continent », crurent nécessaire de demander à la Conférence la discussion de questions supplémentaires, à savoir l'aide économique réciproque, la parité des prix, les garanties contre la dévaluation des monnaies, l'assurance de la livraison réciproque de matières premières et de produits industriels, etc., entre les pays de l'Amérique latine d'une part et les Etats-Unis de l'autre, ainsi qu'un engagement des U.S.A. d'aider l'industrialisation des pays latino-américains.

Ces gouvernements voulaient tirer profit des conditions historiques, de la défaite impérialiste en Asie, de ses besoins en matières premières et de la résistance des masses à l'impérialisme, pour obtenir des avantages en faveur de leur bourgeoisie nationale. « Nous nous rallions à la lutte contre le communisme et contre toute agression, répondit au discours du représentant yankee le délégué du Brésil au nom de ses collègues, mais nous devons nous souvenir des besoins de nos économies nationales, nous devons nous aider mutuellement pour développer davantage ces économies. Il ne faut pas que se répète ce qui s'est passé lors de la dernière guerre, où nous avons tout donné et rien reçu. » Quant à l'envoi de troupes en Corée, seuls les délégués du Mexique, du Guatemala et d'Argentine s'y opposèrent.

Cette opposition d'ailleurs ne sortait pas des limites juridiques bourgeoises. Elle ne s'adressa pas aux masses, elle mobilisa seulement les principes de « la défense de la dignité et de la souveraineté nationales », ainsi que l'écrivait la presse peroniste. Ces gouvernements qui — notamment en Argentine, au Brésil, au Guatemala et au Mexique — s'attaquent au mouvement ouvrier et aux droits démocratiques, veulent bien utiliser les aspirations des masses dans leurs marchandages avec Washington, mais non pas faire appel à celles-ci. Bien que leurs intérêts se heurtent à ceux de leur maître impérialiste, ces gouvernements doivent, par peur du mouvement révolutionnaire des masses, contrôler et même étouffer toute expression du mécontentement des peuples à l'égard de l'impérialisme. Ils doivent les détourner de la voie de classe et les bercer de phrases creuses (« anti-impérialisme », « unité latino-américaine », « liberté », etc.) pour les livrer à l'impérialisme et élever leur prix de valets de l'impérialisme.

L'opposition du Guatemala, du Mexique et de l'Argentine

Quelle est la raison de la résistance de ces trois pays à l'impérialisme ? Et quelle est son ampleur ?

Le Mexique, le Guatemala et l'Argentine opposèrent « la résistance » la plus sérieuse à l'impérialisme sur l'ensemble des questions traitées à la Conférence. Le Brésil se rangea aux côtés de cette opposition seulement dans les questions relatives aux prix, à l'aide économique, etc. L'opposition plus sérieuse du Mexique et de l'Argentine s'explique par leur développement industriel qui les rend plus indépendants à l'égard de l'impérialisme et par l'utilisation du mouvement anti-impérialiste de leurs masses par les bourgeois indigènes.

La guerre de Corée a accéléré le rythme de la politique d'armements de l'impérialisme et rendu ses besoins en matières premières plus urgents. Ceci implique en Amérique latine une production plus poussée de matières premières. C'est pourquoi l'impérialisme lui offre une aide, quoique limitée, sur le plan de la production.

Les défaites de l'impérialisme en Asie ont encouragé la bourgeoisie nationale latino-américaine. En Argentine, les journaux peronistes et les revues des tendances petites-bourgeoises nationalistes, même de la gauche radicale (c'est-à-dire les « intransigeants » du Parti radical) ont salué la possibilité de tirer profit de la faiblesse de l'impérialisme et de ses besoins en matières premières latino-américaines.

Au fond, la bourgeoisie nationale cherche à s'assurer une plus grande part dans le revenu national et à parvenir à un compromis avec l'impérialisme, lui permettant d'occuper une place d'associé et de gérant dans l'exploitation du pays. C'est au fond le sens de son appel à l'impérialisme pour que celui-ci vienne à son aide en investissant des capitaux. En ce qui concerne l'Argentine, cet appel n'est d'ailleurs que très limité, pour la raison que les exportations argentines ne vont pas essentiellement aux Etats-Unis. Ceux-ci ont besoin du marché intérieur argentin pour tous leurs produits, alors que l'Argentine veut leur acheter seulement des machines, du combustible, etc., pour son industrie.

La résistance des trois gouvernements mentionnés ne pouvait avoir de succès réel si elle n'était accompagnée et soutenue par les masses mobilisées contre l'impérialisme. Leur force réside dans l'opposition des masses à la guerre et à l'impérialisme, dans leur résistance à une détérioration de leurs conditions d'existence et à la préparation à la guerre. En l'absence de véritables partis révolutionnaires ayant la confiance des masses et par suite de la jeunesse du mouvement révolutionnaire représenté par le prolétariat — notamment le prolétariat argentin — du manque de maturité politique et d'expérience de larges couches ouvrières, ces gouvernements peuvent utiliser l'esprit combattif des masses dans leur opposition à l'impérialisme. Au Guatemala, le mouvement nationaliste petit-bourgeois à tendance démocratique, soutenu par l'armée et les masses, a une force économique minime, mais il jouit de la sympathie populaire. Tout récemment le gouvernement de ce pays demanda le renvoi de l'ambassadeur yankee qui avait publiquement défendu une entreprise yankee au cours d'une grève de travailleurs soutenue par le gouvernement (1).

Mais la peur de ces gouvernements de voir s'accroître l'opposition anti-impérialiste des masses fait qu'ils réduisent leur propre opposition à un simple chantage à l'égard de l'impérialisme. L'opposition des masses à l'impérialisme renferme en même temps leur méfiance envers la bourgeoisie nationale et ses gouvernements. Si les délégués latino-américains à la Conférence pouvaient représenter l'intérêt de la nation, s'il n'y avait pas un antagonisme entre les intérêts qu'ils représentent et ceux des masses, ils auraient dû appeler celles-ci dans des assemblées et des meetings publics contre l'impérialisme. S'il y avait une identité d'intérêts entre les masses et les bourgeoisies nationales, les gouvernements devraient permettre et même stimuler la mobilisation des masses contre l'impérialisme, car plus les masses combattent l'impérialisme, plus les gouvernements pourraient tenir tête à ce dernier. S'il existait quelque chose de commun entre les masses et ces gouvernements, ils devraient faire appel aux peuples de l'Amérique latine pour s'opposer au danger de guerre, lutter contre l'impérialisme, s'unir économiquement pour mieux le combattre.

Un tel appel aurait un écho formidable dans les masses. Mais parce qu'il se retournerait en définitive contre la bourgeoisie nationale, celle-ci n'ose pas le lancer. Au contraire, les gouvernements nationaux s'emploient à restreindre de plus en plus les droits démocratiques des masses, s'opposent à leurs revendications économiques et frappent le mouvement ouvrier. L'impérialisme a pour intérêt de se débarrasser de Peron en raison de son opposition comme représentant de la bourgeoisie nationale argentine, néanmoins il ne peut se passer de Peron dans la réalité.

(1) Une dépêche de Guatemala publiée par le journal uruguayen *El Plata*, du 8 mai 1951 rapporte que l'ambassadeur des U.S.A. du Guatemala, M. Richard C. Patterson, fut rappelé par Washington à la demande du gouvernement de ce pays qui accusa l'ambassadeur yankee de « s'immiscer visiblement dans les affaires intérieures du pays et ayant même soutenu des activités subversives contre le régime constitutionnel » au Guatemala.

D'autre part, le ministre des Affaires étrangères de ce pays, M. Manuel Galich, a, toujours selon la dépêche de presse, donné un démenti formel aux affirmations avancées par le représentant des U.S.A., selon lesquelles le gouvernement du Guatemala serait sous une influence communiste. « Il est propre aux gens fermés aux nouveaux courants qui constituent déjà le patrimoine idéologique et social de tous les peuples du monde, a-t-il ajouté, de qualifier, assés gratuitement d'ailleurs de « communisme » tout ce qui ne s'accorde plus aux mœurs politiques et diplomatiques d'un passé qui tend à disparaître et qui doit disparaître si la démocratie veut survivre ». — [N. de la R.]

Les dirigeants réactionnaires de la centrale syndicale A.F.L. s'enorgueillissent d'avoir imposé à la conférence des syndicats « libres » de l'hémisphère occidental, tenue à Mexico du 8 au 12 janvier 1951, l'exclusion de tous les syndicats « communistes » et « pro-fascistes ». — terme qui désigne des organisations syndicales sur lesquelles s'appuie la bourgeoisie indigène dans ses velléités d'opposition à l'impérialisme. La C.G.T. Argentine n'a pas été admise à la conférence, après quoi la C.G.T. Mexicaine l'a quittée. (« *The American Federationist* », février 1951, p. 6-10). (Note de la rédaction.)

sation de ses plans immédiats, c'est-à-dire dans la croisade sanglante contre les masses et la préparation à la guerre contre l'U.R.S.S.

Peron a profité de la situation où se trouve l'impérialisme yankee pour obtenir de celui-ci plus de concessions et quelques traités favorables, au détriment bien entendu des intérêts des masses. Pour s'assurer et maintenir le soutien des masses, il ne cesse de critiquer Washington (toujours et seulement sur le plan économique) pour ses réticences à l'égard « d'une aide réciproque avec l'Argentine ».

Les masses du monde entier étant à présent engagées dans un combat pour leur libération, les possibilités de manœuvres contenues dans l'opposition anti-impérialiste des bourgeoisies nationales latino-américaines sont encore plus restreintes. Au lieu de donner satisfaction aux besoins et aux aspirations des masses, ces bourgeoisies se servent des masses comme d'une monnaie d'échange dans leurs tractations avec l'impérialisme. C'est aux dépens des masses que ces gouvernements latino-américains cherchent à obtenir de l'impérialisme une meilleure place dans l'économie et une part plus grande dans la plus-value.

Cette Conférence panaméricaine de ministres fut, comme les précédentes, une conférence « consultative ». Cependant cette fois-ci l'impérialisme déploya tous ses efforts, avec succès, pour que les « consultations » engagent les participants. Il va sans dire que l'impérialisme yankee fera par la suite tout son possible pour que les décisions prises soient appliquées à sa guise, c'est-à-dire que les pays latino-américains suivent inconditionnellement les plans des U.S.A. comme Acheson le dit dans un discours arrogant. C'est dire aussi que Washington s'opposera à toute prétention des bourgeoisies latino-américaines de tirer quelque profit de la conjoncture présente.

Les conférences précédentes avaient discuté des questions économiques, notamment des droits douaniers. Par contre la dernière conférence fut préparée et convoquée par l'impérialisme yankee à des fins politiques et militaires, autrement dit, en vue d'organiser la répression en Amérique latine contre toute opposition idéologique, économique, politique ou militaire aux préparatifs de guerre, et de faire marcher les peuples latino-américains dans la campagne pro-guerre des Etats-Unis.

Des résolutions adoptées par la Conférence, il résulte clairement que les pays latino-américains sont tenus de soutenir et de suivre les U.S.A., tandis que ceux-ci s'engagent à... écouter les plaintes que les autres pourraient lui faire parvenir. Tel est le fond réel des résolutions. Autrement dit, l'impérialisme investira ses capitaux à sa guise et où il lui plaira, mais uniquement dans la production des matières premières; et il achètera et vendra ce qu'il voudra, à ses prix, selon les besoins de son programme militaire. Il exigera que l'appareil de production et les économies des pays d'Amérique latine soient placés sous le signe des besoins militaires de l'impérialisme. Ses petites concessions, ses promesses sur le « contrôle des prix », etc., ont été faites avec le seul but de gagner le soutien des bourgeoisies, cliques militaires, bureaucraties, etc., latino-américaines.

L'unité latino-américaine et l'impérialisme

Une des résolutions adoptées par la Conférence déclare mensongèrement que l'Amérique latine est plus unie que jamais. Ni la classe ouvrière, ni les masses populaires et paysannes, ni la petite bourgeoisie n'ont rien de commun avec ceux qui étaient représentés à la Conférence. Leurs luttes en sont la preuve. La seule « unité » possible pour l'Amérique latine en régime capitaliste, c'est la soumission à l'impérialisme yankee. Cependant la politique de celui-ci consiste à se soumettre les pays de ce continent *séparément*, c'est-à-dire en opposant un gouvernement à un autre, une oligarchie financière à une autre, une clique militaire à une autre, une administration à une autre, etc., etc.

Une seule chose unit ces gouvernements derrière l'impérialisme, c'est la peur des masses. Ils se sont mis d'accord pour empêcher que celles-ci luttent en Amérique latine — comme elles luttent en Corée, en Chine, en Indonésie... — pour leurs revendications nationales et leurs intérêts de classe, de classe exploitée en même temps par l'impérialisme et la bourgeoisie indigène. Voilà la seule unité qui a été réalisée à la Conférence panaméricaine des ministres. Quant aux gouvernements d'Argentine et du Mexique qui essayèrent de tirer profit de la situation actuellement défavorable de l'impérialisme, ils reculèrent sous la pression exercée par celui-ci à travers les autres ministres et devant les menaces voilées qui parlaient de sabotages, listes noires, etc.

Ces bourgeoisies, même celles qui ont voulu résister à l'impérialisme, préférèrent se soumettre à celui-ci plutôt que de faire appel aux masses, même quand elles sont sous leur contrôle. En réalité, ces bourgeoisies n'ont pas d'autre choix, car elles sont poussées par l'impérialisme à s'attaquer aux intérêts des masses, la réalisation des plans de Washington l'exigeant. Ces gouvernements et ces bourgeoisies latino-américaines, notamment le gouvernement peroniste, ne peuvent plus trouver de soutien dans la mobilisation des masses comme dans la période qui suivit la fin de la dernière guerre, car les masses, par leur expérience, ont commencé déjà à faire une distinction de classe entre leurs « intérêts nationaux »

et les « intérêts nationaux » des gouvernements. Ceux-ci ne pourront plus contrôler une mobilisation de masse anti-impérialiste, même limitée, car les masses donneraient, aussitôt mobilisées, un sens de classe révolutionnaire, réellement anti-impérialiste à la mobilisation.

Toutes ces résolutions adoptées à la Conférence ont été dictées par les U.S.A. qui ont passé outre aux réserves exprimées par l'Argentine, le Mexique et le Guatemala en ce qui concerne l'envoi de troupes en Corée. Plus encore, les résolutions ont été de nature à soutenir l'impérialisme dans ses aventures et ses croisades contre les mouvements des masses coloniales et semi-coloniales, à le suivre dans ses préparatifs de guerre et dans la guerre elle-même, ainsi que dans la répression contre le mouvement ouvrier révolutionnaire et même ses droits démocratiques.

La presse peroniste en Argentine s'est donnée pour tâche de faire accepter les décisions de la Conférence par l'opinion publique. Pour justifier cette campagne, la presse parle de « l'aide économique accordée à l'Amérique latine » et de « l'intérêt commun » que ces pays ont dans « l'indépendance et la liberté des peuples » contre « la barbarie rouge ».

En ce qui concerne les accords de la Conférence en matière douanière, d'égalité des prix, de livraisons de produits industriels par les U.S.A., les réclamations des gouvernements latino-américains ne furent prises en considération que pour la forme.

Les peuples d'Amérique latine doivent, eux aussi, tenir leur propre Conférence

La Conférence des ministres n'exprima ni ne représenta les besoins, les aspirations sociales, nationales et de classe des peuples de l'Amérique latine pas plus qu'elle ne représenta leur volonté de lutte. Ce fut une conférence des agents des bourgeoisies latino-américaines.

La voix et les aspirations des peuples n'ont rien à voir avec les aspirations de l'impérialisme yankee et de ses agents, les gouvernements et bourgeoisies nationales. La résistance et la lutte des masses contre la bourgeoisie et l'impérialisme gagne en profondeur, mais cette lutte n'a encore ni direction ni programme, tandis que le mouvement révolutionnaire représenté par la IV^e Internationale est encore faible par rapport aux possibilités révolutionnaires.

C'est surtout l'impérialisme yankee qui opprime et colonise l'Amérique latine aussi bien du point de vue économique que du point de vue politique et militaire, comme c'est le cas pour Puerto-Rico. Il le fait grâce à la complicité des gouvernements et bourgeoisies latino-américaines qui cachent les crimes de l'impérialisme, présentent l'impérialisme yankee comme le défenseur de la démocratie et de la liberté, servent ses plans, et s'acharnent contre les mouvements révolutionnaires. Ce sont ces gouvernements et ces bourgeoisies nationales qui combattent l'initiative des masses et du prolétariat pour empêcher les peuples d'entrer dans la lutte révolutionnaire afin de faire triompher leurs aspirations de libération nationale et sociale, la seule voie pour le progrès de ces peuples.

Les résolutions adoptées par la Conférence signifient que les peuples d'Amérique latine doivent faire les frais de la préparation à la guerre; que les masses seront attaquées dans leurs droits démocratiques, nationaux et de classe; que la répression frappe le mouvement ouvrier, le droit de grève, de presse et de réunion. La lutte « contre le sabotage et les activités communistes et pour la sécurité intérieure », c'est un slogan fabriqué dans le seul but de frapper le mouvement ouvrier politique et syndical qui refuserait d'être entraîné dans la préparation idéologique de la guerre.

Les peuples de l'Amérique latine doivent lutter pour la convocation d'une Assemblée à eux, où ils pourront exprimer leur opposition à l'impérialisme, à la guerre, au réarmement capitaliste, au coût de la vie, à la raréfaction des articles de consommation et exiger que soient respectés le droit des peuples à leur auto-détermination et leurs droits nationaux et démocratiques.

Contre les résolutions de la Conférence panaméricaine des ministres qui mettent les peuples latino-américains au service de l'impérialisme yankee dans ses plans de domination mondiale. Chaque syndicat, chaque centrale ouvrière, doivent dans chaque pays d'Amérique latine, discuter la réponse que le prolétariat doit donner aux plans de l'impérialisme et de ses agents, en élaborant un programme d'action unissant les masses dans leur lutte contre l'impérialisme, le capitalisme et la guerre.

Pour la convocation d'une Assemblée constituante des peuples latino-américains où pourra s'exprimer leur volonté, par ceux qui seront élus par le peuple, les syndicats, les partis ouvriers de toutes les tendances, les organisations populaires!

La division du mouvement ouvrier latino-américain, faite par les agents de l'impérialisme et au profit de l'impérialisme, des bourgeoisies nationales et du stalinisme, nuit aux efforts et aux luttes du prolétariat. La politique qui consiste à diviser le mouvement ouvrier pour le faire servir des intérêts étrangers à ceux des

masses, ne peut nullement attirer la confiance et le soutien des paysans et des ouvriers dans les luttes du prolétariat. L'indépendance du mouvement ouvrier et la démocratie syndicale, c'est la seule voie pour se gagner la sympathie des masses et les lier à un programme révolutionnaire de classe, c'est le seul moyen d'arracher les masses des villes et des campagnes à l'influence politique de l'impérialisme et de son agent, la bourgeoisie nationale.

Malgré les directions qui ont divisé et trahi le mouvement ouvrier, le prolétariat latino-américain a démontré par ses efforts et ses actions de classe son désir de surmonter la division et de se dégager des tutelles politiques.

Contre le programme de l'impérialisme ayant pour but immédiat la production d'armements et négligeant les besoins des peuples latino-américains, l'Assemblée constituante devra dresser un inventaire de ces besoins et orienter la production en articles de consommation pour satisfaire ceux-ci. Nationalisation sans indemnité des propriétés des impérialistes et de celles dont la mise en exploitation constitue un intérêt public. Nationalisations administrées et contrôlées par les travailleurs. Nationalisation sans indemnité des terres et partage des terres entre ceux qui les travaillent. Introduction de méthodes modernes dans la production agricole et aide de l'Etat aux exploitations agricoles collectives. Assimilation des populations autochtones à la civilisation et la culture, en les faisant entrer dans la production collective, tout en respectant leurs communautés dont la dissolution se fera au fur et à mesure de l'incorporation de leurs individus dans l'économie.

Formation de gouvernements ouvriers et paysans dans chaque pays de l'Amérique latine. Echelle mobile des salaires ayant pour base un minimum vital. Défense de toutes les conquêtes économiques, politiques et sociales qui ont été arrachées par les masses au lendemain de la guerre.

Défense des droits et libertés démocratiques des masses. Liberté complète à tous les partis ouvriers et à toutes les tendances anti-impérialistes. Contre l'envoi de troupes pour servir l'impérialisme et contre toute aide militaire ou d'autre ordre à l'impérialisme. Envoi de combattants et toute autre aide à ces peuples dans leur lutte anti-impérialiste.

A bas la mainmise de l'impérialisme sur l'Amérique latine. Unification socialiste soviétique de l'Amérique latine, seule unité qui peut exprimer les intérêts et les besoins de ces peuples et permettre la planification de la production en fonction de leurs intérêts. Unification socialiste latino-américaine dans le chemin de la lutte des peuples du monde pour le socialisme mondial.

Panos HALUSHKA

Agro-villes et super-kolkhoses en Union Soviétique

La campagne de suppression des petits kolkhoses, commencée au printemps de 1950 en Union Soviétique, est maintenant achevée. Il existait en U.R.S.S. 200.000 kolkhoses avant cette campagne, tandis qu'en Russie tsariste il y avait plus de 20 millions de fermes individuelles. Aujourd'hui il ne reste plus que 140.000 super-kolkhoses, dont 60.000 ont été repris tels quels et 80.000 résultent de la fusion de 190.000 d'entre eux. Dans certaines Républiques soviétiques, où la dimension moyenne des kolkhoses était relativement petite, la campagne de fusion a eu des résultats plus radicaux. Ainsi, tandis que dans l'Est de la République de l'Ukraine le nombre des kolkhoses a été réduit de 26.401 à 14.443 (*Pravda*, 14 décembre 1950), dans la République de Biélorussie, 10.000 kolkhoses environ ont été réduits à 3.250 (*Economist*, 27 janvier 1950).

Mais si la campagne d'agrandissement des kolkhoses a été menée à bien, le gouvernement stalinien s'est vu obligé, en cours de route, de modifier sensiblement les objectifs. Au cours de toute l'année 1950, une sourde lutte se déroula au sein de l'appareil, entre les partisans d'une action radicale, de vaste proportion et à objectifs ambitieux, et les partisans d'une action plus prudente à buts immédiats plus modestes. Cette lutte fut centrée autour de l'idée des *agro-villes*. Les partisans de l'action radicale qui, au début, semblèrent l'emporter, expliquaient sans ambage que « le rassemblement des petits kolkhoses ne représente qu'une partie » de l'action entreprise (*Izvestia*, 22 novembre 1950). Il s'agissait d'entamer immédiatement une action de transplantation de millions de paysans dans de nouvelles habitations regroupées pour avoir l'aspect de véritables villes. « 2.000 belles maisons le long de rues goudronnées et

d'avenues gazonnées, — 2.000 maisons à deux, trois et quatre étages, avec électricité, radio, eau courante et salle de bain. Un square central avec une statue de Staline. Derrière chaque maison, un verger », — voilà en quels termes dithyrambiques la presse du parti décrivait les futurs agro-villes. Le but de cette propagande était naturellement de faire accepter plus rapidement aux paysans l'abandon de leurs vieilles demeures, et une réduction radicale de leurs parcelles de terre privée (1).

N.S. Kroustchev, l'ancien pro-consul stalinien en Ukraine, aujourd'hui membre du Politbureau, du Secrétariat du C. C. et secrétaire du Comité régional de Moscou du P.C. (b) de l'Union Soviétique, paraît avoir été à la tête de la tendance radicale. Ayant remplacé Andreiev comme responsable suprême de l'agriculture soviétique, il se prononça de façon catégorique en faveur des agro-villes. Au plénum du Comité régional de Moscou qui se réunit du 20 au 22 décembre 1950, il prononça un discours-programmatique sur cette question, qui aboutit au vote d'une résolution dans laquelle il était déclaré que la « concentration des petits villages épars représente une des conditions les plus importantes pour le développement rapide de l'économie collective ». L'éditorial de la *Moskovskaja Pravda* du 6 janvier 1951, commentant cette séance du comité régional de Moscou, précisait même que « la transformation complète du village... n'est plus une tâche pour un avenir lointain, mais la tâche la plus importante du présent. » Les colonnes de ce journal furent remplies durant tout le mois de janvier et de février de rapports d'architectes et techniciens sur l'aspect des futures agro-villes, rapports qui démontraient que, du moins sur le territoire du rayon de Moscou, l'ac-

tion radicale » l'avait nettement remporté.

Le 4 mars 1951, un brusque tournant se produisit. Plusieurs journaux de Moscou, notamment la *Pravda*, la *Socialisticheskoje Semledelje* (agriculture socialiste) et la *Moskovskaja Pravda*, publièrent ce jour-là le texte d'un rapport que Kroustchev avait fait le 18 janvier à une conférence relative à la concentration des kolkhoses. Tout en se prononçant contre le maintien de maisons d'une famille au sein des nouveaux super-kolkhoses, Kroustchev y reconnaissait qu'il serait préférable d'abandonner le terme d'*agro-ville* parce que ce terme risquait de réveiller des espoirs exagérés au sein de la paysannerie. « Le terme ville, écrit-il, est trop ambitieux. Une ville doit pouvoir correspondre à tout point de vue aux exigences élevées de la culture urbaine. »

Plus caractéristique encore que le contenu de cet article est le fait qu'au lendemain même de sa parution, le 5 mars 1951, il parut un rectificatif dans les mêmes journaux, déclarant : « Par inattention de la rédaction lors de l'impression de la *Pravda* d'hier, il a été omis la note de la rédaction à l'article du camarade N.S. Kroustchev « Sur la construction et l'installation des kolkhoses » disant que cet article du camarade N.S. Kroustchev n'a été imprimé que comme contribution à la discussion. Nous réparons cette omission par la présente ».

Pour tous ceux qui connaissent les conditions sévissant en U.R.S.S., il est évident qu'il ne s'agissait nullement d'une « omission » de la rédaction de la *Pravda*, d'autant plus que la même « omission » avait été commise par hasard par les trois quotidiens. La note de la *Pravda* confirmait seulement qu'une sourde lutte avait opposé deux tendances du Politbureau, et s'était terminée par le désaveu public d'un membre du secrétariat du parti. L'article de Kroustchev était désavoué non parce qu'il abandonnait le terme d'*agro-ville*, mais parce que son auteur n'avait pas encore opéré une retraite suf-

fisante. La preuve en est que, depuis le début de mars, ni la *Moskovskaja Pravda* ni les éditoriaux de la *Pravda* ne mentionnent plus du tout la transplantation ou le déménagement forcé de paysans, thèmes auxquels ils avaient attribué jusqu'à la veille la plus grande attention.

La raison de la retraite de Kroustchev et de la victoire momentanée de la tendance « modérée » en matière d'agrandissement des kolkhoses se comprend facilement, si l'on se penche sur un article que Benediktov, ministre de l'agriculture de l'U.R.S.S. et membre du C.C., publia au même moment (3 et 4 mars 1951) dans le journal *Socialisticheskoje Semledelje*. Cet article, intitulé « Toutes les réserves au service d'un nouvel essor de l'agriculture socialiste », analyse les faiblesses dans l'accomplissement des tâches pour l'agriculture dans le quatrième plan quinquennal et indique les tâches futures de l'agriculture soviétique. Cet article ne mentionne pas d'un seul mot la transplantation des paysans kolkhoziens ou la réorganisation pratique des installations kolkhoziennes. Benediktov apparaît donc comme le porte-parole de la tendance « modérée » qui craint surtout un nouvel affaiblissement du cheptel soviétique (2) à la suite d'une transplantation forcée de paysans. L'envergure de la défaite subie par Kroustchev est indiquée par le fait que le 20 mars 1951, un journal communiste, le *Communiste d'Erivan*, publie un article d'Arutunov, secrétaire du P.C. d'Arménie, dans lequel celui-ci ne craint point de condamner « les dirigeants haut-placés du parti » qui s'étaient occupés de « plans de transplantation fantastiques ». C'était de toute évidence une allusion à Kroustchev (3). Ajoutons enfin que les nombreux mots d'ordre du P.C. (b) de l'U.R.S.S. du 1^{er} mai 1951 ne mentionnent pas un mot sur les agro-villes ou la transplantation de population.

Il ne s'agit, évidemment, pas d'un recul de principe. Mais il est clair qu'à l'étape actuelle, les agro-villes, surtout telles qu'elles avaient été décrites dans

(2) D'après le communiqué officiel sur l'achèvement du Quatrième Plan Quinquennal dans l'agriculture, publié en janvier 1950, les plans pour le cheptel n'ont été réalisés qu'à 90 % pour les chevaux ; 87,6 % pour les bêtes à cornes ; 81,3 % pour les chèvres et moutons et 80,3 % pour les porcs. Voici comment s'établit par conséquent l'évolution du cheptel soviétique, causée en premier lieu par la collectivisation forcée stalinienne et dont les effets catastrophiques n'ont pas encore été surmontés à nos jours :

	1916	1929	1932	1950 (réalisé)	1950 (plan)
Chevaux	35,1	34,0	19,6	13,7	15,3
Bêtes à cornes	58,9	68,1	40,7	57,2	65,3
Chèvres et moutons	115,2	147,2	50,2	99,0	121,5
Porcs	20,3	20,9	12,1	24,1	31,0

Le communiqué sur l'ensemble du plan quinquennal, publié le 16 avril 1951, voile cet état de fait en ne donnant pas de références quant à l'état actuel des différentes catégories, citant seulement les chiffres d'augmentation du cheptel kolkhozien.

(3) D'après le leader menchevik émigré généralement bien informé, Boris Nikolaevski, la suppression subite de l'organe central de l'AGRITPROP *Kultura i Jizni* survenue après les critiques de la *Pravda* sur l'opéra kolkhozien « De tout cœur », serait en rapport avec ce tournant de l'appareil contre Kroustchev.

(1) Dans l'article de Kroustchev cité plus loin, il est proposé de limiter ces terres à 0,10 à 0,15 ha. par famille. Ce serait une véritable nouvelle révolution à la campagne que d'éliminer de la sorte la concession faite par le régime au milieu des années 1930 à la paysannerie. On n'a cependant plus entendu parler de ce projet par la suite. (Note de la rédaction.)

la citation ci-dessus, représentent du point de vue matériel une utopie pour l'Union Soviétique. Le pays ne dispose pas encore des moyens matériels nécessaires pour rassembler des centaines de milliers de villages en quelques dizaines de milliers de villes. Même les villes soviétiques d'aujourd'hui ne disposent pas encore des installations urbaines les plus élémentaires. Des cités, comme l'ancienne capitale de l'Ukraine, Kharkov, Kiev et même Moscou comptent encore de nombreuses rues non pavées. Dans de nombreux quartiers de ces villes, le tout-à-égout, l'eau et l'éclairage des rues sont insuffisants. On ne peut même pas mentionner les conditions qui règnent dans les villes de province. Celles-ci ne possèdent en général ni tout-à-égout, ni éclairage des rues. Comment pourrait-on, dans ces conditions, « urbaniser » le village soviétique ?

La concentration des kolkhozes et les tentatives de transplantation de paysans ont été effectuées de façon bureaucratique, ordonnées d'en haut et avec emploi de la force contre les ouvriers kolkhoziens. La répartition des domiciles n'a pas été effectuée par décisions des communautés de village mais par les autorités administratives, en dehors de tout contrôle, c'est dire qu'elle a été accompagnée de nombreux abus. Cela devait provoquer le mécontentement et la résistance, comme autrefois les mesures de collectivisation forcée.

On peut donc supposer qu'avant de recommencer une campagne de transplantation de paysans, la bureaucratie soviétique amorcera d'abord une période d'expériences sur une petite échelle, de rassemblement de nouvelles expériences, etc. Mais à la longue, la concentration des villages aura effectivement lieu.

Comment les staliniens conçoivent-ils les « agro-villes » de l'avenir. Il est intéressant à ce sujet de se pencher plus attentivement sur l'article mentionné ci-dessus de Kroustchev :

« En premier lieu, il faut construire les bâtiments administratifs, les immeubles à destination industrielle, les étables, les hangars pour machines, les silos de blé et de fruits. En même temps il faut commencer à construire les bâtiments culturels et d'habitation. Il faut rapprocher le mode de vie de l'ouvrier kolkhozien de celui de population urbaine. Au lieu de petits villages, de grandes communes kolkhoziennes avec des écoles, des clubs, des installations de bains, des maisons de culture agricole, des jardins d'enfants et autres établissements culturels... Il faut dans ce but rassembler les cadres des meilleurs architectes, afin d'exécuter des beaux plans de nouvelles communes kolkhoziennes, des bâtiments communaux... Il faut élaborer des projets-types, des plans de quartiers, de places, d'avenues, de projets-types de bâtiments communaux, où il s'agit de combiner la simplicité et le caractère bon marché des

travaux de construction avec le confort. En dressant ces plans, il faut veiller à établir une disposition adéquate des installations agricoles et des maisons de culture, les clubs, les maisons de culture agricole, les écoles, les hôpitaux, la maison communale, les magasins de vente, les parcs, le terrain de sports, les cinémas, les installations de bains, etc. Il faut bien disposer ces maisons afin d'embellir les communes par leur aspect extérieur... Dans de nouvelles communes kolkhoziennes, il faut introduire par étapes les canalisations d'eau, l'électricité et l'éclairage des rues... Il faut donner une attention particulière à la construction des maisons pour ouvriers kolkhoziens. Les villages ne sont plus ce qu'ils étaient il y a 20 ans. Aujourd'hui beaucoup d'intellectuels, des instituteurs, des agronomes diplômés, des médecins, des mécaniciens des M.T.S. (stations de tracteurs étatiques), des conducteurs de tracteurs, des brigadiers (chefs de brigades de travail dans les kolkhozes) y habitent. Dans ces villages il y a aujourd'hui beaucoup de jeunes, qui ont passé 7 ou 10 ans à l'école... Un ouvrier kolkhozien ne se contentera pas d'une seule pièce d'habitation. Il faut réfléchir comment lui accorder 2, 3 et 4 pièces. Les bâtiments d'habitation doivent être spacieux, clairs, confortables, solides, garantis contre l'incendie et en même temps bon marché... Quelques architectes sont d'avis qu'il serait préférable de construire des maisons pour une famille dans les communes. Ils s'appuient à ce sujet sur le fait que les ouvriers kolkhoziens sont habitués à des maisons d'une famille et que cela correspond à leur psychologie. Ces camarades commettent une erreur... L'ouvrier kolkhozien d'aujourd'hui est capable de comprendre plus rapidement ce qui est progressif... Dans les nouvelles communes kolkhoziennes, on peut construire des maisons d'une famille à un étage, des maisons pour deux familles à deux étages et des maisons pour plusieurs familles à plusieurs étages... Quand le plan communal est trop grand, la construction et l'organisation deviennent trop cher... C'est pourquoi il ne faut point adjoindre des terres privées aux maisons d'habitation... Ces terres établies d'après le statut des coopératives agricoles, devraient être localisées en dehors de la commune. »

(Pravda, 4 mars 1951.)

Cette longue citation de l'article de Kroustchev confirme notre jugement par les paroles d'un dirigeant soviétique. Pour le lecteur qui ignore les conditions soviétiques, la citation de Kroustchev présente un tableau très attrayant. L'image des communes exemplaires de Robert Owen apparaît à ses yeux. Mais Owen élabore des projets pour des producteurs et les opposa aux organisateurs de la production, les capitalistes. Kroustchev parle à la fois

comme organisateur de la production, et comme représentant des producteurs. Cette fusion de fonctions doit aboutir inévitablement à des abus. Dès le début de la N.E.P., Lénine avait fait séparer intentionnellement les fonctions des communistes-directeurs de celles des communistes syndicalistes. Les premiers avaient pour but de retirer le maximum de travail des ouvriers (naturellement dans le cadre des lois soviétiques), les second d'obtenir un maximum d'avantages pour les ouvriers (au besoin même à l'aide de la grève). Staline a liquidé ce principe de la séparation des pouvoirs, et a rassemblé dans chaque cas l'organisateur de la production et le soi-disant défenseur des producteurs en une seule personne. Qu'en est-il résulté pour le producteur ?

On peut s'en rendre compte facilement, en comparant la citation de Kroustchev avec la réalité soviétique d'aujourd'hui. Les lecteurs connaissent peut-être le beau livre des auteurs soviétiques Ilf et Petrov : *L'Amérique a un étage*, le reportage du voyage de ces écrivains aux U.S.A. On ne peut soupçonner ces auteurs de vouloir glorifier le capitalisme. Au contraire, ils dénoncent par des exemples frappants de façon générale l'âme mourante du capitalisme. Ils montrent comment dans ce monde capitaliste, seul le mouvement ouvrier rend possible un nouveau progrès. Les auteurs soviétiques ont visité les chantiers, où doivent apparaître une nouvelle usine et de nouveaux blocs ouvriers. L'usine et les habitations ne sont pas encore construites, mais il y a déjà des rues pavées, la canalisation, l'électricité et le gaz. On n'a plus qu'à ériger les murs et les toits, et les maisons seront terminées. C'est la lutte du mouvement ouvrier qui a obtenu cela ; la classe ouvrière ne se contente plus d'un niveau de vie élémentaire, et les capitalistes sont obligés de tenir compte de ses désirs dans leurs plans. En U.R.S.S., l'organisateur de la production n'a pas à tenir compte d'une lutte possible de la classe ouvrière. C'est pourquoi il dit par la bouche de Kroustchev : « En premier lieu il faut construire les bâtiments administratifs... les immeubles à destination industrielle... » Si ces bâtiments ont été construits « en premier lieu », il faut commencer « en même temps » à « construire des bâtiments culturels et d'habitation. » Mais le lecteur aura compris : « en premier lieu », c'est un ordre ; « en même temps », c'est une recommandation. Nous soulignons intentionnellement cette façon de s'exprimer typique des plans staliniens. C'est la façon dont ont été construits tous les nouveaux centres d'industrie lourde, à Magnitogorsk, à Stalinsk, à Chibinogorsk, etc. « En premier lieu » on y construit les usines principales, et à leurs côtés habitaient des milliers d'ouvriers dans des baraquements ou sous des tentes, sans eau, sans canalisation, sans courant électrique. Beaucoup plus tard furent construites les prétendues « villes socialistes », c'est-à-dire quelques quartiers d'habitations de qua-

lité médiocre... pour le personnel administratif et l'aristocratie ouvrière. Le reste des ouvriers continuait à vivre des années durant dans de misérables baraques, dont quelques-unes furent entourées de fils de fer barbelés, puisque c'étaient des « ennemis du peuple » qui y habitaient dans leur qualité de forçats.

Ce n'est pas non plus un hasard que Kroustchev justifie la nécessité de construire des habitations à plus d'une pièce par le fait qu'il y a « beaucoup d'intellectuels » qui habitent aujourd'hui les kolkhozes ! Il s'agit, bien entendu, de la couche privilégiée des bureaucrates staliniens. Kroustchev, en bon « administrateur » de la production, pense en premier lieu à ceux qui doivent pousser les ouvriers à la production. Pour ceux-là, il faut construire « des habitations à deux, trois et quatre pièces ». Le reste des ouvriers vivra dans la « commune kolkhozienne » de la même façon que vivent les ouvriers des grands centres industriels, ou peut-être plus mal, puisqu'il n'est pas sûr qu'on trouvera suffisamment de baraques et de tentes pour eux...

La résistance des ouvriers agricoles aux super-kolkhozes ou agro-villes staliniens, ou bien mieux, à la forme sous laquelle ils ont été construits, ne doit pas être considérée comme une résistance d'éléments réactionnaires au progrès de la civilisation. Il s'agit plutôt d'une résistance de producteurs sans défense en face de l'ivresse de pouvoir illimité et sauvage des organisateurs de la production.

Nous sommes d'accord avec Kroustchev : « L'ouvrier kolkhozien d'aujourd'hui est capable de comprendre plus rapidement ce qui est progressif ». Mais ce n'est pas le stalinisme qui développe cette capacité, au contraire il la freine. Car l'ouvrier voit comment, dans le système stalinien, ce qu'il y a de neuf et de progressif est utilisé contre lui. Kroustchev admet lui-même qu'on construira dans les nouvelles communes kolkhoziennes des habitations en premier lieu pour les « meilleurs hommes ». Mais ces « meilleurs », ce ne sont pas les ouvriers kolkhoziens eux-mêmes, mais l'administration, c'est-à-dire la bureaucratie stalinienne, qui les désigne. Cela signifie que les ouvriers kolkhoziens seront obligés de construire des maisons pour leurs ennemis et continueront à vivre eux-mêmes dans de sales baraques, même après la concentration des kolkhozes.

Voilà pourquoi il n'est pas étonnant que l'ouvrier soviétique adopte devant les projets staliniens de modernisation du village la même attitude négative que de nombreux ouvriers adoptent aux Etats-Unis capitalistes devant les machines modernes qui mécanisent complètement le travail. Le village « moderne » stalinien chasse l'ouvrier de sa maison et l'enferme dans le baraquement « urbain », de même que la ma-

chine du monde capitaliste chasse le kolkhozien de l'usine et le jette à la rue comme chômeur. Leur protestation a une même cause : la protestation de l'ouvrier contre les organisateurs du travail. Mais la solution du problème devient différente. En U.R.S.S. cette protestation cessera quand le producteur arrachera aux administrateurs leur pou-

voir politique et les ramènera à l'état de simples exécutants techniques. Alors, mais alors seulement, les « capacités progressives des travailleurs kolkhoziens » mentionnées par Kroustschév se manifesteront de manière indépendante, en dehors de toute surveillance et de toute violence bureaucratiques. (4).

(4) Note de la rédaction : L'auteur n'insiste pas sur certains aspects économiques et politiques plus particuliers, qui semblaient avoir été implicites dans la concentration des kolkhoses. Ainsi, d'après la *Pravda* du 14 décembre 1950, le contrôle plus strict du parti sur la bureaucratie kolkhozienne semble avoir été un objectif de l'action. Ce journal souligne le fait que le nombre de présidents de kolkhoses membres ou candidats du parti ont augmenté de 65 à 83 % depuis la concentration des kolkhoses. D'autre part, l'article de l'*Economist* mentionné ci-dessus souligne certains objectifs économiques précis de la campagne de concentration des kolkhoses : libération d'une main-d'œuvre supplémentaire pour l'industrie, rationalisation des cultures extensives, utilisation plus rationnelle de l'énorme parc de machines agricoles dont l'U.R.S.S. dispose déjà (production en 1950 : 720.000 tracteurs.), augmentation de la production de blé, meilleure utilisation des kolkhoses pour la réalisation des plans de lutte contre la sécheresse, pour le reboisement, etc.

DOCUMENTS

Lettre de Natalie TROTSKY au Comité Exécutif de la IV^e Internationale

Camarades,

Vous savez fort bien que je n'étais plus d'accord politiquement avec vous depuis 5 ou 6 ans, depuis la fin de la guerre et même plus tôt. La position que vous avez prise sur les importants événements des derniers temps me montre qu'au lieu de corriger vos erreurs antérieures, vous persistez en elles et les approfondissez. Sur la route que vous avez prise, vous êtes arrivés à un point où il ne m'est plus possible de rester silencieuse et de me limiter à des protestations privées. Je dois maintenant exprimer mes opinions publiquement.

Je me sens obligée de faire un pas grave et difficile pour moi, et je ne puis que le regretter sincèrement. Mais il n'y a pas d'autre voie. Après beaucoup de réflexions et d'hésitations sur un problème qui m'a profondément peinée, je trouve que je dois vous dire que je ne vois pas d'autre voie que de dire ouvertement que nos désaccords ne me permettent plus de rester plus longtemps dans vos rangs.

Les raisons de cette action définitive de ma part sont connues de la plupart d'entre vous. Je ne les répète ici brièvement que pour ceux auxquels elles ne sont pas familières, n'abordant que nos divergences fondamentales essentielles et non les divergences sur les questions de politique quotidienne qui leur sont reliées ou qui en découlent.

Obsédés par des formules vieilles et dépassées, vous continuez à considérer l'Etat stalinien comme un Etat ouvrier. Je ne puis et ne veux vous suivre sur ce point. Depuis le début de la lutte contre la bureaucratie usurpatrice, L.-D. Trotsky répéta pratiquement chaque année que le régime se déplaçait vers la droite, dans les conditions de retard de la révolution mondiale et de la saisie de toutes les positions politiques en Russie par la bureaucratie. A plusieurs reprises, il souligna que la consolidation du stalinisme en Russie menait à une détérioration des positions économiques, politiques et sociales de la classe ouvrière, et au triomphe d'une aristocratie tyranique et privilégiée. Si cette tendance continue, dit-il, la révolution s'échouera et le capitalisme sera restauré.

Malheureusement, c'est ce qui s'est produit, bien que sous des formes nouvelles et inattendues. Il n'y a guère de pays au monde où les idées et les défenseurs authentiques du socialisme soient pourchassés de façon aussi barbare. Il devrait être clair pour chacun que la révolution a été complètement détruite par le stalinisme. Cependant vous continuez à dire que, sous ce régime inouï, la Russie est encore un Etat ouvrier. Je considère ceci comme un coup porté au socialisme. Le stalinisme et l'Etat stalinien n'ont absolument rien de commun avec un Etat ouvrier et avec le socialisme. Ils sont les plus dangereux ennemis du socialisme et de la classe ouvrière.

Vous considérez maintenant que les Etats de l'Europe orientale sur lesquels le stalinisme a établi sa domination pendant et après la guerre sont également des Etats ouvriers. Ceci équivaut à dire que le stalinisme a rempli un rôle socialiste révolutionnaire. Je ne puis et ne veux vous suivre sur ce point. Après la guerre et même avant qu'elle ne se termine, il y eut un mouvement révolutionnaire montant des masses dans ces pays. Mais ce ne furent pas les masses qui s'emparèrent du pouvoir et ce ne furent pas les Etats ouvriers qui furent établis par leurs luttes. C'est la contre-révolution stalinienne qui s'empara du pouvoir, réduisant ces pays à l'état de vassaux du Kremlin, étran-glant les masses travailleuses, leurs luttes révolutionnaires et leurs aspirations révolutionnaires. En considérant que la bureaucratie stalinienne a établi des Etats ouvriers dans ces pays, vous assignez à celle-ci un rôle progressif et même révolutionnaire. En propageant cette contre-vérité monstrueuse, vous déniez à la IV^e Internationale toute raison fondamentale d'existence comme parti mondial de la révolution socialiste. Dans le passé nous avons toujours considéré le stalinisme comme une force contre-révolutionnaire dans tous les sens du terme. Vous ne le faites plus, mais je continue à le faire.

En 1932 et 1933, pour justifier leur capitulation honteuse devant l'hitlérisme, les staliniens ont déclaré qu'il impor-

taut peu que les fascistes viennent au pouvoir, parce que le socialisme viendrait après et à travers le règne du fascisme. Seules des brutes dépourvues d'humanité et d'un atome de pensée ou d'esprit révolutionnaire pouvaient s'exprimer ainsi. Aujourd'hui, indépendamment des buts révolutionnaires qui vous animent, vous prétendez que la réaction despotique stalinienne qui a triomphé en Europe orientale est une des voies par lesquelles le socialisme viendra éventuellement. Ce point de vue constitue une rupture irrémédiable avec les convictions profondes que notre mouvement a toujours défendues et que je continue à partager.

Il m'est impossible de vous suivre dans la question du régime de Tito en Yougoslavie. Toute la sympathie et tout le soutien des révolutionnaires et même de tous les démocrates doivent aller au peuple yougoslave dans sa résistance déterminée aux efforts de Moscou pour le réduire et réduire son pays à la servitude. Il faut tirer profit des concessions que le régime yougoslave se trouve à présent obligé de faire à son peuple. Mais toute votre presse est maintenant consacrée à une inexcusable idéologisation de la bureaucratie titiste, idéologisation pour laquelle il n'y a pas de base dans les traditions et les principes de notre mouvement. Cette bureaucratie stalinienne n'est qu'une réplique, sous une forme nouvelle, de la vieille bureaucratie stalinienne. Elle a été éduquée dans les idées, la politique et la morale du Guépéou. Son régime ne diffère en rien de fondamental de celui de Staline. Il est absurde de croire ou d'enseigner que la direction révolutionnaire du peuple yougoslave se développera de cette bureaucratie ou par d'autre voie que celle d'une lutte contre elle.

Ce qui est plus insupportable que tout, c'est la position sur la guerre à laquelle vous vous êtes engagés. La troisième guerre mondiale qui menace l'humanité place le mouvement révolutionnaire devant les problèmes les plus difficiles,

les situations les plus complexes, les décisions les plus graves. Notre position ne peut être prise qu'après des discussions très sérieuses et très libres. Mais face aux événements des récentes années, vous continuez de préconiser la défense de l'Etat stalinien et d'engager tout le mouvement dans celle-ci. Vous soutenez même maintenant les armées du stalinisme dans la guerre à laquelle se trouve soumis le peuple coréen crucifié. Je ne puis et ne veux vous suivre sur ce point.

C'est en 1927 que Trotsky, dans une réponse à une question déloyale que Staline lui posa au Bureau Politique, exprima ses positions comme suit : Pour la patrie socialiste, oui ! Pour le régime stalinien, non ! C'était en 1927 ! Aujourd'hui, vingt trois ans après, Staline n'a rien laissé de la patrie socialiste. Elle a été remplacée par l'asservissement et la dégradation du peuple par l'autocratie stalinienne. C'est cet Etat que vous vous proposez de défendre dans la guerre, que vous défendez déjà en Corée. Je sais très bien que vous dites souvent que vous critiquez le stalinisme et que vous le combattez. Mais le fait est que votre critique et votre lutte perdent leur valeur et ne peuvent donner de résultats parce qu'elles sont déterminées par votre position de la défense de l'Etat stalinien et subordonnées à celle-ci. Qui-conque défend ce régime d'oppression barbare, abandonne, indépendamment de ses motifs, les principes du socialisme et de l'internationalisme.

Dans le message qui m'a été envoyé par le dernier Congrès du S.W.P., il est écrit que les idées de Trotsky continuent à vous guider. Je dois vous dire que j'ai lu ces mots avec beaucoup d'amertume. Comme vous l'avez pu le constater de ce que je viens d'écrire, je ne vois pas ses idées dans votre politique. J'ai confiance dans ces idées. Je reste convaincue que la seule issue à la situation actuelle, c'est la révolution socialiste, c'est l'autémancipation du prolétariat mondial.

NATALIE SEDOVA TROTSKY
Mexico, 9 mai.

Déclaration du Comité Exécutif International sur la lettre de Natalie TROTSKY

La rupture de Natalie Trotsky avec la IV^e Internationale est un événement pénible dans son histoire, qui provoquera le regret des révolutionnaires dans le monde entier. Mais cette rupture ne pourra rien changer à leur détermination de continuer la lutte pour les idées du dirigeant martyr de la Révolution d'Octobre, lutte maintenant abandonnée par Natalie. Ils comprendront que son acte, en dépit des meilleures intentions, est objectivement une capitulation sous

la pression de l'impérialisme mondial ; mais celle-ci ne met pas plus en cause le programme de la IV^e Internationale, tracé dans ses lignes essentielles par Léon Trotsky, que ne le fit la capitulation devant le stalinisme de ses collaborateurs les plus proches Rakowsky, Radek, Préobragensky et autres au cours de son existence. La réaction organisée a souvent, par sa puissance, dominé et écrasé la résistance de tel ou tel individu. Mais elle n'a jamais été ca-

pable et, nous en sommes certains, elle ne sera jamais capable d'écraser les grandes vérités du marxisme élaborées par les leaders géniaux de la révolution prolétarienne Marx, Engels, Lénine et Trotsky, et les mouvements qu'ils ont créés.

Il n'est guère besoin à présent de nous livrer à une longue polémique sur la déclaration de Natalie Trotsky. Les faits, l'histoire et la logique de l'analyse de classe sont clairs. Ils sont chair et sang des cadres ouvriers en qui s'identifient le trotskysme dans chaque pays. Et ce n'est pas le fruit du hasard. C'est Trotsky lui-même qui insista que la stratégie de la défense inconditionnelle de l'Union soviétique contre l'impérialisme devait être la pierre de touche du mouvement qu'il dirigea afin de pouvoir supplanter et renverser le stalinisme dans l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. Ce ne fut pas pour lui une question académique. Du début de son exil en 1929 jusqu'à sa mort, 11 années plus tard, jamais il ne fit la moindre concession à ceux qui demandaient de renoncer à cette tâche stratégique de la lutte de classe internationale. Au contraire, Trotsky rompit sans hésitation avec les personnes les plus « distinguées » et même avec des collaborateurs personnels — de Souvarine à Shachtman — qui glissèrent sur cette question décisive. Cette question fut précisément la raison de la plupart des scissions dans les rangs du mouvement trotskyste mondial, scissions qui s'avérèrent en outre entièrement justifiées par les reniements ultérieurs de la plupart de ceux qui commencèrent avec une position défaitiste envers l'Union soviétique.

Il est pénible d'entendre Natalie Trotsky répéter les arguments même que Trotsky avait si longtemps combattus et qu'il réfuta et dénonça dans tous ses écrits, notamment dans tous ceux de sa dernière bataille contre l'opposition petite-bourgeoise Shachtman-Burnham dans le *Socialist Workers Party* quelques mois avant d'être assassiné. Trotsky connaissait parfaitement bien la bestialité et la barbarie du régime stalinien. Il en avait vécu l'horrible dégénérescence et conclu à la nécessité d'une révolution politique pour renverser le régime bureaucratique et rétablir la démocratie ouvrière. Mais ce fut lui, l'auteur du célèbre parallèle entre le totalitarisme des régimes de Staline et d'Hitler, qui rejeta sans aucune équivoque toute suggestion selon laquelle l'Union Soviétique devait en raison de son régime être abandonnée à la merci de l'impérialisme. Il ne cessa de répéter que le marxisme dans son essence consistait à saisir la différence existante entre la base sociale de la société créée par la Révolution d'Octobre et la caste parasitaire qui avait usurpé le pouvoir dans le premier Etat ouvrier. Tout à fait clairvoyant quant au processus de dégénérescence qui se déroulait, Trotsky répéta à maintes reprises que la nature de classe de l'Etat était déterminée par ses formes de propriété et que l'élimination de la nationalisation et de l'économie planifiée seule modifierait sa nature de classe. Na-

talie Trotsky n'a apporté aucun élément nouveau pour prouver qu'une telle transformation avait eu lieu.

Au contraire, sa déclaration ne donne pas d'analyse sérieuse du stalinisme ou de la situation en Union Soviétique. Elle constitue une de ces réactions émotionnelles à la brutalité du régime stalinien, réactions devenues si familières dans les années passées et qui n'étaient pas inconnues du temps de Trotsky. Une fois de plus nous avons la tentative ancienne d'identifier les opposants révolutionnaires les plus conséquents du Kremlin avec le stalinisme en raison de leur défense de l'Union soviétique. Il est pénible que cette accusation nous soit faite par la veuve de celui qui fut si souvent l'objet de la même accusation et pour les mêmes raisons. L'assassinat de Trotsky a montré que Staline était moins que quiconque convaincu qu'il y avait dans le défensisme de Trotsky le moindre indice ou signe d'une capitulation devant le régime autocratique en U.R.S.S.

Nous comprenons fort bien les raisons personnelles justifiées de l'amertume de Natalie, et nous savons les souffrances immenses qu'elle a subies de la part des assassins du Kremlin. Mais nous devons aussi répéter avec Trotsky que l'amertume ne peut remplacer une politique. Particulièrement en temps de guerre ou de l'approche de la guerre, lorsque les pressions de la société organisée atteignent leur intensité la plus grande, un révolutionnaire qui perd la tête, c'est-à-dire ses critères de classe, est perdu. Pour Trotsky dans la dernière guerre, tout comme pour nous aujourd'hui, l'ennemi principal du socialisme et du progrès est l'impérialisme mondial. C'est seulement dans la mesure où ceci est compris et devient la base de notre stratégie de classe — et pas autrement — que peuvent être combattus et vaincus le stalinisme et toutes les autres tendances étrangères dans le mouvement ouvrier.

L'apre répudiation de la IV^e Internationale par Natalie provoquera précisément le contraire de ce qu'elle recherchait. C'est un cadeau précieux qu'elle fournit à la fois au stalinisme et à l'impérialisme. Staline pourra plus commodément répandre ses mensonges et ses calomnies contre le trotskysme aux ouvriers et paysans de Corée, de Chine, d'Europe orientale et d'U.R.S.S. même que Natalie a décidé d'abandonner à l'impérialisme en raison de l'influence ou de la domination du stalinisme dans ces pays. D'autre part, les laquais de l'impérialisme, les sociaux-démocrates et les renégats de tout acabit chercheront à trouver dans sa déclaration une justification de leurs crimes et de leurs trahisons envers le prolétariat.

Mais ni les uns ni les autres ne réussiront en fin de compte. La puissance de la vérité résistera à ces déformations et à ces attaques. Et surtout la détermination des cadres révolutionnaires de la IV^e Internationale de prendre part aux luttes des masses contre le capitalisme et l'impérialisme, en dépit du ca-

ractère de leurs directions temporaires, conduira à la justification finale de notre chef martyr sur tous ses détracteurs d'aujourd'hui.

Il n'est pas commode de se séparer de Natalie qui, après tant d'années de combat, est devenue la victime de pres-

sions plus fortes qu'elle. Les révolutionnaires, les continuateurs de Léon Trotsky n'ont pas le choix. Nous ne pouvons que répéter la célèbre maxime qu'il aimait à citer : « Ni rire ni pleurer, mais comprendre ».

Juin 1951.

Une lettre du Secrétariat International de la IV^e Internationale au Plenum des Secrétaires départementaux du P.O.U.M.

Camarades,

Le Secrétariat International de la Quatrième Internationale adresse son salut fraternel à l'Assemblée des secrétaires départementaux du P.O.U.M., qui se réunit au lendemain des journées de mars de Barcelone, au moment où, après celui de Catalogne, le mouvement des travailleurs du pays basque et des étudiants madriléños met à nu la décomposition générale du régime franquiste et le développement tumultueux de la lutte antifasciste des masses. Il salue l'héroïque avant-garde du prolétariat espagnol qui, par votre parti, les organisations clandestines de la C.N.T. et les autres éléments révolutionnaires, aura à lutter demain à la tête des masses espagnoles.

La place que le P.O.U.M. occupe dans la lutte clandestine contre le fascisme en Catalogne impose en même temps une grande responsabilité à votre organisation. Comme l'a dit l'appel de votre Comité exécutif espagnol au moment de l'éclatement de la grève générale de Barcelone, *tout est maintenant possible en Espagne*. Une organisation qui se qualifie de marxiste révolutionnaire, et apparaît comme telle devant les masses prolétariennes, a le devoir non seulement d'encourager et d'appuyer l'action des travailleurs, mais encore de tracer la perspective de cette action et de formuler un programme clair, expression des intérêts historiques de la classe ouvrière. L'importance de votre Plenum consiste en ce qu'il vous offre l'occasion d'entamer une vaste discussion politique, afin de permettre la formulation de ce programme de la nouvelle révolution espagnole.

La constitution d'une puissante unité d'action entre toutes les organisations ouvrières reste une nécessité urgente pour accélérer la chute de la dictature franquiste et engager la lutte de classe après cette chute dans les conditions les meilleures pour le prolétariat.

Une telle ALLIANCE OUVRIERE pourrait, il va de soi, conclure des accords tactiques limités avec des organisations petites-bourgeoises prêtes à joindre leurs forces dans l'immédiat à l'œuvre de destruction du fascisme. Mais il ne faut jamais oublier qu'au fur et à mesure que cette destruction se profile clairement, toutes les forces de la bourgeoisie internationale et espagnole, ainsi que toutes ses agences petites-bourgeoises, s'efforceront frénétiquement d'assurer l'élimination de Franco par la voie froide, c'est-à-dire qu'elles s'efforceront d'empêcher par tous les moyens l'éclatement de la révolution prolétarienne. En vue de ce développement futur des événements, c'est une question de vie ou de mort pour le sort de la classe ouvrière, que de prendre dès maintenant une nette position de classe dans le programme à proposer au mouvement de résistance antifranquiste. La montée actuelle du mouvement des masses en Espagne exige non une phraséologie « démocratique » générale, abstraite et vide, mais un langage prolétarien révolutionnaire clair et net. La chute de Franco, dans la conjoncture actuelle n'inaugurera pas une époque d'illusions démocratiques, mais au contraire une période révolutionnaire de lutte de classe exacerbée, qui mettra à l'ordre du jour la conquête du pouvoir par le prolétariat s'appuyant sur les paysans pauvres. C'est à une telle période et à une telle stratégie qu'il faut préparer dès maintenant votre organisation et toute l'avant-garde ouvrière consciente de votre pays.

Or, non seulement vous semblez hésiter à ce sujet dans les positions que prend votre presse, mais en pratique vous substituez à la propagande pour l'ALLIANCE OUVRIERE, les efforts pour conclure des accords avec le Parti Socialiste, avec les dirigeants anarchistes et avec les différentes organisations de la « gauche républicaine » bourgeoise, en jetant l'exclusive sur le Parti Communiste stalinien. Une telle orientation

comporte de graves dangers pour la révolution espagnole qui vient. Elle risque d'enlever à votre organisation toute possibilité d'apparaître comme l'opposition révolutionnaire intransigeante face aux multiples manœuvres pour faire avorter l'assaut insurrectionnel des masses laborieuses qui se développera de plus en plus, après la chute de Franco, contre le capitalisme espagnol pourri. Elle risque davantage encore de permettre aux stalinien, exclu malgré eux et malgré leur politique opportuniste de l'alliance des « forces démocratiques » d'apparaître comme cette opposition révolutionnaire. Sous prétexte de ne pas vous couper des dirigeants anarchistes, eux-mêmes aveuglés par leur haine du stalinisme au point de glisser en partie vers le camp impérialiste, vous venez aujourd'hui de commettre à l'égard du P.C. espagnol une erreur politique qui joint d'éliminer les possibilités de développement de celui-ci, lui permettra au contraire de redorer son blason, si taché de crimes, et lui donnerait un excellent tremplin pour apparaître aux yeux des masses ouvrières espagnoles, comme une force politique à la fois révolutionnaire et unitaire, se situant à la gauche de votre organisation.

Aujourd'hui, bien sûr, l'ALLIANCE OUVRIERE ne peut être constituée immédiatement. L'orientation réactionnaire et opportuniste des dirigeants anarchistes et sociaux-démocrates rend sa conclusion impossible. Dans l'avant-garde ouvrière, surtout en Catalogne, règne encore en partie le souvenir des crimes monstrueux commis par la bureaucratie soviétique et ses agents espagnols contre la révolution de 1936-37. Mais la vie politique se développera non pas d'après les calculs des chefs ou d'après les reminiscences de l'ancienne génération, mais d'après la logique de la lutte de classes et des collisions qu'elle provoquera. La jeune génération qui entrera en mouvement ignore le passé des organisations et celui des stalinien. Votre propagande incessante en faveur de l'ALLIANCE OUVRIERE ; votre défense d'un programme révolutionnaire conséquent, vous permettront d'attirer à vous les couches les plus combattives de cette jeunesse ouvrière. En utilisant l'arme du Front Unique, vous pourriez démasquer la fausse démagogie unitaire des stalinien. Sinon, ce seront les stalinien qui retourneront cette arme contre vous et qui pourront acquiescer cette fois une influence et un poids dans la vie ouvrière qu'ils n'ont jamais possédés dans le passé.

Cette question est rendue d'autant plus importante pour l'avenir de la révolution espagnole par l'évolution actuelle de la situation internationale. L'impérialisme américain est en train de réaliser un énorme programme de réarmement, seul moyen d'arrêter la crise économique qui se dessina en 1949 ; cette politique de réarmement, suivant maintenant sa logique propre, risque, devant la crise mondiale qui secoue le système impérialiste, d'aboutir à l'éclatement d'une troisième guerre mondiale quelle

que soit l'évolution de la situation sociale et politique en Europe. Or, loin de connaître une période de défaites et de recul comparable à celle qui précéda l'éclatement de la deuxième guerre mondiale, le mouvement ouvrier d'Europe occidentale traverse actuellement une nouvelle période de montée, coïncidant avec le développement grandiose de la révolution en Asie. C'est dire que la guerre éclaterait dans des conditions extrêmement défavorables à l'impérialisme et se transformerait rapidement en une guerre civile internationale. C'est dire que dans de nombreux pays du monde, le prolétariat pourrait être capable de lutter pour la conquête du pouvoir sous une direction indépendante du Kremlin. L'Espagne est assurément un des pays où pareille éventualité offre les plus grandes possibilités. Il faut pour cela, qu'une organisation révolutionnaire soit consciente des possibilités énormes créées par l'évolution de la situation internationale, et se range, dès l'éclatement éventuel de la guerre, sans hésitation du côté des travailleurs en révolte dans son propre pays, quel que soit le rôle que les stalinien puissent jouer dans le déclenchement propre de cette révolte. Une attitude « neutre » face à une telle guerre civile, comme l'attitude que vous avez malheureusement adoptée envers la guerre en Corée, aboutirait à coup sûr à livrer l'immense essor révolutionnaire des masses espagnoles en cas de guerre à la seule direction stalinienne.

Toutes ces questions — le programme à élaborer pour la résistance antifranquiste en Espagne ; les perspectives claires quant au rôle et à la place du prolétariat dans la future révolution espagnole ; la nécessité de la lutte pour l'ALLIANCE OUVRIERE incluant toutes les organisations se revendiquant de la classe ouvrière, y compris le P.C.E. ; les perspectives internationales de guerre civile en cas d'éclatement de la guerre mondiale ; l'attitude à avoir en face d'éventuelles insurrections déclenchées en cas d'éclatement de cette guerre, indépendamment du rôle joué par les stalinien, — sont vitales pour le mouvement ouvrier espagnol et international. Votre parti ne pourrait les discuter et les trancher dans un sens de classe, en faisant abstraction de l'énorme expérience nouvelle accumulée par le mouvement ouvrier révolutionnaire international. Or, qu'on le veuille ou non, ce mouvement se résume aujourd'hui *grosso modo* dans l'organisation de la IV^e Internationale. En dehors d'elle n'existent que des groupes ou des partis strictement nationaux, s'appuyant sur une expérience purement nationale et incapables d'élaborer une ligne politique sur la base d'une confrontation internationale constante d'expériences révolutionnaires. A quel résultat catastrophique aboutit un tel isolement d'organisations se disant indépendantes de Wall Street et du Kremlin, l'exemple tragique de l'évolution de la politique extérieure du P.C. yougoslave l'a encore confirmé tout récemment. Dans le monde d'aujourd'hui,

il est impossible d'élaborer une ligne politique conforme aux intérêts du prolétariat international qui forment un tout pour tous les pays, en dehors d'une discussion et d'une organisation internationale des forces révolutionnaires.

C'est pourquoi nous vous proposons une discussion franche mais fraternelle sur toutes les questions soulevées ci-dessus entre votre mouvement et le nôtre. Cette discussion peut se faire d'autant plus aisément que le troisième Congrès Mondial de notre Internationale est actuellement en préparation. Au cours de cette préparation, notre mouvement, appliquant réellement les règles de la démocratie ouvrière, a organisé une ample discussion internationale dans ses propres rangs. Nous vous envoyons par la présente quelques documents essentiels déjà produits au cours de cette discussion, et nous vous invitons à y participer en tant que parti. Nous nous engageons à diffuser dans toute notre Internationale votre point de vue sur toutes les questions débattues, à condition que vous acceptiez de votre part de diffuser et de discuter dans toute votre organisation le point de vue de la Quatrième Internationale sur ces questions litigieuses. Il va de soi que nous vous invitons en même temps à participer aux débats politiques du troisième Congrès Mondial de la IV^e Internationale.

Nous nous adressons maintenant à vous, malgré les nombreuses divergences qui ont existées et qui existent encore, entre votre organisation et nous, parce que nous désirons faire tout notre pos-

sible pour aider et développer le merveilleux mouvement de résistance antifranquiste du prolétariat espagnol. Depuis vingt ans, ce prolétariat a fait des sacrifices inouïs pour la cause de la révolution socialiste, et jusqu'à maintenant ces sacrifices n'ont pas résolu la question de la direction révolutionnaire. Chaque nouvelle vague de lutte a abouti à une nouvelle succession de défaites. Nous sommes profondément convaincus qu'en résolvant dans un sens vraiment communiste les problèmes que nous vous posons dans cette lettre, vous pourrez largement contribuer à éviter de nouvelles défaites et à préparer des victoires décisives. C'est pourquoi nous espérons que vous étudierez ces problèmes, ainsi que les propositions que nous vous faisons, sans aucune considération partisane et en faisant abstraction de tout préjugé dans le seul but d'aider la clarification politique, et en pleine compréhension des motifs d'attachement passionné à la cause de la révolution espagnole qui nous ont poussés à vous écrire.

Nous vous adressons nos vœux pour la réussite de votre plénum, dont les décisions, nous l'espérons, faciliteront l'élaboration d'un programme révolutionnaire et la formation d'une véritable direction léniniste du prolétariat espagnol, et vous envoyons nos fraternelles salutations communistes internationales.

Le Secrétariat International
de la IV^e Internationale.

LES LIVRES

Vie et mort de Trotsky

par Victor SERGE (1)

Victor Serge a rendu un important service à la cause de la vérité et au mouvement socialiste international avec sa biographie de Léon Trotsky. Ecrite par lui quelques années avant sa mort, en collaboration avec Natalie Trotsky, cette œuvre constitue une excellente popularisation de la vie héroïque et du martyre final du grand révolutionnaire. Sous la plume adroite de Serge, l'histoire coule rapidement sur les étapes d'une vie épique et d'une époque turbulente, et est marquée à certains moments d'intensité dramatique et de tragédie. Pour la plus jeune génération qui a grandi à l'époque du mensonge, le livre de Serge constituera une introduction à la période culminant dans la dégénérescence de la Révolution d'Octobre, et aux idées et aux œuvres de celui des architectes de cette Révolution qui combattit pour ses idéaux jusqu'à son dernier souffle. Ce qui est peut-être le plus important service rendu par la nouvelle biographie, c'est la façon populaire et assimilable avec laquelle elle rassemble tous les faits et événements, en commençant par l'extermination de la vieille garde léniniste dans les monstrueuses épurations sanglantes de Staline et en terminant par l'assassinat de Léon Trotsky par le Guépéou.

Tel semble avoir été le but de Serge et il l'a atteint de façon exacte et sincère. Il ne chercha pas à écrire une revue historique définitive des six décades couvertes par la vie de Trotsky, ni une estimation critique des idées du leader révolutionnaire, idées que l'auteur lui-même reconnaît dans son introduction comme inséparablement liées à toute biographie définitive. Mais même dans le cadre limité fixé par Serge à sa biographie, celle-ci est écrite avec un souci de la vérité et une objectivité recommandables. En dépit de ses penchants à l'anarchisme et au centrisme, en dépit de ses divergences connues avec Trotsky sur les origines et la signification du stalinisme, sur les raisons de la défaite

de la révolution espagnole et sur d'autres questions, l'auteur ne cherche pas à colorer la vérité au profit de ses propres vues ou contrairement aux faits. C'est une action loyale et honnête guidée par l'affection et l'estime pour « le vieux » — et c'est peut-être le meilleur tribut que Serge pouvait payer à Léon Trotsky.

Certes il y a de nombreuses lacunes importantes dans le livre, des événements et des luttes que Serge n'esquisse que d'une phrase ou d'un paragraphe. Restreint par les limites mêmes de son livre, Serge peut-être n'estima pas nécessaire de s'étendre dans des domaines où ses opinions étaient différentes de celles de Trotsky ou dans lesquels il n'avait pas poussé sa pensée jusqu'au bout. Ainsi la période de formation du bolchevisme, à la suite de la fameuse scission de 1903 dans le parti social-démocrate de Russie, n'est traitée qu'en quelques lignes. Or, l'opposition entre Trotsky et Lénine sur les problèmes d'organisation de la stratégie de la révolution, problèmes sur lesquels ils finirent par s'entendre en 1917, ne constitue pas une partie insignifiante de la vie et de l'activité de Trotsky. A l'autre bout de la vie de Trotsky, Serge ne donne pas la place qui revient à sa préoccupation principale jusqu'à sa mort en 1940, à savoir la création et la construction de la Quatrième Internationale. Ses œuvres et sa correspondance sur cette question seule rempliraient au moins deux gros volumes. Trotsky ne fut pas seulement un grand écrivain, un théoricien du mouvement marxiste et un homme d'action incomparable, il fut aussi un constructeur de parti et un organisateur. Et ses œuvres de la dernière décade de sa vie dans ce domaine restent une contribution ineffaçable à la postérité.

Les contributions de Natalie Trotsky à

(1) Editions Amiot-Dumont, Paris.

la biographie de Serge apparaissent de façon intermittente dans le livre et sont, naturellement, d'un puissant intérêt, comme témoignage personnel de quelques-unes des conditions dans lesquelles Trotsky écrivait et des événements qui aboutirent à l'assassinat et à sa mort. Elles sont écrites par elle avec sentiment et compréhension. Mais ses remarques prennent une signification spéciale en liaison avec sa récente rupture avec la Quatrième Internationale. Elles montrent tout à fait clairement que si Trotsky avait eu des « pensées privées » sur les grandes questions différentes de celles exprimées publiquement, elles étaient ignorées même de Natalie. Son témoignage doit supprimer toute ombre de doute, qui aurait pu involontairement être tiré de sa déclaration de démission de la Quatrième Internationale : les points de vue et les opinions de Trotsky, ses positions sur tous les problèmes principaux ont été exprimés ouvertement et sans équivoque dans ses écrits. Si toute autre conclusion avait été possible, Natalie Trotsky, dont les divergences avec la Quatrième Internationale ont commencé pendant la guerre, l'aurait certainement montré clairement dans ses contributions au livre de Serge. Elle trouve même nécessaire de citer une observation faite par Trotsky au cours de la guerre, dans une note écrite par lui en juin 1940, trouvée dans ses papiers, et qui indique l'identité de pensée qui le relie à ses continuateurs de la Qua-

trième Internationale. La note conclut : « Le patriotisme soviétique et la lutte intransigeante contre le stalinisme sont inséparables. »

A vrai dire, il y a beaucoup d'insuffisance dans la description de la dernière lutte politique menée par Trotsky contre le groupe Burnham-Shachtman dans le Socialist Workers Party : elle n'occupe qu'une ligne ; or, c'est précisément dans cette lutte que Trotsky formula des idées d'une importance décisive relativement aux développements cataclysmiques actuels. On ne trouve que des références occasionnelles à ces pensées dans des citations par trop brèves de Serge. Malheureusement sa référence à la critique que Trotsky fit de la notion du « collectivisme bureaucratique » est citée de manière à permettre une mauvaise interprétation. De même sa citation de la critique du faux concept d'« impérialisme stalinien ». Il faut espérer que, dans un avenir pas trop éloigné, les articles et lettres de Trotsky rassemblés dans « Défense du marxisme » seront édités en livre dans les principales langues d'Europe.

La biographie définitive de Trotsky reste à écrire ; ce sera une œuvre monumentale traitant de lui comme homme, combattant révolutionnaire et qui contiendra une revue et estimation compréhensive de ses idées. Serge ne l'a pas tenté. Mais ce qu'il a fait, il l'a bien fait. Il faut recommander son livre comme une arme de lutte.

CORRESPONDANCE MARX, ENGELS et divers

publiée par F. A. SORGE (1)

On n'a qu'à remercier Bracke pour « avoir mis ces documents de première importance à la portée du lecteur français pour la première fois », comme il l'écrit lui-même dans une très intéressante préface où il brosse plus spécialement le portrait de F. A. Sorge, auquel ont été adressées la plupart des lettres (entre 1867 et 1895, date de la mort d'Engels).

Quelle figure attachante que celle de Sorge, ce pionnier infatigable, dévoué, modeste et encore peu connu du mouvement marxiste international, auquel les fondateurs de la 1^{re} Internationale confièrent après 1872 les « fonctions délicates de secrétaire général » du Conseil général de l'Internationale, après le trans-

fert de son siège central aux Etats-Unis. Dès que le hasard le fixa dans ce pays, où il n'avait pas voulu émigrer « ayant lu la Case de l'Oncle Tom et pris en grippe le pays où règne en tant de régions l'esclavage honni par tout esprit un peu libre de préjugés inhumains », il prit à cœur la tâche que la 1^{re} Internationale lui avait confiée et en même temps déploya une activité fébrile pour assurer un développement marxiste au jeune mouvement ouvrier américain.

Lui-même ne cessa de « clarifier, préciser, serrer les idées formées dans sa jeunesse, au point de se sentir à la fin

(1) Editions A. Costes, Paris 1950 (en deux volumes).

en plein accord avec « la conception marxiste de l'histoire » et la constatation qu'à la lutte de la classe ouvrière pour sa libération est suspendu l'avenir rêvé par lui de l'humanité » (Bracke).

La *Correspondance* présente un intérêt multiple, et c'est avec un réel plaisir qu'on parcourt ces pages, glanant constamment des informations précieuses sur les débuts du mouvement ouvrier marxiste, des idées profondes sur le marxisme, sa théorie, sa tactique, des notes pittoresques, souvent touchantes, sur les hommes qui ont forgé ce mouvement historique, sur leur caractère intime, leurs rapports, leur comportement de militants et d'hommes.

L'histoire de la 1^{re} Internationale — et particulièrement de son déclin, au milieu de luttes fractionnelles et personnelles désagréables et sans grandeur, la petitesse de plusieurs de ses pionniers qui ont vite sombré dans la confusion et la démoralisation à la suite de la défaite de la Commune et du recul momentané du mouvement révolutionnaire — s'éclaire d'un jour nouveau à travers la correspondance.

On suit, d'autre part, avec beaucoup de détails sur les hommes et sur la situation, les débuts du mouvement ouvrier en Angleterre, en France, en Allemagne et aux Etats-Unis. Ces informations sont souvent complétées par des idées profondes qui aident à comprendre mieux les causes de telle ou telle évolution du mouvement dans ce pays, par exemple l'évolution lente du mouvement ouvrier aux Etats-Unis, sur laquelle, aux instances de Sorge, Engels plus particulièrement revient très souvent. On relève d'autre part des idées plus générales sur le marxisme comme ces deux pensées d'Engels, preuve de la maturité et de la souplesse dialectique de l'esprit de l'homme qui les a écrites : « Notre théorie n'est pas un dogme, c'est l'exposé d'un processus d'évolution, et ce processus comporte des phases successives » (Lettre à Mrs Wicherzky du 28-12-1886). « Le mouvement réel présente toujours un aspect différent de ce qu'il devait être aux yeux de ceux qui ont pris part à sa préparation. » (Lettre à Mrs. Wicherzky du 15-9-1887).

La personnalité de plusieurs dirigeants du mouvement à cette époque prend un relief plus clair pour nous à travers les remarques et les réflexions que Marx et Engels font souvent sur eux : de l'Anglais Burns, de Lafargue, de Wilhelm Liebknecht, de Bebel, etc. Elles sont parfois d'un goût piquant qui loin de gêner, au contraire aide à mieux comprendre quelques caractéristiques profondes de la personnalité commentée. Par exemple l'admirable esquisse psychologique

qu'Engels fait de W. Liebknecht : « Son optimisme incorrigible, surtout dans toutes les affaires où il a mis la main, sa conviction inébranlable qu'il est l'âme du mouvement, qu'il fait tout, qu'il mène tout au mieux et que seuls les autres « ânes » gâtent la sauce ; son penchant à tout régler et à pallier toutes les contradictions ou les dissolvant en phrases ; son effort pour obtenir des succès apparents momentanés, même au prix de pertes durables — on sait bien tout cela. Mais les gens savent aussi que tous ces défauts ne sont que les revers de très précieuses qualités et que sans ces faiblesses précisément il ne rendrait pas les services qu'il rend réellement. Tant que Bebel est près de lui, il causera, il est vrai, bien des tracasseries et des imbroglios inutiles, mais il ne fera pas de grosses gaffes. Et quand il s'agira de se séparer des petits bourgeois, il prendra jusqu'au dernier moment leur défense, mais au moment décisif, il sera à la bonne place. » (Lettre à Sorge, 3 mars 1887).

La propre personnalité de Marx et d'Engels se complète par quelques touches supplémentaires que cette *Correspondance* aide à ajouter à leur portrait de militants et d'hommes, tels que nous les connaissons par toutes les autres sources. Sensibles à l'humain dans toutes ses expressions, travailleurs intellectuels infatigables tous les deux, et d'un sens absolument exemplaire du caractère sérieux responsable de leur travail, les obligeant à des études approfondies sur les sujets qu'ils traitaient, ne se prêtant à aucune facilité, aucune improvisation ou inexactitude.

Marx, plus impulsif, plus sobre, plus intraitable non seulement sur les questions de doctrine et de tactique mais aussi sur celles des personnes ; Engels, plus épicurien, plus flegmatique et en apparence plus souple, mais aussi sévère sur les questions importantes.

Les lecteurs de la *Correspondance* auront l'occasion de se familiariser avec plusieurs détails de la vie intime de ces deux hommes, de la maladie et la mort de la douce et noble figure de celle qui fut la compagne de K. Marx, les souffrances et la mort de K. Marx lui-même, les dernières années d'Engels.

Le premier volume de la *Correspondance* contient la lettre du 15 mars 1883 adressée par Engels à Sorge, dans laquelle il donne des détails sur les derniers moments de K. Marx. C'est un document d'une lecture pathétique, un éloge funèbre d'une sobriété antique d'un homme à un autre, tous deux ayant su s'aimer et s'estimer mutuellement dans la plus profonde communauté de pensée.

Michel PABLO.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

France

Le P. C. I. et les élections du 17 juin

La section française de la IV^e Internationale avait limité la présentation de listes à deux circonscriptions de la région parisienne : le 5^e secteur de la Seine qui groupe les principales usines de la métallurgie parisienne et la 1^{re} circonscription de Seine-et-Oise, où sont mélangés quelques faubourgs industriels et des cantons paysans.

L'axe politique de la campagne était le *gouvernement ouvrier et paysan* pour lutter contre la misère, la dictature et la guerre.

Dans les circonscriptions où le P.C.I. ne présentait pas de candidats, il appela les travailleurs à voter ouvrier, c'est-à-dire pour les candidats du P.C.F. ou de la S.F.I.O., sauf — pour ces derniers — lorsque leurs listes étaient apparentées aux listes bourgeoises, ce qui transmettait automatiquement les voix socialistes aux candidats bourgeois.

Malgré ses moyens limités, la campa-

gne du P.C.I. fut intense. Dans les deux circonscriptions de banlieue, chaque électeur reçut deux circulaires exposant le programme du Parti et la critique des autres listes. Ainsi deux fois 900.000 tracts furent expédiés à domicile. Trois affiches furent éditées à 2.500 exemplaires pour ces deux circonscriptions. Pour le reste du pays, une affiche à 2.000 exemplaires fut placardée. Plus d'une trentaine de réunions furent organisées dans la banlieue parisienne, sans compter les contradictions qui furent faites par les membres du Parti, tant dans la région parisienne qu'en province. Il faut mentionner également un tract édité par les travailleurs vietnamiens des usines Renault (privés du droit de vote) s'adressant à leurs camarades nord-africains disposant du droit de vote pour les inviter à voter P.C.I.

Les résultats du 5^e secteur de la Seine sont du plus grand intérêt.

	exprimés Suffrages	P.C.I.	P.C.F.	P.S.	Neutralistes
1946	352.750	4.469	137.590	49.965	»
1951	341.047	5.708	120.590	39.948	4.629

En 1946, P.C.F. et P.S. collaboraient avec la bourgeoisie. On peut être certain que les candidats P.C.I. avaient obtenu alors des voix de communistes hostiles à cette politique, mais aussi de socialistes également opposés à la politique de leur parti. En 1951, le P.S. est enfoncé plus que jamais dans la collaboration de classe, tandis que le P.C. se trouve dans l'opposition. Pour les socialistes de gauche opposés à la politique de leur parti la liste neutraliste devait constituer un pôle d'attraction. La composition sociale des meetings du P.C.I. et des neutralistes était nettement différente. Les auditoires du P.C.I. étaient prolétariens, ceux des neutralistes petits-

bourgeois. La répartition des votes par commune dans ce secteur montre une proportion sensiblement constante entre les voix P.C.I. et les voix P.C.F., tandis qu'il n'en est pas ainsi pour les voix neutralistes. Les voix P.C.I. de 1951 sont en toute probabilité de composition ouvrière plus marquée qu'en 1946. Ajoutons que c'est dans les trois communes de Boulogne (usine Renault), d'Asnières et de Gennevilliers (usines Chausson) où le travail d'entreprise du P.C.I. a été le plus systématiquement mené depuis plusieurs années que les gains sont les plus importants (Boulogne, de 514 à 846 ; Asnières, de 433 à 632 ; Gennevilliers, de 179 à 292).

Le vote du 5^e secteur témoigne donc que le gain numérique du P.C.I. (de plus de 30 %) a aussi la signification politique qu'une large couche de la classe ouvrière recherche une solution révolutionnaire ; mais que, pour l'instant, elle reste attachée au P.C.F. ou se borne à s'abstenir aux élections.

Dans la Seine-et-Oise, la situation a été compliquée par l'intervention non seulement d'une liste neutraliste qui a recueilli 3.700 voix mais par une liste se réclamant d'un prétendu « Mouvement Communiste Indépendant » dirigée par Lecorre, qui, avant 1939, avait été député stalinien dans ce département. Cette liste a obtenu 7.000 voix et la liste P.C.I. en obtenait 5.700. En 1941, la liste P.C.I. avait obtenu 14.000 voix. Comme dans la Seine, incontestablement une partie socialisante et petite-bourgeoise a voté pour les neutralistes. Mais à quoi tient le nombre de voix obtenu par la liste Lecorre, liste qui, pour les gens tant soit peu avertis politiquement était sans aucun doute une création purement électorale de la partie de la social-démocratie représentée au ministère de l'Intérieur et destinée uniquement à prendre un certain nombre de voix au P.C.F. pour lui faire perdre si possible un siège. Ce « Mouvement » sans adhérents, sans organisation, s'est affublé de l'étiquette « communiste » qui, en France, a conservé toute sa valeur, tandis que le terme « socialiste » n'a plus de sens. En outre, si les gens avertis politiquement comprenaient le dessous de cette liste, pour les centaines de milliers de votants, il n'en était pas ainsi : les stalinien appellent policier tous ceux qui sont opposés à eux, pourquoi les croire

en une circonstance plutôt que dans d'autres ? Enfin, stalinien et bourgeois ont fait d'une façon ou d'une autre la publicité pour la liste Lecorre, tandis que le silence était maintenu sur les candidatures trotskystes. Pour les uns comme pour les autres, la liste Lecorre était moins gênante, en ce sens qu'elle ne représentait aucun mouvement réel présent et futur.

..

La caractéristique politique la plus importante des élections du 17 juin, c'est le poids parlementaire que vient d'acquiescer le gaullisme, qui va tendre à donner à la politique du gouvernement français de demain, même sans la participation des gaullistes, un caractère plus réactionnaire, plus agressivement anti-ouvrier. La riposte des travailleurs ne peut manquer de se manifester, devant les difficultés grandissantes. Le problème du front unique de toutes les organisations ouvrières va se trouver posé avec plus d'acuité dans toutes les organisations ouvrières, socialistes et communistes, politiques et syndicales. La nécessité de ce front unique et de la lutte pour un gouvernement de front unique, un gouvernement ouvrier et paysan, va se faire sentir dans ces organisations qui, au cours des élections, ont développé, l'une la « lutte sur les deux fronts », l'autre la lutte « pour le pacte des 5 Grands ». Le programme du P.C.I. soutenu par plus de 11.000 travailleurs dans une fraction de la région parisienne deviendra le programme des millions de travailleurs de France en lutte contre la misère, la dictature et la guerre.

Italie

L'activité électorale des trotskystes

Les Groupes Communistes Révolutionnaires (section italienne de la IV^e Internationale) ont publié, à la veille des récentes élections municipales, un Manifeste reproduit dans le numéro du 15 mai de le journal *Bandiera Rossa*. Dans ce manifeste, les G.C.R. dénoncent l'objectif réactionnaire poursuivi par la bourgeoisie dans les élections : arracher au P. C. l'administration des grandes villes par une « union sacrée » allant du nouveau parti social-démocrate jusqu'aux réactionnaires d'extrême-droite. Le manifeste critique la politique stalinienne et dénonce la récente offre de Togliatti de rétablir la « paix sociale » si la bourgeoisie modifie son orientation « atlantique ». Il constate que, dans la situation actuelle, s'impose une poli-

tique de front unique prolétarien, et comme les sociaux-démocrates s'apparentent avec le parti démocrate-chrétien, principal appui de la bourgeoisie, il appelle les ouvriers à voter pour le P.C. qui représente la majorité ouvrière du pays. Afin de marquer en même temps leur méfiance envers la direction bureaucratique de ce parti, les ouvriers y sont invités à refuser leur vote aux têtes de liste, mais à donner une voix préférentielle à des candidatures de simples ouvriers sur les listes du P.C.

Ce Manifeste, reproduit en affiche, a été répandu à un grand nombre d'exemplaires dans les principales villes du pays où existe une section du G.C.R. A Turin notamment, 3.000 affiches ont été collées.

Ceylan

Extension de l'influence trotskyste

3.000 délégués de 175 sections ont pris part au Congrès annuel de la Jeunesse Socialiste (All-Ceylon Samasamaja Youth Leagues) tenu en mars à l'Hôtel de Ville de Colombo.

Parmi les résolutions adoptées, une reprenait celle du Parti Lanka Samasamaja (section Cinghalaise de la IV^e Internationale) appelant à l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan.

A la fin du congrès, une manifestation de 2 kilomètres de long traversa la ville.

Les membres de la Jeunesse portaient leur chemise rouge. Colombo n'avait encore jamais vu une telle manifestation. Elle se rendit ensuite à Gall Face Green où un meeting monstre du parti trotskyste eut lieu sous la présidence de notre camarade Perera.

Pour l'avenir, le parti envisage la cons-

truction d'un camp pour héberger les délégués car aucun bâtiment de la ville n'est suffisant.

Récemment les enfants de Colombo organisèrent une manifestation pour appuyer le Parti Lanka Samasamaja. Toute la journée ils défilèrent derrière les drapeaux rouges en criant leurs mots d'ordre.

Le parti, qui a déjà une forte fraction parlementaire, vient de gagner un siège de plus à la municipalité de Colombo.

Nos idées pénètrent même dans la jungle parmi les Veddhas (que les anthropologistes bourgeois classent parmi les sauvages). Ils rejoignent nos organisations avec enthousiasme malgré les efforts du premier ministre qui fit spécialement une tournée de propagande dans la jungle.

U. R. S. S.

Des déportés trotskystes dans les camps soviétiques

Des renseignements transmis par des prisonniers polonais et allemands récemment rentrés de Sibérie permettent de préciser davantage l'existence de militants et groupes bolcheviks-léninistes dans les camps de travail forcé soviétiques.

Un émigré social-démocrate polonais nous a appris la mort dans des circonstances émouvantes du camarade Stefan Moiseievitch Szmelovitch, dirigeant d'un groupe d'étudiants trotskystes à l'Université de Cracovie (Pologne). Fuyant avec ses camarades devant l'avance de l'armée nazie en septembre 1939, Szmelovitch fut surpris par l'armée soviétique en Pologne orientale et dénoncé par des étudiants stalinien aux autorités d'occupation. Il fut déporté dans le vaste complexe de camps de Vorkuta.

Le camarade Szmelovitch était un militant révolutionnaire brûlant d'une passion pour ses idées qu'aucune mésaventure ne put détruire. Dans le camp, il ne cacha point ses convictions mais se revendiqua fièrement du trotskysme et ne perdit aucune occasion pour propager ses idées autour de lui. Cela lui valut des persécutions sans fin de la part des gardes-chiourmes stalinien et de leurs instruments, les éléments criminels de droit commun internés dans le camp. Il succomba finalement à ces tortures au cours de l'année 1943, dans le village de Tchardrail, près de la frontière de l'Uzbékistan. Jusqu'à son dernier jour il resta fidèle au marxisme révolutionnaire et défendit la cause de Léon Trotsky et de la IV^e Internationale.

D'autre part, des prisonniers de guer-

re allemands récemment rentrés de Russie où ils purgèrent une peine de travaux forcés nous ont transmis les saluts d'un groupe de militants bolcheviks-léninistes soviétiques, fonctionnant comme tel dans un camp soviétique dont nous faisons le nom pour des raisons évidentes. Ce groupe, composé de plusieurs jeu-

nes étudiants, arrêtés depuis la fin de la guerre, se revendiqua de la personne et des idées de Léon Trotsky. Il était au courant de tous les écrits de Trotsky jusqu'aux années 1934-35. Il possédait en 1949 encore des contacts avec des groupes de bolcheviks-léninistes dans d'autres camps.

Suède

Campagne de meetings des trotskystes

L'organisation trotskyste Suédoise, le Parti socialiste révolutionnaire, a organisé à partir de la fin d'avril une série de meetings publics afin de faire connaître les positions du parti sur les principaux problèmes politiques et économiques du jour. Cette campagne vient après une intervention énergique et fort réussie de nos camarades suédois dans la grève des dockers de Stockholm. A l'occasion de celle-ci, le P.S.R. a édité deux tracts et a vu son soutien de la

grève commenté dans toute la presse suédoise. Le 1^{er} mai a eu lieu un meeting en plein air à Stockholm. Le 14 mai les camarades suédois, devant plus de 600 personnes, ont commémoré le 20^e anniversaire de la fusillade d'Adalen où cinq ouvriers furent assassinés par la police. Au cours du mois de juin, quatre meetings sont organisés sur la situation économique de la classe ouvrière suédoise.

A NOS LECTEURS ET AMIS

Avec notre numéro précédent, un assez grand nombre d'abonnements venait à expiration. La plupart ont été renouvelés par nos abonnés dès réception de notre appel. Nous les en remercions et nous tenons à remercier tout particulièrement ceux qui nous adressé un abonnement de soutien de 1.000 francs.

Nous envoyons le présent numéro aussi à ceux qui n'ont pas encore renouvelé leur abonnement. Nous pensons qu'il s'agit simplement de leur part d'un retard et nous leur demandons de nous adresser sans tarder le montant de leur réabonnement.

Les frais d'impression continuent à s'élever, et nous serons certainement sous peu, obligés d'élever le prix de vente et le montant de l'abonnement. Nous avons besoin — pour assurer une parution régulière — avant tout d'un élargissement de notre diffusion, un plus grand nombre d'abonnés et de lecteurs nouveaux à QUATRIEME INTERNATIONALE.

Il n'est pas un seul de nos lecteurs qui ne connaisse des personnes susceptibles d'être intéressées à QUATRIEME INTERNATIONALE. Envoyez-nous leurs adresses pour que nous puissions leur faire un service gratuit avant de solliciter un abonnement.

Abonnements.

Les six numéros : 450 francs français ; 20 francs suisses ; 100 francs belges.

Correspondance :

Melle Weill, Boite postale 124, Paris-15°.

Notre Compte Postal : Melle Weill. Boite postale 124, Paris-15°. C.C.P. 5672-07, Paris.

Le Directeur-Gérant : PIERRE FRANK



Imprimerie Saint-Denis - 86, fg Saint-Denis - Paris-X°